



Sécurité hydrique et alimentaire en Asie centrale :
les actions des femmes pour le développement durable

Remerciements

Nous remercions Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute, Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient. Tatiana Chernobil, avocate spécialisée dans les droits humains et consultante indépendante à Almaty, au Kazakhstan, Yevgeniy Zhovtis, Fondateur du Bureau des droits humains du Kazakhstan, Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à Narxoz University au Kazakhstan, Guljamal Nurmammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase et Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique fondatrice de FemAgora, organisation féministe d'Asie centrale, qui ont accepté d'échanger avec nous afin d'éclairer ce rapport de leur expertise et expérience.

Ce rapport a été réalisé avec le soutien de Focus 2030.



Pour citer ce rapport :

Gillet C., Soulard J. (2023). Sécurité hydrique et alimentaire en Asie centrale : les actions des femmes pour le développement durable. Institut du Genre en Géopolitique. Accessible sur : <https://igg-geo.org/>

© 2023, Clémence Gillet et Joséphine Soulard sous la direction de Déborah Rouach, Institut du Genre en Géopolitique.

Sommaire

Introduction.....	6
I- Changements climatiques, amplificateurs de multiples pressions affectant les droits des femmes.....	9
A) Géopolitiques des ressources dans une région sous tensions.....	9
• Une région marquée par l'instabilité autoritaire et la peur de la radicalisation.....	9
• Le contrôle des ressources, enjeu déterminant dans les relations géopolitiques régionales.....	11
B) Une situation socio-économique fortement affectée par les changements climatiques.....	13
• L'importance de la gestion des ressources pour le secteur économique.....	14
• Les conséquences des changements climatiques sur la situation socio-économique.....	15
• Une faible action environnementale des pays de la région.....	16
C) La place des femmes dans les sociétés d'Asie centrale.....	18
• Politiques sur les droits des femmes : l'invisibilisation des discriminations à leur encontre.....	19
• Une société patriarcale face à l'émergence difficile des mouvements féministes.....	21
• Violences basées sur le genre et vulnérabilités accentuées par les changements climatiques.....	25
II- Les actions des femmes pour le développement durable.....	26
A) La sécurité hydrique, une responsabilité attribuée aux femmes.....	26
• Les femmes face au défi hydrique.....	27
• Gestion de l'eau : les compétences indispensables des femmes.....	28
• Une exclusion persistante des décisions sur la gestion de l'eau.....	30
B) La sécurité alimentaire : enjeux multiples pour les femmes.....	31
• Comprendre la nécessaire interdépendance des ressources en eau et en terres pour la sécurité alimentaire..	32
• L'évolution de la place des femmes dans l'agriculture.....	33
• Accès restreint à la propriété des terres arables, un défi persistant.....	35
C) Les conséquences d'un manque de perspectives générées par les décideurs politiques.....	36
• Les freins à l'éducation et les défis professionnels : la mise à l'écart des femmes dans la gestion des ressources.....	37
• Le manque d'inclusion des femmes : un défi persistant en politique.....	39
• Les politiques climatiques des différents pays : quelle prise en compte de la question du genre ?.....	40
III- L'avenir de l'Asie centrale : trois facteurs déterminants pour bâtir une société égalitaire.....	42
A) Responsabilité des États d'Asie centrale pour l'inclusion et l'autonomisation des femmes.....	42
• Comment garantir les droits des femmes en Asie centrale ?.....	42
• La nécessaire intégration des femmes aux processus de décision.....	43
• Pour des politiques agricoles et hydriques inclusives.....	44
B) De l'importance de promouvoir l'éducation et la formation des filles et des femmes.....	46
• Les initiatives internationales, régionales et locales de formation.....	46
• La création et la mise en lien de réseaux de soutien et d'échange.....	48
C) Faire face aux changements climatiques à venir : bâtir une société inclusive et égalitaire.....	50
• Protéger la société civile centrasiatique.....	50
• L'exacerbation des conflits autour des ressources naturelles : quelle dimension pour le genre ?.....	52
• Objectifs du développement durable et prise de conscience émergente : un potentiel à exploiter.....	54
Conclusion.....	56
Bibliographie.....	57

Liste des sigles

AUE : Associations d'usagers de l'eau
CACCC-2023 : Cinquième conférence sur le changement climatique en Asie centrale
CAREC : Programme de coopération économique régional d'Asie centrale
CAWEP : Central Asia water and energy programme
CAY4W : Central Asia youth for water
CESAP : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CMIP6 : Phase 6 du Projet de comparaison de modèles couplés
CND : Contribution déterminée au niveau national
COP : Conférence des parties
DKU : Université allemande du Kazakhstan
DPPA : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA : Fonds international de développement agricole
FNUAP : Bureau régional Asie-Pacifique du Fonds des Nations unies pour la population
GWP : Global water partnership
IDH : Indice de développement humain
JP RWEE : Programme sur l'accélération des progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales
MIO : Mouvement islamiste d'Ouzbékistan
NEET : Sans emploi, sans éducation, ni formation
ODD : Objectifs de développement durable
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTSC : Organisation du traité de sécurité collective
PAM : Programme alimentaire mondial
PIB : Produit intérieur brut
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
UE : Union européenne
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNRCCA : Centre régional des Nations unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale
USAID : Agence des États-Unis pour le développement international
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
WEDC : Centres de développement de l'entrepreneuriat féminin

Note de synthèse



Le 28 avril 2022, s'est tenue à Douchanbé, au Tadjikistan, la réunion consultative sur le « changement climatique avec un focus sur le genre et la gestion de l'eau en Asie centrale ». Cet évènement, organisée conjointement par ONU Femmes et le Comité des affaires féminines et familiales du gouvernement du Tadjikistan, s'inscrivait dans le cadre d'une initiative du Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Europe et l'Asie centrale visant à favoriser l'échange de connaissances, d'innovations et de bonnes pratiques en vue de promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes en Asie centrale. Son objectif principal était de mettre en évidence la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques et de proposer des solutions visant à garantir leur accès aux ressources et se les réapproprier.

L'Asie centrale est une région composée de cinq États caractérisés par des régimes autoritaires : le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan. Ces républiques font face à différentes pressions et conflits concernant le partage et l'utilisation des ressources naturelles, en particulier l'eau, qui est essentielle à l'agriculture. Ce secteur est déjà affecté par les effets des changements climatiques, perturbant les cycles agricoles et la disponibilité des ressources en eau. Les prévisions indiquent une détérioration drastique de la situation dans les années à venir. Les femmes, qui jouent un rôle clé dans la sécurité hydrique et alimentaire, sont particulièrement touchées par ces perturbations. Les migrations masculines, résultant de la précarité et du chômage, laissent les femmes dans les zones rurales, isolées et mises à l'écart, confrontées aux changements climatiques. En outre, elles subissent les pressions héritées du système soviétique, de la tradition patriarcale et de l'autoritarisme, qui limitent leur capacité d'adaptation et de résilience. Bien que les États prétendent garantir l'égalité des droits, leur système oppressif entretient leur exclusion des prises de décision dans le domaine politique, économique et de la gestion des ressources. Bien qu'elles représentent jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre agricole, elles possèdent peu de terres. Pourtant, les femmes disposent d'un large éventail de connaissances et de compétences pour prévenir les conséquences des changements climatiques, améliorer les conditions de vie et participer à la résolution des conflits dans un contexte de tensions croissantes.

Ce rapport met en évidence le rôle des femmes en tant qu'actrices clés du développement durable au sein des sociétés d'Asie centrale, malgré les multiples discriminations auxquelles elles sont confrontées. Il souligne la responsabilité des États dans la protection et le respect des droits des femmes ainsi que leur autonomisation, la valorisation de leur rôle et la mise en place de formations et de réseaux. Les différents scénarios étudiés, qui portent sur le rôle de la société civile, l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques et les objectifs de développement durable, visent à formuler des recommandations à l'attention des gouvernements et des organisations internationales afin de soutenir les actions des organisations féministes, écologiques et de défense des droits humains dans la région. Ces actions sont essentielles pour s'adapter aux changements climatiques en cours et à venir.

Les recommandations s'articulent autour de six axes d'intervention :

1. Protéger les droits des femmes et assurer leur autonomie
2. Lutter contre les changements climatiques en incluant une perspective genrée
3. Créer un dialogue régional pour favoriser la coopération entre tous les acteurs
4. Inclure les femmes dans les espaces de décisions
5. Sensibiliser et éduquer sur les enjeux féministes et climatiques
6. Renforcer le rôle de la société civile

Introduction



« Les effets des changements climatiques sur les femmes auront une ampleur considérable à l'échelle mondiale, mais en Asie centrale, ils se manifestent deux fois plus rapidement¹ », déclare Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase. Les femmes sont confrontées à des défis spécifiques en Asie centrale liés aux changements climatiques tels que l'augmentation des catastrophes naturelles, la transformation du cycle agricole et le manque d'accès aux ressources naturelles. La région fait face à une situation climatique complexe qui appelle à l'adoption de mesures spécifiques pour prévenir et anticiper les dangers.

L'Asie centrale, constituée du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, représente une région stratégique sur la scène internationale. Anciens membres de l'URSS, ces pays servaient à cette période de pré carré soviétique afin de développer l'agriculture et l'industrie et de prouver le génie soviétique via la construction de nombreuses infrastructures d'irrigation. Dès 1991, les pays centrasiatiques deviennent des républiques tout en gardant des relations fortes avec la Russie en tant qu'alliée politique et partenaire économique. Riche en ressources naturelles, minérales et énergétiques, l'Asie centrale attire les convoitises. La Chine prend le relai de la Russie en termes d'influence depuis 2013 à travers son projet des nouvelles routes de la soie et ses investissements économiques pour la construction d'infrastructures de transport. Le Kazakhstan craint notamment l'annexion par la Russie en cas de victoire et s'en détache progressivement. Jusqu'à la prise de pouvoir des Talibans en 2021, l'Afghanistan constituait un autre partenaire culturel et économique avec des projets d'irrigation et d'investissements énergétiques. Depuis, les liens ont été en grande partie coupés entre les États et les échanges économiques ont fortement diminué.

La gestion des ressources naturelles et l'exacerbation de l'insécurité alimentaire et hydrique sont des facteurs de détérioration de la sécurité dans la région. Cette région, au climat aride et semi-aride, a déjà subi une catastrophe écologique sous l'ère soviétique, connue internationalement sous le nom d'écocide de la mer d'Aral orchestré par Moscou. Bien qu'abondante dans la région, l'eau reste un bien extrêmement précieux dont dépendent les populations agraires. En raison de la construction de barrages et d'infrastructures d'irrigation pendant l'ère soviétique, la région souffre de multiples conflits concernant le contrôle de l'eau.

En outre, la raréfaction des ressources, accentuée par les dérèglements climatiques et les catastrophes naturelles, participe à l'aggravation des tensions et de l'instabilité intra-étatiques. Le manque de disponibilité des ressources hydriques aggrave les tensions socio-économiques. La diminution des réserves d'eau peut entraîner des conflits entre les différentes populations qui se disputent cet élément essentiel à leur survie. Ces tensions contribuent à la fragilité régionale, compromettant davantage la sécurité des populations, en particulier des plus précaires.

Les pays d'Asie centrale figurent tous comme des États autoritaires, au sein desquels les tensions sont exacerbées par les insécurités et la crise économique. Leurs régimes sont qualifiés par un pluralisme électoral faible ou absent, un pouvoir judiciaire non indépendant, des élections et des médias sous contrôle de l'État et des violations des libertés civiles fréquentes². Le Turkménistan reste le pays le plus autoritaire de la région, avec un modèle étatique donnant au président le rôle de chef d'État et du gouvernement. En Ouzbékistan, au Kazakhstan, et au Tadjikistan, les présidents n'autorisent pas l'opposition à se présenter aux

¹ Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

² Classement des États du monde par indice de démocratie. (2021). Atlasocio.com. Accessible sur <https://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-monde.php>

élections et pratiquent le culte de la personnalité. À l'inverse, pendant de nombreuses années, le Kirghizistan a été considéré comme une exception démocratique au sein d'une région dominée par des régimes autoritaires. Son système semi-présidentiel et les multiples initiatives internationales visant à promouvoir la démocratie après son indépendance ont contribué à cette réputation³. Néanmoins, en raison de pratiques autoritaires et de la corruption, le parti au pouvoir a été renversé à la suite de soulèvements populaires en 2005, permettant ainsi la tenue de nouvelles élections démocratiques.

Dans un tel climat, la situation des femmes dans la région d'Asie centrale est marquée par une oppression systémique qui limite leurs droits et leur autonomie. Alors qu'à l'époque soviétique, un certain nombre de droits leur étaient accordés, ils se trouvent désormais restreints, et ce, en dépit des discours officiels des États. Que ce soit, le traditionalisme, le poids de la religion musulmane ou encore le patriarcat, les sociétés centrasiatiques les cantonnent à des rôles de genre figés. Restreintes à la sphère domestique, les femmes endossent le rôle de *care*⁴ en tant que mères-épouses. Elles subissent par ailleurs des discriminations quant à l'accès à l'éducation et à l'emploi. En Eurasie, 20 % des jeunes femmes entre 15 et 24 ans sont sans emploi et n'ont reçu ni éducation ni formation, et seulement 2 % des hommes du même âge⁵. Enfin, les textes de lois prennent peu en compte les droits des femmes, et elles sont sous-représentées dans l'ensemble des institutions gouvernementales.

Un autre fléau touche les femmes de cette région : les violences basées sur le genre. Les violences domestiques, la pratique « des vols de fiancées » et les féminicides sont fréquents dans la région : 50 % des hommes considèrent « normal » qu'un mari frappe sa femme⁶, et 18 % des femmes rapportent avoir subi au cours de leur vie des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime ou des violences sexuelles de la part d'un non-partenaire⁷. Cet environnement violent est renforcé par un grand nombre de tabous et de non-dits, notamment concernant la structure hiérarchique et patriarcale. Les associations féministes jouent un rôle clé pour sensibiliser sur les oppressions que subissent les femmes et les soutenir à travers la visibilisation de leurs conditions de vie et la création de réseaux. Cependant, les gouvernements tendent à freiner leur développement par l'interdiction de rassemblement et la limitation des libertés des organisations.

³ Pétric, B. (2008). Le Kirghizistan : soft power et inflation électorale. Hérodote, 129, 145-165. Accessible sur <https://doi.org/10.3917/her.129.0145>

⁴ « Capacité à prendre soin d'autrui » selon la définition de Carol Gilligan en 1982 dans l'ouvrage *Une Voix différente. Pour une éthique du care*. Flammarion. Champs Essais. Accessible sur : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2010-12-page-631.htm#no6>

⁵ Regional Report for Eurasia. (2019). the OECD Development Centre's Social Institutions and Gender Index. Accessible sur : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f6dfa21d-en/1/2/2/index.html?itemId=/content/publication/f6dfa21d-en&_csp_ =f990744037b57ab8751f9fe409f1dbf5&itemIGO=oe&itemContentType=book

⁶ Anaissanchez. (2023). Journée Internationale des Droits des Femmes 2023 : assurer la protection des femmes menacées ou survivantes de violences intrafamiliales en Asie centrale. ACTED. Accessible sur : <https://www.acted.org/fr/journee-internationale-des-droits-des-femmes-2023-assurer-la-protection-des-femmes-menacees-ou-survivantes-de-violences-intrafamiliales-en-asie-centrale/#anchor-1>

⁷ Amnesty International (2022) Eastern Europe And Central Asia: Protect Women From Violence In Crises And Beyond. Amnesty International. Accessible sur : <https://eurasia.amnesty.org/wp-content/uploads/2022/12/eastern-europe-and-central-asia.-protect-women-from-violence-in-crises-and-beyond.pdf>

Les dérèglements climatiques amplifient les pressions sociales, politiques et économiques, et ce sont les femmes qui en subissent les premières conséquences. Traditionnellement chargées de la sécurité alimentaire⁸ et hydrique⁹ de leur foyer, elles participent activement à la survie de leur communauté et son adaptation aux changements climatiques. Néanmoins, en raison de la répartition genrée du travail, elles sont souvent exclues des prises de décision concernant la gestion de l'eau. Ces inégalités, accentuées par les changements climatiques, ont de graves répercussions sur les conditions de vie des femmes : leur travail reste non rémunéré malgré une charge horaire importante ce qui participe à leur marginalisation des réseaux. Actuellement, les femmes représentent 60 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde, principalement en raison du manque de reconnaissance, de valorisation et de rémunération de leur travail¹⁰. La précarité économique et les difficultés croissantes d'accès aux ressources hydriques et alimentaires deviennent de plus en plus importantes dans le contexte des dérèglements climatiques.

Le développement durable¹¹ en Asie centrale ne peut se penser sans prendre en compte les actions des femmes dans l'agriculture et l'approvisionnement en eau. Malgré cela, les gouvernements ignorent complètement le rôle actif des femmes et sous-estiment leurs contributions essentielles aux processus de décision. Dans ce contexte, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 revêt une importance cruciale pour la promotion de l'action des femmes en faveur du développement durable en Asie centrale. Les 17 Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les Nations unies en 2015, fournissent un cadre global visant à éliminer la pauvreté, à lutter contre les inégalités et à préserver l'environnement. Son analyse interconnectée des enjeux climatiques, sociaux, économiques et politiques permet une vision holistique sur les multiples défis et les pistes pour lutter et prévenir les dérèglements climatiques de manière inclusive.

De ce fait, comment l'intégration d'une perspective genrée par les États en Asie centrale permettrait de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et hydrique ? Quel avenir pour l'inclusion et l'action des femmes dans la lutte contre le changement climatique en Asie centrale ? Ce rapport entend visibiliser les engagements des femmes centrasiatiques et les initiatives de développement sensibles au genre, il expose dans un premier temps l'incidence des changements climatiques sur la région et sur la vie des femmes (I), puis les actions des femmes pour le développement durable (II) et enfin propose des recommandations sur la base des perspectives d'évolutions des éléments étudiés (III).

L'analyse de l'Institut du Genre en Géopolitique a pour but de soutenir les femmes d'Asie centrale et de mettre en avant le lien entre les enjeux féministes et climatiques dans la région. Elle est destinée aux gouvernements des républiques centrasiatiques, aux pays avec lesquels ils travaillent, aux organisations de la société civiles locales et internationales luttant pour le développement durable et les droits des femmes, ainsi qu'aux militantes féministes de la région.

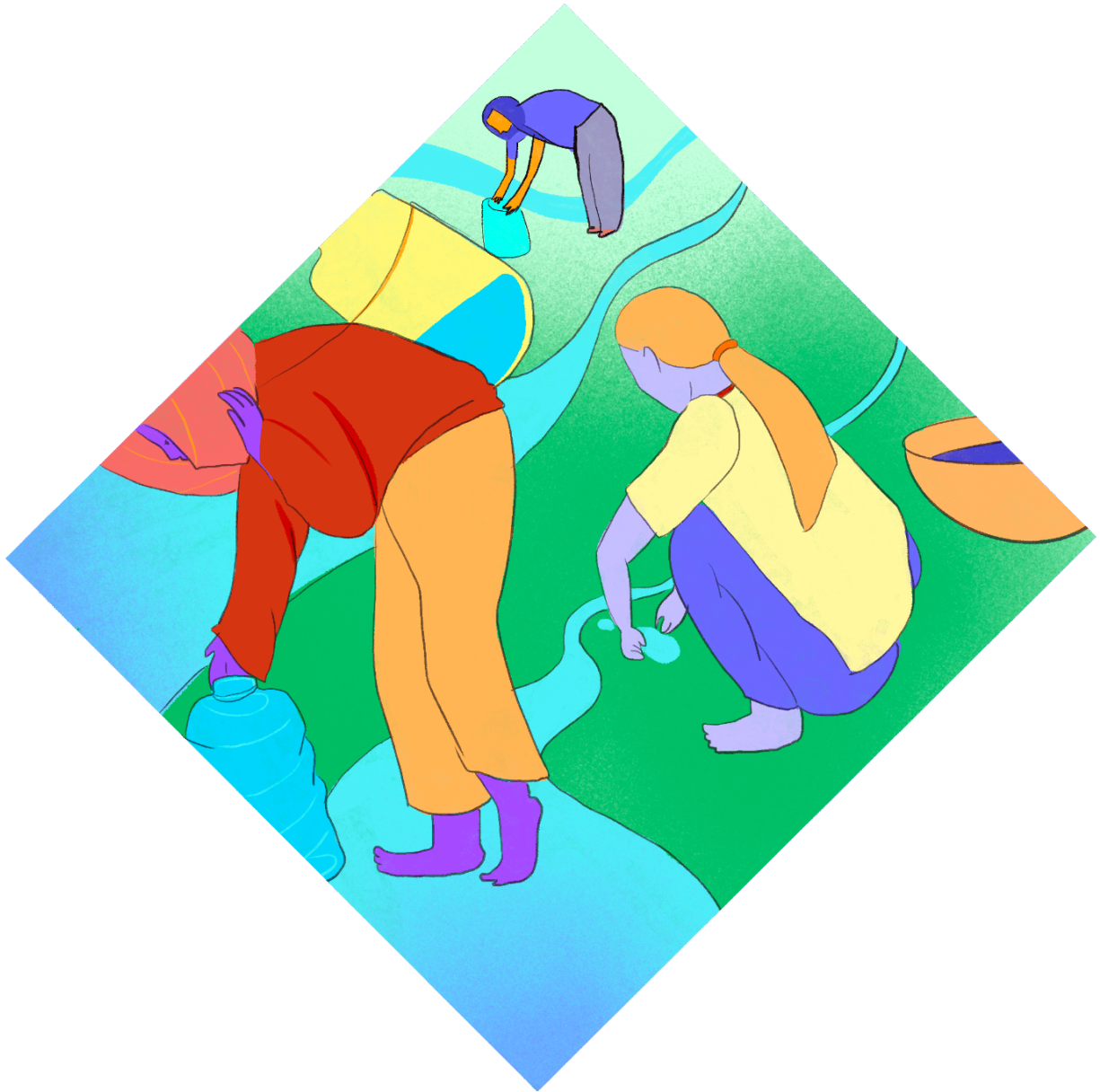
⁸ « La sécurité alimentaire est un concept défini par l'accès de tous les individus d'une population à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour satisfaire leurs besoins fondamentaux » Peyrissac, D. Pianté, L. Long, B. Triboulet, P. (2023). Sécurité alimentaire : Définition. Dictionnaire d'agroécologie. Accessible sur : <https://doi.org/10.17180/q1nb-0540>

⁹ « La sécurité hydrique dans les ménages et au niveau de la planète sous-entend que chaque personne ait accès à une eau sûre en quantité suffisante et à prix abordable qui augmente leur chance de mener une vie propre, saine et productive en veillant à protéger et mettre en valeur l'environnement naturel » le Partenariat mondial de l'eau lors du deuxième Forum mondial de l'eau. (2000) Accessible sur : https://www.worldwatercouncil.org/sites/default/files/World_Water_Forum_02/The_Hague_Declaration.pdf

¹⁰ Flourens, M. (2023, 12 avril). La pauvreté dans le monde en 2023 : causes, conséquences et solutions. Oxfam France. accessible sur : <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvrete-dans-le-monde/>

¹¹ Joly, J. (2022). 1987, Gro Harlem Brundtland écrit la définition officielle du Développement Durable. Les Horizons, accessible sur <https://leshorizons.net/gro-harlem-brundtland-developpement-durable/>

Partie I - Changements climatiques, amplificateurs de multiples pressions affectant les droits des femmes



A) Géopolitiques des ressources dans une région sous tensions

L'Asie centrale est marquée par un non-respect des droits humains et par des tensions géopolitiques croissantes. Depuis la chute de l'Union soviétique, les pays de la région ont adopté des régimes autoritaires, limitant les libertés civiles et politiques. En outre, la montée de l'islam et sa radicalisation ont contribué à cette répression, avec des restrictions strictes sur la pratique religieuse.

Riche en hydrocarbures, la région attire les convoitises de la Russie et de la Chine, et leur rivalité pour le contrôle des ressources est créatrice de dissensions supplémentaires. Depuis la guerre en Ukraine, les pays d'Asie centrale ont commencé à se distancer politiquement de la Russie, mais les échanges économiques se poursuivent. La Chine s'affirme progressivement comme un adversaire de taille en matière de collaboration économique dans la région, bien qu'elle rencontre de plus en plus de résistance.

De plus, les tensions interétatiques liées au caractère multiethnique ainsi qu'à la gestion des ressources en eau témoignent d'un manque de dialogue régional. L'eau est surconsommée par rapport à la quantité disponible et inégalement répartie sur les territoires, ce qui crée des désaccords profonds entre les gouvernements.

- Une région marquée par l'instabilité autoritaire et la peur de la radicalisation

Depuis la chute de l'URSS en 1991, les pays de l'Asie centrale ont sombré dans l'autoritarisme, entraînant une multiplication des guerres civiles¹². Selon Freedom House, qui évalue les droits politiques et les libertés civiles, aucun des cinq pays d'Asie centrale n'a dépassé une note de 27/100 en 2023¹³. Le Turkménistan se distingue en obtenant même un score de 2/100, se positionnant ainsi presque dernier dans le classement des démocraties¹⁴, à la 162ème place, à proximité de l'Ouzbékistan (155ème) et du Tadjikistan (159ème). Le Kazakhstan est quant à lui à la 128ème place, tandis que le Kirghizistan reste le pays le mieux classé de la région à la 107ème place, bien que son IDH (Indice de développement humain) soit presque égal à celui du Tadjikistan.

L'autoritarisme prend différentes formes dans ces pays, avec le Turkménistan comme exemple le plus frappant de répression étatique et de culte de la personnalité. Gurbanguly Berdimuhamedov, président de 2006 à 2022, surnommé « le Patron », a fait ériger une statue en or à son effigie dans la capitale, tournant en fonction du soleil¹⁵. Il a démontré l'étendue de son contrôle sur le pays en se faisant élire à la fois président « à vie », premier ministre, ministre des armées et chef du parti démocratique, ainsi qu'en choisissant son fils comme successeur. Reconnu comme l'un des pays les plus fermés au monde, le Turkménistan est critiqué par Human Rights Watch pour la fiabilité douteuse des chiffres officiels concernant les décès liés au Covid-19 et pour la dissimulation de la crise économique qui frappe le pays¹⁶.

¹²Aubin, A., & Thual, F. (2022). L'Asie centrale, 1991-2021 : De l'indépendance aux incertitudes. Accessible sur https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/lasie_centrale_1991-2021_de_lindependance_aux_incertainitudes.pdf

¹³Freedom House. (s. d.). Countries and Territories. Dans Freedom House. Accessible sur : <https://freedomhouse.org/countries/freedom-world/scores?sort=asc&order=Country>

¹⁴ Classement des États du monde par indice de démocratie. (2021). Atlasocio.com. Accessible sur : <https://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-monde.php>

¹⁵ Couturier, B. (2021, 28 mai). Cambodge, Erythrée, Qatar, Rwanda, Turkménistan : ces régimes autocratiques dont on ne parle pas. France Culture. Accessible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/cambodge-erythree-qatar-rwanda-turkmenistan-ces-regimes-autocratiques-dont-on-ne-parle-pas-2292919>

¹⁶ Turkmenistan. (2023). Human Rights Watch. Accessible sur : <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/turkmenistan>

L'intimidation, la torture et l'exil sont les méthodes de prédilection du gouvernement pour réprimer tout militantisme, tandis que l'État contrôle l'ensemble des médias pour garder la mainmise sur l'opinion publique.

Dans les autres pays d'Asie centrale, les interdictions de manifestations et de rassemblements populaires sont fréquentes, tout comme les restrictions imposées aux médias, bien que cela reste moins sévère qu'au Turkménistan. Human Rights Watch a confirmé que la police ouzbèke a fait usage de la force contre sa population, recourant à des grenades et à des arrestations arbitraires en 2022¹⁷. Au Tadjikistan, la police utilise la torture pour contrôler et intimider la société, et des procès inéquitables contre les manifestant-es sont organisés¹⁸. Yevgeniy Zhovtis, directeur du Bureau International pour les Droits Humains du Kazakhstan, souligne l'importance d'éliminer toutes les discriminations juridiques et pratiques, pour garantir l'application des droits fondamentaux et des libertés¹⁹.

Malgré tout, un cas se démarque en Asie centrale, celui du Kirghizistan. Sa réputation d'îlot démocratique persiste grâce aux interventions internationales visant à promouvoir le processus démocratique et aux soulèvements populaires qui ont renversé les gouvernements autoritaires depuis les années 1990. La plus notable, la révolution des tulipes en 2005, voit la fuite du président Askar Akaïev en raison des accusations de fraude²⁰. La corruption et les atteintes à la liberté de la presse demeurent néanmoins fréquentes de la part du gouvernement²¹.

L'autoritarisme en Asie centrale est motivé par un objectif clair : le contrôle de la montée de l'islam. Présent avant l'avènement du régime soviétique, l'islam est considéré comme constitutif de l'identité des pays d'Asie centrale, qui ont retrouvé leur pratique religieuse après leur indépendance. Aujourd'hui, plus de 80% de la population centrasiatique est musulmane²². Selon John Schoeberlein, directeur du programme sur l'Asie centrale à Harvard, le manque de réformes sociales et les échecs des gouvernements ont conduit la population à se rapprocher de la religion²³. Cependant, les élites politiques craignent que la religion renverse l'État laïque, toute pratique religieuse non régulée par le gouvernement est considérée comme extrémiste. Sa pratique est donc strictement encadrée : les imams sont nommés par l'État au Turkménistan et au Kazakhstan, et sont des fonctionnaires au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan. D'autres règles existent selon les pays comme des restrictions imposées sur la construction des mosquées et sur l'âge légal avant d'y entrer. Malgré cela, des groupes islamiques existent, en particulier en Ouzbékistan. Le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), actif depuis 1911, a commis plusieurs attentats, principalement à l'étranger, notamment au Pakistan. D'autres groupes, tels que le Hizb Ut-Tahrir, se revendiquent comme des groupes pacifiques souhaitant établir un État islamique, mais ont paradoxalement

¹⁷ Amnesty International. (s. d.-d). Ouzbékistan: la situation des droits humains. Accessible sur: <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/uzbekistan/report-uzbekistan/>

¹⁸ Amnesty International. (s. d.-d). Tadjikistan : la situation des droits humains. Accessible sur: <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/tajikistan/report-tajikistan/>

¹⁹ Amiranoff, J., Gérard, G., & Ripart, J. (2023). Au Kazakhstan et au Kirghizstan, l'épineux combat des militants LGBT+. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/kazakhstan/au-kazakhstan-et-au-kirghizstan-lepineux-combat-des-militants-lgbt/>

²⁰ Huet, T. (2007, 1 juin). Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution des tulipes » ou alternance violente ? Accessible sur: <https://journals.openedition.org/asiacentrale/109>

²¹ Carcanague, S. (2017) Présidentielle au Kirghizstan : des élections faussement anecdotiques ? IRIS. Accessible sur: <https://www.iris-france.org/101057-presidentielle-au-kirghizstan-des-elections-faussement-anecdotiques/>

²² Religious Composition by Country, 2010-2050 | Pew Research Center. (2023, 31 mai). Pew Research Center's Religion & Public Life Project. Accessible sur : <https://www.pewresearch.org/religion/interactives/religious-composition-by-country-2010-2050/>

²³ Hathaway, R. (2003) The Islamization of Central Asia : Politics, Economics and Society. Wilson Center. Accessible sur : <https://www.wilsoncenter.org/event/the-islamization-central-asia-politics-economics-and-society>

appelé à la violence²⁴. Toutefois, le *jihad* ne trouve pas de soutien significatif auprès de la population qui a été marquée par l'échec de l'intervention en Afghanistan et ne souhaite pas vivre sous la *charia*²⁵. L'Ouzbékistan entretenait autrefois des liens religieux forts avec l'Afghanistan, et les deux pays développaient leurs relations sur les plans culturel et économique. L'arrivée des Talibans au pouvoir en 2021 a inversé cette tendance et les relations ont été en grande partie interrompues. L'Afghanistan est désormais perçu comme une menace pour la sécurité de l'Asie centrale où est craint la radicalisation de la population en raison de la propagande extrémiste afghane²⁶.

Le caractère multiethnique de la région constitue un autre facteur d'instabilité politique et sécuritaire. Un grand nombre d'ethnies sont présentes dans la région et cette diversité a pu être à l'origine de tensions interethniques. La vallée de Ferghana, carrefour politique entre l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui abrite plusieurs groupes ethniques tels que les Ouzbeks, les Tadjikes et les Kirghizes, est un exemple concret. En 1990, des conflits sur le territoire kirghize de la vallée entre les Kirghizes et les Ouzbeks ont fait des centaines de morts en raison des rivalités territoriales, alimenté par les tensions sur le partage des ressources²⁷. Aujourd'hui, bien que les conflits soient sporadiques, ils restent d'une grande violence comme cela a été le cas au Kazakhstan en 2020 entre les Dungans et les Kazakhs. Les affrontements ont causés la mort de dizaines de personnes et le déplacement de milliers d'autres²⁸.

- Le contrôle des ressources, enjeu déterminant dans les relations géopolitiques régionales

Les ressources de la région jouent un rôle déterminant dans la géopolitique interne et externe de l'Asie centrale, influençant les relations entre pays et le jeu des puissances voisines. Selon la théorie du Heartland de Mackinder, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est sont des zones pivot, dont le contrôle assure une emprise sur l'ensemble de l'Eurasie²⁹. Ainsi, un pays influent dans cette région bénéficie non seulement d'un contrôle sur les échanges entre l'Orient et l'Occident, mais aussi d'un accès privilégié aux nombreuses ressources présentes. La Russie et la Chine se positionnent comme deux acteurs régionaux puissants et entendent éviter la diffusion de l'extrémisme et des idées occidentales, oscillant entre une relation de coopération et de rivalité.

Historiquement, la Russie a été le principal partenaire économique de l'Asie centrale. Après leur indépendance en 1991, les pays ont maintenu des liens forts avec la Russie, notamment à travers des alliances telles que l'Union économique eurasiatique établie en 2014. La Russie s'intéresse principalement aux ressources minières de la région, notamment le pétrole kazakh en grande partie exporté vers les ports russes. Pour le Tadjikistan et le Kirghizistan, les remises de fonds des travailleurs saisonniers partis en Russie représentent une part significative du produit intérieur brut (PIB)³⁰. Cette dépendance économique s'accompagne d'un partenariat sécuritaire à travers l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui

²⁴ Counter Extremism Project. (2023) Hizb ut-Tahrir: report. Counter Terrorism Project. Accessible sur: <https://www.counterextremism.com/threat/hizb-ut-tahrir/report>

²⁵ Duchesneau, A. (2019). L'islamisme en Asie centrale : une véritable menace ? Revue L'Esprit libre. Accessible sur: <https://revuelespritlibre.org/lislamisme-en-asie-centrale-une-veritable-menace>

²⁶ Sadozai, M. (2022). Asie centrale-Afghanistan : des frontières sous haute surveillance. The Conversation. Accessible sur: <https://theconversation.com/asie-centrale-afghanistan-des-frontieres-sous-haute-surveillance-194186>

²⁷ Roy, O. (1994). Violences ethniques et conflits idéologiques en Asie centrale. Licence OpenEdition Books. Accessible sur: <https://books.openedition.org/cedej/446?lang=fr>

²⁸ Olle-Laprune, C. et Le Genissel, R. (2020) L'Asie centrale et ses rivalités politiques. Storymaps. Accessible sur: <https://storymaps.arcgis.com/stories/5afc1c616e8641b48476a2ea0042dbc6>

²⁹ Mackinder, H. (1904) The Géographical Pivot of History. The Royal Geographical Society. 23(4), 421–437. Accessible sur : <https://doi.org/10.2307/1775498>

³⁰ Levystone, M. (2022, 21 décembre). La Russie, hégémon indétrônable de l'Asie centrale ? Areion24.news. Accessible sur: <https://www.areion24.news/2022/12/21/la-russie-hegemon-indetronable-de-lasie-centrale/>

inclut le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. L'OTSC lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ce qui permet à la Russie de garder sa position dominante sur les Républiques centrasiatiques et de prévenir la montée de mouvements dangereux pour la stabilité régionale.

L'influence russe se fait également sentir au-delà de ces alliances. Lors du vote à l'Assemblée générale des Nations unies en mars 2022 condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et demandant à cette dernière de compenser financièrement les dommages causés par la guerre, les cinq pays d'Asie centrale se sont abstenus. Alors que le Turkménistan maintient une position de neutralité permanente, les autres pays commencent progressivement à s'éloigner de la Russie, exprimant leur désaccord à travers leur discours et actions³¹. En juin 2022, l'Ouzbékistan a envoyé du matériel médical en Ukraine et le Kirghizistan a refusé des manœuvres militaires russes sur son territoire. Le Kazakhstan, par peur de devenir la prochaine cible de la Russie, se détourne de sa politique multi-vectorielle en se prononçant officiellement contre l'invasion en Ukraine, alimentant ainsi le climat de tension³². Cependant, les pays ont conservé et même augmenté leurs échanges économiques avec la Russie en contrepartie des sanctions européennes : Moscou s'est tourné vers ses anciens alliés qui, afin de maintenir leur sécurité économique dans une période difficile, choisissent de poursuivre les échanges dans le domaine énergétique. En particulier, le Tadjikistan qui a augmenté ses échanges commerciaux avec le géant russe de 23% entre 2021 et 2022 et l'Ouzbékistan qui a acheté en juin 2023 l'entreprise russe Gazprom³³.

Un autre acteur intervient dans la région, la Chine, qui profite des tensions politiques pour renforcer son influence économique. Depuis les années 2010, elle manifeste un intérêt croissant pour les ressources de l'Asie centrale, notamment les hydrocarbures turkmènes, l'uranium kazakh, l'or kirghize et l'aluminium tadjik³⁴. L'initiative des nouvelles routes de la soie lancée en 2013 a renforcé les accords économiques chinois dans la région, en particulier dans les domaines des transports et des infrastructures. Pour les pays centrasiatiques, la Chine représente un partenaire proche et stable, une alternative à l'Occident qui n'a pas toujours une image positive auprès des populations locales, choisissant généralement de rester en dehors des conflits internes en Asie centrale et préférant les prévenir sans intervenir directement³⁵. Toutefois, l'appropriation croissante des ressources par la Chine pourrait représenter un risque pour l'indépendance des pays d'Asie centrale sur la scène internationale, en particulier en raison de la stratégie de la dette chinoise qui remet en question leur souveraineté énergétique future.

³¹ « le statut de neutralité permanente c'est l'engagement d'un État de ne pas recourir à la force, sauf pour défendre son indépendance et son intégrité territoriale. Cet engagement est reconnu par les autres États qui s'obligent de leur côté à ne pas user de la force contre lui ». Pascal, P. (2022). Les vertus de la neutralité. Entreprendre. Accessible sur: <https://www.entreprendre.fr/les-vertus-de-la-neutralite/>

³² Afp, C. A. (2023, 26 mai). Guerre en Ukraine : le Kazakhstan ne s'alliera pas avec la Russie, a assuré son gouvernement. Capital.fr. Accessible sur: <https://www.capital.fr/economie-politique/guerre-en-ukraine-le-kazakhstan-ne-salliera-pas-avec-la-russie-a-assure-son-gouvernement-1469525>

³³ Lvanier. (juin 2023). Le 11ème train de sanctions contre la Russie vise aussi l'Asie centrale. Novastan Français. Accessible sur: https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/le-11eme-train-de-sanctions-contre-la-russie-vise-aussi-lasie-centrale/?utm_source=Novastan.org+Newsletter&utm_campaign=bfd6a6e90fc-NSLR+267_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_d479236523-bfd6a6e90fc-387444107

³⁴ Le Genissel, R. et Olle-Lapru, C. (2020) L'Asie Centrale et rivalités géopolitiques Accessible sur: <https://storymaps.arcgis.com/stories/5afc1c616e8641b48476a2ea0042dbc6>

³⁵ Balci, B., & Kasymova, E. (2011). Visions et perceptions du monde en Asie Centrale postsoviétique : éléments d'analyse. Anatoli, 2, 109-132. Accessible sur: <https://doi.org/10.4000/anatoli.530>

Les relations entre la Chine et la Russie en Asie centrale sont donc complexes. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)³⁶, une organisation stratégique qui favorise la coopération interétatique et économique entre la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, permet de réaffirmer le primat de la coopération bilatérale et régionale et de contenir les prétentions occidentales. Mais, les divergences et les rivalités persistent malgré les initiatives de coopération. La Chine se sert le l'OCS pour renforcer son influence économique tout en limitant celle russe. Cependant, l'emprise chinoise ne fait pas l'unanimité, notamment au Kazakhstan où des manifestations, parfois violentes, ont eu lieu contre la présence chinoise ces dernières années³⁷.

Les tensions centrasiatiques se concentrent à l'heure actuelle autour de la gestion des ressources en eau, un enjeu majeur qui façonne les relations interétatiques. Bien que l'Asie centrale ne souffre pas d'une pénurie d'eau, à l'exception de l'Ouzbékistan qui est le seul pays en situation de stress hydrique, la gestion de cette ressource précieuse reste un défi. La région présente un réseau hydrographique complexe avec des cours d'eau descendant des montagnes et se divisant en grands bassins pluviaux. Les fleuves Amou Daria et Syr Daria, alimentés par les glaciers, se déversent dans les plaines. Les pays montagneux tels que le Kirghizistan et le Tadjikistan bénéficient de précipitations abondantes, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan, situés dans la dépression aralo-caspienne, connaissent un climat aride et désertique. Ces fleuves, qui sont essentiels à l'agriculture de la région, fournissent une source d'eau majeure grâce aux précipitations et à la fonte des glaciers. Toutefois, leur gestion crée des tensions entre les pays. Le Kirghizistan et le Tadjikistan, en amont, ont le contrôle de ces ressources en eau, tandis que l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kazakhstan, en aval, dépendent de ces cours d'eau sans pouvoir les contrôler.

Le problème majeur qui engendre des tensions est la surconsommation de l'eau. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 2019, l'Asie centrale figure parmi les plus grands consommateurs d'eau par habitant, au même titre que les États-Unis, le premier consommateur mondial³⁸. Cette surexploitation de l'eau est principalement liée à l'agriculture, héritage de l'époque soviétique où la construction de canaux et de grands barrages était considérée comme un symbole du génie technique de l'URSS. Les barrages construits par le Tadjikistan pour la production d'électricité suscitent des inquiétudes au Turkménistan, car ils entraînent une diminution du débit des fleuves et réduisent l'approvisionnement en eau dans ce pays. En 2021, un conflit lié à l'irrigation a déclenché des affrontements le long de la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, causant la mort de 40 personnes et le déplacement de 30 000 autres³⁹. Afin que chaque pays ait accès à un niveau d'eau suffisant, la coopération entre les pays d'amont, détenteur de la ressource, et les pays d'aval, est donc nécessaire.

³⁶ Julienne, M. (2018). La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d'influence russe - Stratégie. Accessible sur: <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Asie-centrale-un-nouvel-acteur-de-securite-en-zone-d-influence-russe.html>

³⁷ Kruglov, A., & Kruglov, A. (2020). Sinophobia simmers across Central Asia. Asia Times. Accessible sur: <https://asiatimes.com/2019/11/sinophobia-simmers-across-central-asia/>

³⁸ Carte de la FAO. (2019). Water Withdrawal per inhabitant (m3/year). Accessible sur: PDF/MAPS/WithT.Cap_eng.pdf (firebasestorage.googleapis.com)

³⁹ Helf, G. (2021). Border Clash Between Kyrgyzstan and Tajikistan Risks Spinning Out of Control. United States Institute of Peace. Accessible sur: <https://www.usip.org/publications/2021/05/border-clash-between-kyrgyzstan-and-tajikistan-risks-spinning-out-control>

B) Une situation socio-économique fortement affectée par les changements climatiques

La gestion des ressources dans le secteur économique en Asie centrale est un enjeu crucial face aux changements climatiques. L'emploi agricole représente une part significative de l'emploi total bien qu'il soit de faible importance pour le PIB des pays. Les changements climatiques ont des répercussions visibles telles que des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques irréguliers qui fragilisent le développement de la région. L'approvisionnement en eau, essentiel pour l'agriculture, est affecté par la fonte des glaciers et des manteaux neigeux, ainsi que par la surexploitation des terres. À cela s'ajoute la croissance démographique qui accroît la pression sur les ressources disponibles.

Quand bien même les pays d'Asie centrale ont témoigné de leur engagement international dans la lutte contre les changements climatiques, leurs politiques environnementales nationales demeurent incohérentes. Certains pays prennent des mesures concrètes, tandis que d'autres se reposent sur d'anciennes politiques inefficaces, mais les décisions ne sont pas suffisamment efficaces face à l'urgence de la situation. Des défis persistants tels que la crise économique et la faible prise de conscience du développement durable entravent les progrès.

- L'importance de la gestion des ressources pour le secteur économique

Afin de bien saisir l'influence des changements climatiques dans les pays d'Asie centrale, il est important de comprendre les différents modèles économiques de la région.

Une grande partie de la population dépend de l'agriculture, y compris au Kazakhstan, le pays le plus industrialisé de la région dont l'économie repose sur les extractions minières⁴⁰. À l'heure actuelle, 43 % de la population kazakhe vit en milieu rural. Dans les pays d'aval tels que l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kazakhstan, l'emploi agricole représente entre 33 % et 15 % de l'emploi total⁴¹. La situation diffère au Tadjikistan et au Kirghizistan, où la part de la population rurale varie entre 73 % et 64 %⁴². Pour autant, selon le rapport de 2017 rédigé par Marc Elie et Carole Ferret, chargé-es de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) intitulé « Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale », la part de l'agriculture dans le PIB a considérablement diminué ces dernières années, ce qui crée un écart significatif entre l'importance de ce secteur dans l'économie nationale et son poids démographique agricole. Par exemple, l'agriculture représente moins de 5 % du PIB au Kazakhstan et seulement 25 % au Tadjikistan, le pays le plus rural de la région⁴³.

Leur situation géographique montagneuse des pays d'amont ne permet pas le développement de grands systèmes agricoles irrigués tels que ceux des pays d'aval. Comme l'a souligné Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, les pays d'amont détiennent la ressource en eau et ont été équipés de barrages à l'époque soviétique afin de fournir de l'eau d'irrigation aux pays d'aval et

⁴⁰ Elie, M. et Ferret, C. Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale. Études rurales, 2017, Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale, 200, pp.64-79. Accessible sur : <https://hal.science/hal-01820553v1/document>

⁴¹ Khitakhunov, A. (2020) Agricultural Potential of Central Asian Countries. Eurasian Research Institute. Accessible sur : <https://www.eurasian-research.org/publication/agricultural-potential-of-central-asian-countries/>

⁴² *Ibid.*

⁴³ Elie, M., & Ferret, C. (2017). Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale. Études rurales, 2017, Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale, 200, pp.64-79. op. cit.

secondairement de produire de l'hydroélectricité⁴⁴. Cependant, la répartition des ressources hydriques dans la région est influencée par des pratiques agricoles distinctes. Les pays en amont, dont l'agriculture est principalement axée sur l'autoconsommation, utilisent relativement peu d'eau et pratiquent avant tout l'élevage et l'agriculture d'autoconsommation. Les pays d'amont utilisent l'agriculture irriguée et cultivent des produits particulièrement demandeurs d'eau comme le blé au Kazakhstan et le coton, dont l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont les leaders mondiaux⁴⁵.

En outre, les économies centrasiatiques se reposent sur l'exportation d'hydrocarbures, une activité qui requiert l'injection d'importants volumes d'eau afin d'extraire du pétrole, ce qui augmente les tensions sur l'utilisation des ressources hydriques pour l'agriculture irriguée. La dépendance persistante aux énergies fossiles va en ce sens à l'encontre des mesures nécessaires pour protéger l'environnement et faire face aux changements climatiques.

- *Les conséquences des changements climatiques sur la situation socio-économique*

Les changements climatiques ont déjà des répercussions visibles en Asie centrale, et malheureusement, ces conséquences vont s'amplifier dans les années à venir. Les différents phénomènes tels que les tensions liées à la gestion de l'eau, les migrations et l'aridité contribuent à fragiliser le développement de la région.

Le réchauffement climatique constitue le premier danger majeur pour la gestion des ressources, avec une prévision d'augmentation de 1°C d'ici 2050⁴⁶. L'approvisionnement en eau de la région dépend en partie de la fonte des glaciers et des manteaux neigeux, mais l'augmentation des températures entraîne des inondations, des coulées de boue et des avalanches de plus en plus fréquentes. Bien que les quantités d'eau ne varient pas encore de manière significative, elles sont désormais réparties de manière irrégulière et ne correspondent plus aux besoins agricoles. Par conséquent, les populations locales sont moins préparées pour y faire face⁴⁷.

L'Asie centrale est l'une des rares régions où alternent sécheresses et précipitations excessives. L'approvisionnement alimentaire est fortement menacé par la pénurie d'eau due à l'assèchement des cours d'eau et à la surexploitation des terres, ainsi que par l'agriculture intensive du coton⁴⁸. Selon Alain Cariou, « À l'heure actuelle, l'eau est abondante en raison de la fonte accélérée de la cryosphère. Cependant, la problématique de l'eau ne sera pas quantitative mais temporelle : la disponibilité en eau sera faible lorsque la demande sera forte en été, et inversement de l'automne au printemps⁴⁹. » En Ouzbékistan, par exemple, les précipitations printanières et les températures irrégulières pourraient réduire le rendement agricole de 50 % d'ici 2050.

⁴⁴ Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

⁴⁵ Mukhitdinova, N. (2015) Rapport de l'Unesco sur la science: Asie centrale. UNESCO. Accessible sur: https://fr.unesco.org/sites/default/files/usr15_central_asia_fr.pdf

⁴⁶ Sauques, L. (2021). Le Tadjikistan prend des mesures pour lutter contre le changement climatique. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/environnement/le-tadjikistan-prend-des-mesures-pour-lutter-contre-le-changement-climatique/>

⁴⁷ Masson-Delomotte V et IPCC. (2021) Summary for Policymakers. In: Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Accessible sur: https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Full_Report.pdf

⁴⁸ Gupta, A. (2014). Central Asia: Five Key Issues. American Security Project. Accessible sur: <http://www.jstor.org/stable/resrep05967>

⁴⁹ Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

La croissance démographique contribue également au dérèglement climatique. Les pays centrasiatiques sont caractérisés par une faible densité de population⁵⁰: le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan comptent chacun moins de 8 millions d'habitant-es, tandis que le Kazakhstan est habité par environ 16 millions de citoyen-nes et l'Ouzbékistan par 28 millions d'habitants, faisant de lui le pays le plus peuplé de la région. Cependant, la population centrasiatique devrait atteindre 86 millions d'habitant-es d'ici 2040⁵¹, ce qui représente un risque pour l'accès aux ressources disponibles. Si la croissance démographique se poursuit au rythme actuel, la quantité d'eau disponible diminuera à tel point que l'approvisionnement en eau ne représentera qu'un quart de la consommation moyenne actuelle d'ici 75 ans⁵². Ces hypothèses indiquent l'augmentation du risque de pénurie en eau, ce qui à terme va affecter le rendement des cultures et la capacité d'exploitation des hydrocarbures.

De plus, les activités humaines ont déjà entraîné une catastrophe écologique, l'assèchement de la mer d'Aral. Autrefois l'une des plus grandes mers intérieures du monde, la volonté de l'URSS d'irriguer le désert ouzbek a réduit le volume de cette étendue d'eau de 90% et a laissé derrière elle une terre salée incultivable⁵³. Cet écocide prive les populations de la ressource halieutique autrefois présente dans l'alimentation locale.

Les changements climatiques accroissent l'insécurité économique, résultante de la non-reconnaissance des femmes et de leur travail, de la pénurie de ressources, de leur exclusion des instances de décision et de la gestion agricole et hydrique, ainsi que de l'absence de droits fonciers égaux et des habitudes patriarcales selon lesquelles les hommes détiennent l'argent du ménage ainsi que les terres. Cela conditionne également la sécurité des femmes et des filles.

- *Une faible action environnementale des pays de la région*

Face aux changements climatiques, des mesures gouvernementales efficaces sont requises afin d'assurer l'accessibilité et une gestion durable des ressources essentielles dans la région. Bien que les gouvernements d'Asie centrale s'investissent au niveau international et régional pour résoudre les problèmes environnementaux, la situation sur le plan national est tout autre.

Au niveau international, les pays d'Asie centrale ont témoigné de leur engagement dans la lutte contre les changements climatiques, à travers la ratification de l'Accord de Paris sur le climat entre 2016 et 2020 et l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'ONU. En 2021, lors du sommet diplomatique du C5+1 réunissant les cinq pays d'Asie centrale et les États-Unis, ils se sont engagés à renforcer leur coopération régionale environnementale et à préparer la COP 26 en mobilisant des fonds et en collaborant sur des projets pour réduire les émissions de gaz à effet de serre⁵⁴.

Lors de la COP 27 en 2022, les pays centrasiatiques ont saisi l'occasion de démontrer leur engagement environnemental à la communauté internationale. L'Ouzbékistan a réaffirmé son engagement à réduire ses

⁵⁰ Dumont, G.-F. Ex-Soviet Central Asia: Lessons from the geopolitics of populations. *Géostratégiques*, 2010, 28, pp.15-34. Accessible sur: <https://shs.hal.science/halshs-00762871/document>

⁵¹ Dion, S. (2021, 25 mars). Gestion de l'eau en Asie centrale et dans le monde : Pas de solution sans les femmes. AMC. Accessible sur: https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2021-03-15-germany-allemande.aspx?lang=fra

⁵² Ibid.

⁵³ Drake, C. (2017, 9 novembre). Il y a 50 ans, la mer d'Aral était le quatrième plus grand lac de la planète. aujourd'hui, pour la première fois depuis 600 ans, toute une partie du bassin est à sec. National Geographic. Accessible sur: <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/2014/10/disparition-de-la-mer-daral-les-causes-dun-desastre-ecologique>

⁵⁴ Les chiffres disponibles sur les émissions de gaz à effet de serre par pays ne permettent pas encore de dire si les solutions évoquées sont efficaces.

émissions de gaz à effet de serre par unité de PIB de 35 % d'ici 2030, conformément à l'Accord de Paris, avec la mise en place d'un programme d'introduction aux énergies renouvelables⁵⁵. Le Kazakhstan a profité de cette opportunité pour signer un accord avec l'Union européenne visant à promouvoir le développement de l'énergie durable. Il a présenté sa stratégie de faible émission de carbone, toujours en cours d'implémentation dans le pays, afin d'atteindre l'objectif zéro émission d'ici 2060⁵⁶. De son côté, le pavillon national du Tadjikistan a joué un rôle majeur en accueillant plus de 20 événements parallèles, permettant d'accroître la visibilité de ses initiatives en matière d'adaptation au climat et d'attirer l'attention de la communauté internationale⁵⁷. Le Turkménistan n'a pas fait de promesses concrètes lors de l'événement. Cependant, des organisations internationales spécialisées dans le domaine climatique ont adressé un message aux compagnies gazières et pétrolières du pays, soulignant que le Turkménistan a une opportunité d'aider le monde à limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C en s'attaquant aux fuites de méthane. Elles ont averti que le pays pourrait faire face à une mauvaise presse lors de la COP 28 s'il ne parvient pas à atteindre ses objectifs⁵⁸. À l'heure actuelle, l'échec de l'action turkmène invite à suivre le scénario le plus pessimiste.

Au niveau régional, le programme de coopération économique régionale d'Asie centrale (CAREC), mis en place en 2001 par 11 pays, met l'accent sur des actions liées à l'eau, à l'agriculture et au développement durable. Il réalise de nombreux projets dans des domaines tels que la préservation de la mer d'Aral et la promotion des énergies renouvelables. Le programme met l'accent sur des actions concrètes basées sur l'élaboration collaborative de stratégies efficaces pour mobiliser les efforts collectifs. Ces initiatives et cette coopération régionale témoignent d'une volonté affirmée des pays de la région d'agir en faveur de l'environnement.

Malgré ces engagements internationaux et régionaux, les gouvernements d'Asie centrale ne mènent pas de politiques environnementales cohérentes au niveau national. Selon les propos d'Alain Cariou, la protection de l'environnement est perçue comme « un luxe des pays riches⁵⁹ », quand les populations pauvres de la région sont confrontées à une crise économique.

Un examen des politiques nationales de chaque État révèle des approches différentes entre les pays qui prennent des actions concrètes et ceux qui se reposent sur d'anciennes politiques inefficaces. Le Tadjikistan a mis en place onze stratégies distinctes entre 2003 et 2021 avec des objectifs pour 2030 sur le climat et le développement, dont une stratégie nationale sur neuf ans dédiée au rôle des femmes dans le pays⁶⁰. Il manifeste une réelle préoccupation pour l'environnement et sollicite une aide internationale pour la préservation des glaciers, qui jouent un rôle essentiel dans l'économie tadjike.

⁵⁵ Transcription du discours prononcé par le représentant de l'Ouzbékistan lors de la COP 27, 16 novembre 2022. Accessible sur: https://unfccc.int/sites/default/files/resource/UZBEKISTAN_cop27cmp17cma4_HLS_RU.pdf

⁵⁶ Cop 27 : Kazakhstan to adopt first low-carbon strategy. (2022, 8 novembre). Argus Media. Accessible sur: <https://www.argusmedia.com/en/news/2388738-cop-27-kazakhstan-to-adopt-first-lowcarbon-strategy>

⁵⁷ Committee on Environmental Protection presented outcomes of the first Tajikistan Pavilion, organized on the sidelines of the 27th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on Climate Change | United Nations Development Programme. (2022). UNDP. Accessible sur: <https://www.undp.org/tajikistan/press-releases/committee-environmental-protection-presented-outcomes-first-tajikistan-pavilion-organized-sidelines-27th-conference-parties>

⁵⁸ Fielding, N. (2023). Turkmenistan could turn to be Cop 28's big methane win. Argus. Accessible sur: <https://www.argusmedia.com/en/news/2445837-turkmenistan-could-turn-to-be-cop-28s-big-methane-win>

⁵⁹ Entretien réalisé le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences au département de géographie de l'Université de la Sorbonne à Paris, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

⁶⁰ Tajikistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/tajikistan>

Les politiques nationales du Kazakhstan se concentrent principalement sur l'utilisation des énergies renouvelables, avec la dernière en date remontant à 2016⁶¹. Aucun texte spécifique n'aborde d'autres enjeux liés aux changements climatiques, ce qui suggère que le pays investit principalement pour des raisons économiques, sans véritable prise de conscience en matière de développement durable.

Au Turkménistan, le président, Serdar Berdimuhamedov, fait des déclarations en contradiction avec ses actions climatiques. Il déclare en 2022 lors d'un conseil d'Etat : « Dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies au niveau national, les mesures nécessaires sont prises en fonction des intérêts des générations actuelles et futures⁶² ». Pourtant, le pays n'a mis en place aucune réforme concrète pour lutter contre les changements climatiques, à l'exception d'une stratégie nationale établie en 2012⁶³.

Au Kirghizistan, plusieurs lois concernant l'écologie sont en vigueur, bien que leur dernière mise à jour date d'avant 2010. Cependant, le pays s'est fixé de nombreux objectifs tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, et dispose d'une stratégie nationale de développement qui inclut notamment l'expansion des espaces verts comme élément clé pour lutter contre les changements climatiques. Le pays a également adopté plusieurs décrets relatifs au développement durable qui prônent notamment l'intégration d'une réflexion écologique dans l'élaboration des politiques⁶⁴.

Enfin, l'Ouzbékistan se concentre sur les énergies renouvelables et les espaces verts, bien qu'il n'ait pas adopté de lois récentes qui favorisent véritablement l'écologie et la protection de l'environnement⁶⁵. Contrairement aux quatre autres pays, il ne dispose pas d'un ministère spécifiquement chargé du climat ou de l'environnement, mais seulement d'un ministère de l'agriculture et des ressources en eau.

L'écart entre les déclarations officielles et les mesures nationales témoigne du fait que les problèmes écologiques ne sont pas perçus comme des priorités par la plupart de ces gouvernements. À ce rythme, la mise en œuvre des politiques est encore trop lente pour atténuer et s'adapter aux conséquences des changements climatiques ou soutenir les populations touchées.

⁶¹ Kazakhstan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/kazakhstan>

⁶² President of Turkmenistan Serdar Berdimuhamedov delivered a keynote speech at the Dovlet Maslahaty. News Central Asia (2022). Accessible sur: <https://www.newscentralasia.net/2022/09/24/president-of-turkmenistan-serdar-berdimuhamedov-delivered-a-keynote-speech-at-the-dovlet-maslahaty/>

⁶³ Turkmenistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/turkmenistan>

⁶⁴ Bouhassira, E. (2023). COP27 and Its Outcomes for Kyrgyzstan. State of the Planet. Accessible sur: <https://news.climate.columbia.edu/2023/02/02/cop27-and-its-outcomes-for-kyrgyzstan/>

⁶⁵ Uzbekistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/uzbekistan>

C) La place des femmes dans les sociétés d'Asie centrale

Les femmes centrasiatiques font face à de nombreux défis concernant leurs droits. Bien que des traités et des lois visant à protéger les femmes existent, les traditions et l'héritage familial limitent leurs libertés entraînant des violences telles que les mariages précoces et les violences domestiques. Face à ces situations alarmantes, les autorités et les institutions publiques ne fournissent pas une protection adéquate. Aucun pays de la région n'est doté d'un ministère dédié aux droits des femmes. De plus, les politiques qui promeuvent l'égalité des genres tendent à considérer les femmes uniquement dans leur rôle de mère, d'épouse ou en tant que victime.

En réponse à ces problèmes, les mouvements féministes émergent et les femmes se mobilisent pour dénoncer les discriminations et revendiquer leurs droits. Elles luttent par l'intermédiaire des réseaux sociaux contre le harcèlement de rue, les violences domestiques et la parité dans les gouvernements. Malheureusement, au Tadjikistan et au Turkménistan, les mouvements sont quasiment inexistantes en raison de l'interdiction du gouvernement.

Parallèlement, les femmes de la région, en particulier les femmes rurales, sont en situation de vulnérabilité accrue en raison des changements climatiques. Elles sont plus exposées aux violences basées sur le genre en raison de la répartition genrée et inégale du travail et du contrôle masculin sur les décisions. Leur capacité d'adaptation, de mobilité et de résilience face aux conséquences des changements climatiques en sont de fait dangereusement limitées.

- *Politiques sur les droits des femmes : l'invisibilisation des discriminations à leur encontre*

D'après Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit au Kazakhstan, « il faudra attendre 100 ans pour atteindre l'égalité femmes-hommes au Kazakhstan⁶⁶. » Les droits des femmes en Asie centrale suscitent une réflexion complexe en raison de la coexistence de traités, de lois et de projets visant à les protéger, mais aussi des traditions et de l'héritage familial qui limitent leurs libertés. Les femmes sont souvent perçues uniquement dans le rôle de mère et d'épouse, et elles continuent d'être définies par rapport aux hommes dans les textes nationaux.

Deux documents essentiels ont été adoptés par l'ensemble des pays d'Asie centrale pour garantir les droits des femmes entre 1993 et 1998. Tout d'abord, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations envers les femmes, adoptée le 6 mai 1979, définit les différentes formes de discriminations à l'égard des femmes et exige que chaque pays signataire les condamne. Cette convention prévoit également l'inscription de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les constitutions nationales. L'article 14 met particulièrement l'accent sur la question de l'inclusion⁶⁷. Ensuite, la Déclaration et le Programme d'Action de Pékin, adoptés le 15 septembre 1995, agissent comme un agenda d'émancipation des femmes et un guide pour l'égalité.

Malgré l'inscription de l'égalité entre les femmes et les hommes dans leur constitution, aucun pays d'Asie centrale ne dispose d'un ministère spécifiquement dédié aux droits des femmes, à l'exception du Ministère

⁶⁶ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

⁶⁷ OHCHR. (s. d.). Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Accessible sur: <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women>

des affaires sociales et du développement de la population au Kazakhstan. Dans les autres pays, un comité d'État s'occupe des droits des femmes, liés aux affaires de la famille et de l'enfance. Cette absence de représentation symbolise le fossé entre les discours des gouvernements et leurs actions, au même titre que pour les problématiques environnementales.

Le Kazakhstan a mis en place depuis 2016 le *Concept 2030 sur la politique de genre et de famille*, qui vise à promouvoir une approche globale de l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans les documents politiques à tous les niveaux de prise de décision et de mise en œuvre⁶⁸. L'objectif principal de ce concept est d'assurer la représentation des femmes dans l'ensemble des secteurs et de favoriser l'entrepreneuriat féminin⁶⁹. Cependant, Aigerim Kussaiynkyzy expliquait que cette politique avait changé de nom, et qu'auparavant elle était uniquement dédiée aux femmes. Elle ajoute « contrairement à ce que pense le gouvernement, les questions familiales et les questions d'égalité entre les femmes et les hommes sont deux choses complètement différentes. Les questions familiales véhiculent toujours des valeurs traditionnelles selon lesquelles les femmes ne doivent être que des mères et des filles⁷⁰. » Certains progrès notables peuvent être soulignés tels que l'abolition en 2021 de la liste des métiers interdits aux femmes⁷¹. Toutefois, ce document se concentre sur les principes de responsabilité de la famille, limitant ainsi l'évolution des droits des femmes à un cadre familial plutôt que de considérer les femmes en tant qu'individues. De plus, ce progrès a été suivi d'un phénomène de backlash car en 2017, le Kazakhstan affaiblissait les protections accordées aux femmes victimes de violence domestique, tout en dépénalisant l'acte « [d']infliger intentionnellement des blessures légères⁷² » ainsi que des « coups et blessures⁷³ ».

L'Ouzbékistan montre une évolution positive avec des plans tels que *la Stratégie de développement de l'Ouzbékistan 2017-2021* et *le Fonds ciblé de l'État pour le soutien des femmes* en 2022. Ces mesures visent à soutenir les femmes et promouvoir leur participation dans les gouvernements et leur emploi dans le public et le privé⁷⁴. La question des violences fait officiellement partie des priorités gouvernementales, comme en témoigne l'inscription des violences domestiques dans le code pénal, représentant un progrès significatif⁷⁵. Cependant, la pression des traditions limite la protection efficace des femmes, les encourageant à privilégier la réconciliation avec leur famille plutôt que leur propre sécurité.

⁶⁸ National Commission for Women's Affairs and Family and Demographic Policy. (2018). The Comprehensive Review Of The Beijing Declaration And Platform For Action (1995) Implementation Progress. Un Women. Accessible sur: https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/64/National-reviews/Kazakhstan_en.pdf

⁶⁹ Fao. (2016). The Concept Of Family And Gender Policy In Kazakhstan Until 2030. Accessible Sur: <https://www.fao.org/Faolex/Results/Details/En/C/Lex-Faoc192054/>

⁷⁰ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

⁷¹ OHCHR. (2022). A l'issue de l'examen du rapport du Kazakhstan, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale recommande au pays de reconnaître les tensions ethniques existantes. Accessible sur: <https://www.ohchr.org/fr/news/2022/04/experts-committee-elimination-racial-discrimination-commend-school-enrolment>

⁷² Khitarishvili T. (s. d.). *Gender inequalities in labour markets in Central Asia*. UNDP. Accessible sur : <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/eurasia/Gender-inequalities-in-labour-markets-in-Central-Asia.pdf>

⁷³ Amnesty International. (2022, 14 décembre). Eastern Europe and Central Asia : Lack of protection against domestic violence exacerbated by crises and 'traditional values' – new report. Amnesty International. Accessible sur : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/eastern-europe-and-central-asia-lack-of-protection-against-domestic-violence-exacerbated-by-crises-and-traditional-values-new-report/>

⁷⁴ Women's Rights. (Sd-A). National Center For Human Rights Of The Republic Of Uzbekistan. Accessible sur <https://pravacheloveka.uz/en/menu/prava-zhenschin#:~:text=Uzbekistan%20was%20one%20of%20the,Discrimination%20and%20other%20international%20instruments>

⁷⁵ Amnesty International. (2023). Ouzbékistan. Le Parlement adopte enfin une loi pénalisant la violence domestique. Amnesty International. Accessible sur: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/uzbekistan-parliament-passes-long-overdue-legislation-criminalizing-domestic-violence/#:~:text=Le%206%20avril%2C%20le%20S%C3%A9nat,les%20femmes%20et%20les%20enfants>

Le Kirghizistan, considéré comme un pays leader en matière de droits des femmes, a mis en place depuis 2010 des Cours d'Aksakals, qui sont des organes publics extrajudiciaires traditionnels⁷⁶. Malheureusement, ces tribunaux sont dirigés uniquement par des hommes âgés qui perpétuent les discriminations des lois coutumières, c'est-à-dire un ensemble d'usages considérés comme obligatoires par les communautés, sans être inscrits dans la loi. De plus, la cour n'a pas le pouvoir d'apporter de soutien aux victimes ni de condamner les agresseurs.

Contrairement aux progrès limités de certains pays, d'autres pays d'Asie centrale semblent régresser en matière de droits des femmes. Le Turkménistan a imposé l'interdiction aux femmes de s'asseoir sur le siège passager avant d'une voiture et a arbitrairement fermé des instituts de soin destinés aux femmes. De plus, les autorités ont récemment dévoilé une loi adoptée en 2015 qui interdit l'avortement avant 5 semaines de grossesse, ce qui équivaut à une interdiction *de facto*, portant ainsi atteinte à la liberté des femmes de disposer librement de leur corps⁷⁷. En outre, selon le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, les déclarations officielles du pays ne sont pas soutenues par des chiffres fiables⁷⁸.

Enfin, au Tadjikistan, la loi adoptée en 2005 sur les garanties d'égalité des droits entre femmes et hommes, et l'égalité des chances n'est pas encore pleinement effective. Aucune mesure n'a été prise pour lutter contre la discrimination au travail et les violences fondées sur le genre ne sont pas reconnues⁷⁹.

- *Des sociétés patriarcales face à l'émergence difficile des mouvements féministes*

Le patriarcat en Asie centrale contraint les femmes à se conformer aux rôles qui leur sont imposés. Cette réalité est amplifiée par trois mécanismes de discrimination identifiés par Anara Tabyshalieva, professeure à l'Université Marshall, dans son livre *Revival of Traditions in Post-Soviet Central Asia*⁸⁰ : les traditions patriarcales, l'idéal soviétique et les perceptions de l'Occident. Malgré cela, les voix féministes et les mouvements de femmes se font de plus en plus entendre dans la région. Les traditions perpétuées renforcent l'héritage patriarcal, engendrant des pratiques violentes envers les femmes. L'institution du mariage tient un rôle primordial pour la domination patriarcale. Les mariages précoces sont utilisés comme une stratégie de réconciliation entre les familles et de préservation de l'honneur, mais au détriment de la liberté, la sécurité, l'éducation et l'insertion professionnelle des femmes. Les « vols de fiancées », la polygamie et les mariages religieux non officiels accroissent également la vulnérabilité des femmes, les rendant dépendantes de leur mari. Cette situation est particulièrement précaire quand les maris partent

⁷⁶ Akisheva, A. (2021). Women's Rights in the New Kyrgyz Constitution : Formalizing a 'tradition' of suppression. Verfassungsblog. Accessible sur: <https://doi.org/10.17176/20210416-221159-0>

⁷⁷ Amnesty International. (s. d.-e). Turkménistan : la situation des droits humains. Accessible sur : <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/turkmenistan/report-turkmenistan/#:~:text=Le%20Turkm%C3%A9nistan%20n'a%20pas,a%20C3%A9t%C3%A9%20de%20fait%20interdit>

⁷⁸ Cedaw : Le Comité Déploire Le Manque De Données Précises Sur La Situation Des Femmes Au Turkménistan | Un Press. (s. d.). Accessible sur: <https://press.un.org/fr/2006/FEM1558.doc.htm#:~:text=La%20Constitution%20du%20Turkm%C3%A9nistan%20garantit,%C3%A0%20l'%C3%A9gard%20des%20femmes>

⁷⁹ Turakhanova, D. (2021, 16 mai). Low women's political participation in Tajikistan : Will the anti-discrimination law be a solution ? - The Foreign Policy Centre. The Foreign Policy Centre. Accessible sur: <https://fpc.org.uk/low-womens-political-participation-in-tajikistan-will-the-anti-discrimination-law-be-a-solution/>

⁸⁰ Tabyshalieva, A. 2000. « Revival of Traditions in Post-Soviet Central Asia. » Making the transition work for women in Europe and Central Asia, edited by Marina Lazreg, 51–57. World Bank Discussion Paper No 411. Washington, DC. Accessible sur: https://books.google.co.uk/books?hl=en&lr=&id=mRv5cyuwpq8C&oi=fnd&pg=PP5&dq=Tabyshalieva,+A.+2000.+%F2%80%9CRevival+of+Traditions+in+Post-Soviet+Central+Asia.%F2%80%9D+Making+the+transition+work+for+women+in+Europe+and+Central+Asia.+edited+by+Marina+Lazreg.+51%E2%80%9357.+World+Bank+Discussion+Paper+No+411.+Washington,+DC.&ots=bT9ASsVEx3&sig=7qVwFF1jB6KFysXW0SU83O7cwzY&redir_esc=y#v=onepage&q=west&f=false

travailler à l'étranger ou demandent un divorce et qu'elles se retrouvent dépourvues de moyens financiers⁸¹. À ce sujet, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont des lois coutumières restreignant le droit des femmes à demander le divorce.

Bien que l'URSS ait encouragé l'émancipation des femmes et leur participation à l'économie, elle a également renforcé leur charge de travail en les encourageant à avoir des enfants en parallèle de leur emploi⁸². En outre, l'ère soviétique a permis une politique de libération des femmes mais a également institué une division stricte des tâches entre les genres. L'exposition Feminnale au Kirghizistan va à l'encontre de l'idée que l'époque soviétique ait pu être considérée comme une période de libération pour les femmes, la qualifiant plutôt comme une période d'exploitation des femmes. De nos jours, l'influence russe joue encore un rôle dans la perception du féminisme, car les médias russes, très présents dans la région, dépeignent souvent le féminisme de manière négative et soulignent ses effets préjudiciables sur les femmes russes. De plus, Aigerim Kussaiynkyzy témoignait « Les points de vue traditionnels sont également entretenus par des activistes anti-genre, soutenus financièrement par le gouvernement russe⁸³. »

L'indépendance a entraîné un retour de l'islam et l'émergence d'un nationalisme, ce qui a favorisé des idées conservatrices et traditionalistes. Parallèlement, l'influence de l'Occident a propagé des idées qui ont souvent présenté les femmes comme des objets de consommation, éloignées des valeurs de la région. Ainsi, les femmes centrasiatiques se retrouvent prises dans un triple piège.

Les autorités et les institutions publiques contribuent aussi au problème en ne fournissant pas une protection adéquate ni une assistance suffisante aux femmes victimes de violence. La police encourage souvent la réconciliation en cas d'accusations de violence, et les peines prononcées par les tribunaux ne sont pas systématiquement proportionnelles au crime commis. De plus, le faible nombre de professionnel·les de la psychologie, du travail social ou du droit constitue un autre obstacle à la protection et à l'accompagnement efficace des victimes de violence⁸⁴. Aucun pays n'a mis en place un cadre juridique exhaustif sur les violences envers les femmes, malgré la prévalence de la violence domestique. L'absence de considération de ce problème fait de cette violence des actes répandus et acceptés puisque 21 % des femmes déclarent qu'elle peut être tolérée et 17 % des femmes témoignent de l'avoir subie au cours de leur vie⁸⁵.

Au cours de la pandémie de Covid-19, les violences à l'encontre des femmes et des filles ont augmenté, en particulier au Kirghizistan et en Ouzbékistan. En 2020, le ministère de l'Intérieur du Kirghizistan comptabilisait 8 577 cas de violences domestiques⁸⁶. Mais cela ne représenterait qu'une infime partie du problème, puisque de nombreuses femmes ne portent pas plainte contre leur conjoint en raison des valeurs traditionnelles et de la dépendance économique à leur égard. Une enquête réalisée en Ouzbékistan en 2021

⁸¹ Yerekesheva, L. (2021). Youth of Central Asia, challenges for peacebuilding: a comprehensive research review. Unesco. Accessible sur: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380326.locale=en>

⁸² Ismailbekova, A. (2022, 16 juin). Women, Kinship, and Property in Central Asia - Voices On Central Asia. Accessible sur: <https://voicesoncentralasia.org/women-kinship-and-property-in-central-asia/>

⁸³ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

⁸⁴ Kazakhstan : Protect Women's Rights. (2021, 10 décembre). Human Rights Watch. Accessible sur: <https://www.hrw.org/news/2021/12/10/kazakhstan-protect-womens-rights>

⁸⁵ SIGI (2019). *SIGI 2019 Regional Report Eurasia - Highlights*. Accessible sur : https://www.oecd.org/development/gender-development/Brochure_SIGI_EURASIA_DEF.pdf

⁸⁶ Saida N, Dzardanova S. (2022, 16 juin). *Central Asia's Shadow Pandemic : Violence Against Women*. The Diplomat. Accessible sur : <https://thediplomat.com/2022/06/central-asias-shadow-pandemic-violence-against-women/>

démontre que 42 % des femmes subissant des violences domestiques les tolèrent car elles craignent de ne pas pouvoir subvenir aux besoins de leurs enfants seules⁸⁷.

L'augmentation des violences faites aux femmes ces dernières années s'est accompagnée d'une hausse des taux de suicide des femmes, jusqu'à 50 % de plus en Ouzbékistan entre 2019 et 2020, étant majoritairement dus à des conflits entre les femmes et leurs époux et/ou leur belle-mère, selon le Ministère du soutien à la famille et à la mahalla Ouzbèk⁸⁸.

En réaction à ces problèmes, des mouvements dénonçant les discriminations gouvernementales et sociales se sont développés et trouvent de plus en plus d'écho. Les premiers mouvements de lutte pour les droits des femmes du début des années 1990, ne se considéraient pas comme féministes, mais ils ont reçu de nombreuses critiques médiatiques. Le féminisme était souvent perçu comme radical, marginal et occidental, car en théorie, les femmes disposent des mêmes droits que les hommes, garantis par les traités internationaux⁸⁹. Selon une étude réalisée en 2016, 84,8 % des jeunes entre 14 et 29 ans interrogés pensent que les femmes ont suffisamment de droits, seulement 32 % considèrent que les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes responsabilités⁹⁰. Cependant, de plus en plus de femmes se mobilisent pour faire entendre leur voix, à l'exception du Turkménistan où l'oppression envers la population est plus sévère et violente. Des mobilisations et des manifestations féministes ont eu lieu au Kazakhstan et au Kirghizistan pour la première fois le 8 mars 2021, avec la participation d'associations féministes telles que Bishkek Feminist Movement, Feminita, KazFem, Fempoint et FemAgora, qui ont également contribué au Forum Génération Égalité, un événement majeur pour la coopération féministe internationale.

Au Kazakhstan, l'activisme peut se développer sans craindre la répression du gouvernement. Tout d'abord, il n'est pas perçu comme une menace, et ensuite, le pays est moins islamisé que le reste de l'Asie centrale. De plus, l'accès relativement facile au cyberspace permet aux groupes féministes de communiquer, de s'informer et de se développer. Le mouvement KazFem, l'un des plus anciens et des plus importants du pays, s'appuie sur les réseaux sociaux depuis sa création en 2015. Il est également considéré comme l'un des plus radicaux, avec pour objectifs l'éradication du système d'oppression envers les femmes et l'éducation sur les enjeux du féminisme⁹¹. Aigerim Kussaiynkyzy explique leurs revendications : « Les féministes kazakhes demandent la criminalisation de la violence domestique et du harcèlement sexuel, la parité au sein du gouvernement et la participation des femmes à la vie politique⁹². » Alors que le gouvernement kazakh semble être ouvert à l'idée de promouvoir les droits des femmes, Yevgeniy Zhovtis explique qu'une résistance persiste au sein de la société en ce qui concerne les violences domestiques⁹³. Cette résistance est souvent enracinée dans les traditions familiales et dans le tabou entourant ces questions, considérées comme privées et distinctes des enjeux politiques. Toutefois, il faut prendre en compte les techniques du gouvernement pour contrôler les mouvements féministes, comme l'explique Tatiana Chernobil : « le gouvernement se garde bien d'interdire purement et simplement les marches des femmes. Il exerce une forme de censure sans interdire ou arrêter directement les marches. Il évite de le

⁸⁷Ibid.

⁸⁸Ibid.

⁸⁹ SHAKIROVA, S. (2008) Women's Movement and Feminism in Central Asia: From a Not Comforting Forecast to Efficient Strategies. Worlds & Knowledges Otherwise Accessible sur: https://globalstudies.trinity.duke.edu/sites/globalstudies.trinity.duke.edu/files/file-attachments/v2d2_Svetlana.pdf

⁹⁰ Yerekhesheva, L. (2021). Youth of Central Asia, challenges for peacebuilding: a comprehensive research review. Unesco. op.cit.

⁹¹ Mihr, A. & Sorbello, P. & Weiffen, B. (2023) Securitization and Democracy in Eurasia. OSCE. Accessible sur: <https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/60171/978-3-031-16659-4.pdf?sequence=1#page=221>

⁹² Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

⁹³ Entretien mené le 26 mai 2023 avec Yevgeniy Zhovtis, Fondateur du Bureau des droits des hommes du Kazakhstan.

déclarer ouvertement, mais trouve divers moyens d'empêcher les marches d'avoir lieu. Il peut prétexter des témoignages de citoyen·nes ou de groupes concernés pour justifier leurs actions, donnant l'impression que ce n'est pas la décision du gouvernement, mais plutôt les préoccupations des citoyen·nes⁹⁴. »

L'inertie gouvernementale au Kirghizistan a suscité une mobilisation des mouvements féministes. En particulier, le manque de réponse face aux violences domestiques a été dénoncé, incitant les femmes à se rassembler. Leur mobilisation a contribué à sensibiliser l'opinion sur cette problématique, aboutissant notamment à l'adoption de la loi de 2017, qui interdit les pratiques perpétuant les discriminations sexistes. Malheureusement, les violences envers les femmes continuent d'évoluer de manière alarmante. Pendant la période de la pandémie de Covid-19, elles ont augmenté de 65 % au Kirghizistan⁹⁵. Cette situation a entraîné une radicalisation des revendications féministes, en réaction à l'injustice et à l'échec du système judiciaire à protéger les victimes, ainsi qu'au manque de représentation des femmes dans les institutions politiques⁹⁶. Meerim Nurlanbekova, créatrice du projet Fille Village au Kirghizistan, témoigne : « Prenons le cas récent d'une jeune fille de 13 ans qui a été violée par trois hommes. Deux d'entre eux étaient des policiers. Cette affaire a suscité un énorme tollé. [...] Qu'est-il advenu de cette affaire ? Presque rien. Nous, les femmes et les filles du Kirghizistan, essayons d'utiliser les médias sociaux, de créer des mouvements, de participer à des manifestations. Mais rien ne change.⁹⁷ »

La situation diffère dans les autres pays d'Asie centrale, où le militantisme féministe est pratiquement inexistant dans la région. Les femmes tadjikes font face à la puissance persistante du patriarcat dans la société, où la simple évocation du féminisme est confrontée à de nombreux obstacles sociaux et professionnels, ainsi qu'à un cyberharcèlement important. Aigerim Kussaiynkyzy affirme que « 99% des cibles du cyberharcèlement sont des femmes au Kazakhstan⁹⁸ ». Malgré les efforts déployés par les ONG dans le pays, le féminisme est perçu comme une menace pour les traditions en place⁹⁹. La journée des droits des femmes a en ce sens été renommée « la journée de la mère », reléguant les femmes à leur rôle au sein de la famille et niant leur statut d'individue¹⁰⁰.

En Ouzbékistan, les premiers signes de mouvements féministes ont émergé en 2021 à la suite de l'agression et du harcèlement subis par une jeune femme, qui ont provoqué des réactions intenses sur les réseaux sociaux et ont incité à des prises de parole publiques. Auparavant stigmatisé, le terme « féminisme » était considéré comme allant à l'encontre des valeurs ouzbèkes, tandis que les médias se livrent souvent à des moqueries et des insultes sexistes envers les féministes¹⁰¹. Néanmoins, le gouvernement a opéré un changement en passant de l'inaction à la reconnaissance des droits des femmes, en mettant en place des

⁹⁴ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Tatiana Chernobil, avocate spécialisée dans les droits humains et consultante indépendante à Almaty, au Kazakhstan. Elle est membre experte de la Coalition des ONG du Kazakhstan contre la torture et mentore dans le cadre des cours de formation de la Fondation Soros-Kazakhstan pour les jeunes défenseur·es des droits humains.

⁹⁵ Saïda N, Dzardanova S. (2022, 16 juin). *Central Asia's Shadow Pandemic : Violence Against Women*. The Diplomat. op. cit.

⁹⁶ Рысбекова, Г. (2020, 1 juillet). Why Care About Feminism in Kyrgyzstan ? CABAR.asia. Accessible sur : <https://cabar.asia/en/why-care-about-feminism-in-kyrgyzstan>

⁹⁷ Talant, B. (2022, 29 juillet). Central Asian Women Fight For Their Rights Through Social Media. RadioFreeEurope/RadioLiberty. Accessible sur : <https://www.rferl.org/a/central-asia-women-fighting-for-rights-through-social-media/31965097.html>

⁹⁸ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

⁹⁹ Cabar.Asia. (2022, 5 octobre). You can't talk about feminism in Tajikistan ? - CABAR.asia. Accessible sur : <https://cabar.asia/en/you-can-t-talk-about-feminism-in-tajikistan>

¹⁰⁰ Bayou, C. (2022, 22 février). Féminisme en Asie centrale : de plus en plus de voix s'élèvent - REGARD SUR L'EST. Accessible sur : <https://regard-est.com/feminisme-en-asie-centrale-de-plus-en-plus-de-voix-selevent>

¹⁰¹ Nadirak. (2021). Uzbekistan : when women demand to have a voice. Novastan English. Accessible sur : <https://novastan.org/en/uzbekistan/uzbekistan-when-women-demand-a-voice/>

lois contre les violences, ouvrant ainsi la voie à un possible développement des mouvements féministes dans le pays.

En revanche, aucun mouvement féministe n'existe au Turkménistan, où les femmes ne sont pas considérées comme égales aux hommes dans l'ensemble des aspects de la société. La fermeture du pays au reste du monde empêche l'influence des pays voisins et la diffusion des idées féministes. Aucune marche féministe n'a eu lieu jusqu'à présent. La gravité de la crise économique, du chômage et du manque d'accès à l'éducation contribue également à reléguer la question du genre au second plan. Cependant, la jeune génération turkmène est plus sensible aux enjeux de genre¹⁰².

Les sujets féministes attirent particulièrement la jeune génération d'Asie centrale. Selon Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora : « En tant que jeunes militants, notre rôle n'est pas seulement d'être l'avenir, nous sommes le présent. Notre jeunesse n'est pas qu'une question de créativité ; nous avons des expériences de vie et des connaissances. Malheureusement, en tant que jeunes militant-es, nous avons du mal à nous faire entendre et à être pris au sérieux¹⁰³. » Les jeunes femmes utilisent les réseaux sociaux pour diffuser des connaissances, établir des relations et briser les tabous. C'est ainsi qu'est né en 2013 le groupe politique « Les filles militantes du Kirghizistan », qui aspire à une vie différente de celle vécue par leurs mères¹⁰⁴. Les groupes de jeunes ont également joué un rôle essentiel dans la consultation des sociétés civiles d'Asie centrale en préparation du Forum Génération Égalité en 2020. Cette consultation a recommandé la création d'une plateforme de discussion pour l'ensemble des mouvements de jeunes féministes en Asie centrale, qui n'a pas été créée depuis¹⁰⁵.

Les mouvements féministes en Asie centrale ont trouvé une convergence avec l'écoféminisme, qui se développe dans la région. L'écoféminisme considère que les minorités de genre et sexuelles ainsi que les femmes subissent les mêmes formes d'oppression patriarcale que la nature exploitée par les hommes. Les problèmes environnementaux sont pensés comme des problèmes sociaux. L'utilisation non durable des ressources naturelles et le travail non rémunéré des femmes sont interconnectés. L'écoféminisme se révèle être une perspective essentielle pour une écologie inclusive qui tient compte des dimensions de genre. Il met en lien les droits des femmes et la lutte contre les changements climatiques à travers un programme pour une société attentive aux ODD qui soutient les individus affectés par les conséquences des changements climatiques. Une plateforme féministe tadjike appelée Femcommunity, créée en 2022, favorise les rencontres et les échanges entre féministes d'Asie centrale. Elle a permis de sensibiliser aux enjeux climatiques et de promouvoir des actions visant à contribuer au développement durable. D'un autre côté, Jannat Rakhimova, une militante féministe et éco-activiste ouzbèke, intègre la dimension de genre au sein de son association pour le développement durable. En tant que journaliste et organisatrice d'événements, elle cherche à établir des liens entre les problématiques féministes et climatiques. Fondée en 1997, son association, Ekolog.uz, propose des formations sur la question du développement durable

¹⁰² Kepderi, A. (2022, 9 mars). « Be quiet, woman ! Your day is on March 8 » : How is International Women's Day celebrated in Turkmenistan ? Global Voices. Accessible sur: <https://globalvoices.org/2022/03/08/be-quiet-woman-your-day-is-on-march-8-how-is-international-womens-day-celebrated-in-turkmenistan/>

¹⁰³ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

¹⁰⁴ Darmency, D. (2016, août 30). Etre jeune et féministe au Kirghizistan. TV5MONDE - Informations. Accessible sur: <https://information.tv5monde.com/terriennes/etre-jeune-et-feministe-au-kirghizistan-25262>

¹⁰⁵ Djanaeva, O. et al (2021). Feminists want a system change in Central Asia. UN Women. Accessible sur: <https://www.wecf.org/wp-content/uploads/2021/03/CA-policy-brief-26-Mar-1.pdf>

dans les écoles. Cette approche intersectionnelle permet une action plus efficace, en prenant en compte les vulnérabilités de tous les groupes¹⁰⁶.

- Violences basées sur le genre et vulnérabilités accentuées par les changements climatiques

La situation critique de l'Asie centrale en raison des changements climatiques affecte l'ensemble de la population, mais elle a des conséquences fortes sur les populations pauvres et rurales, dont les femmes constituent une majorité. Il convient de noter que les femmes sont touchées différemment au sein d'un même pays, et leur vulnérabilité varie selon les régions. Les femmes vivant en campagne et assumant les responsabilités du foyer, sont confrontées à une double charge de travail et se retrouvent dans des situations difficiles face aux conséquences des dérèglements climatiques. Le Tadjikistan, qui souffre particulièrement des migrations économiques des hommes, place une charge de travail encore plus lourde sur les femmes rurales. Ainsi, la vulnérabilité des femmes en Asie centrale face aux changements climatiques ne découle pas de leur faiblesse intrinsèque, mais de l'attribution inégale des rôles socio-économiques.

Selon le rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes et des filles, « le changement climatique et la perte de biodiversité aggravent tous les types de violences à l'égard des femmes et des filles, qui sont exacerbés par des systèmes juridiques et des structures de gouvernance discriminatoires et une répartition inégale du pouvoir¹⁰⁷ ». Les dérèglements climatiques amplifient le risque pour les femmes d'être victimes de violences sexistes et sexuelles et leur rôle dans la gestion des ressources alimentaires et hydriques les expose à un ensemble de risques spécifiques. Lors des trajets pour aller récupérer l'eau, parfois effectués de nuit, les femmes et les jeunes filles sont exposées aux risques d'agressions et de violences sexuelles¹⁰⁸. Cette violence basée sur le genre est en partie utilisée par les hommes pour affirmer leur contrôle sur les ressources naturelles. Elle a pour objectif de réaffirmer le déséquilibre des pouvoirs entre les hommes et les femmes, afin de dissuader violemment les femmes de défendre leurs droits, de contribuer à un environnement sûr et d'en bénéficier¹⁰⁹. Cette violence vise en particulier les femmes qui s'engagent dans la défense de l'environnement, ou dans la gestion des ressources.

Les changements climatiques participent à l'augmentation du nombre de mariages d'enfants, affectant les jeunes filles en particulier. Dans le contexte de stress hydrique, d'inondations et d'insécurité alimentaire, certaines familles choisissent de marier leurs filles très jeunes en échange de nourriture ou de bêtes. Chaque année, des milliers de jeunes filles sont mariées avant 18 ans au Tadjikistan, au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan¹¹⁰. Au Kazakhstan et au Tadjikistan, c'est un peu plus de 5% des femmes qui se

¹⁰⁶ CAN EECCA. (2022, 25 octobre). CAN EECCA Workshop on Ecofeminism [Vidéo]. YouTube. Accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=awMcuY182HQ>

¹⁰⁷ UN DPPA (2022, November). Weathering Two Storms : Gender and Climate in Peace and Security. Accessible sur : <https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Weathering%20Two%20Storms%20-%20Gender%20and%20Climate%20in%20Peace%20and%20Security.pdf>

¹⁰⁸ IUCN (2020). *Gender-based violence and the environment*. Accessible sur : <https://www.iucn.org/resources/issues-brief/gender-based-violence-and-environment>

¹⁰⁹ Castañeda Camey, Itza, Laura Sabater, Cate Owren, and A. Emmett Boyer. 2020. Gender-Based Violence and Environment Linkages. Ed. Jamie Wen. Gland: International Union for Conservation of Nature and Natural Resources. Accessible sur : <https://genderandsecurity.org/projects-resources/research/gender-based-violence-and-environment-linkages>

¹¹⁰ UNFPA (2014). *Child marriage in Eastern Europe and Central Asia: regional overview*. Accessible sur : https://eecca.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Child%20Marriage_27072015_web.pdf

mariant avant d'avoir 18 ans en 2021¹¹¹. Toutes les républiques centrasiatiques, à l'exception du Turkménistan, autorisent encore le mariage avant 18 ans¹¹².

En outre, les femmes sont confrontées à de nombreux obstacles économiques, sociaux et politiques qui limitent leur capacité d'adaptation aux changements climatiques. Elles ont plus de chances d'être placées dans des espaces peu sûrs ou surpeuplés après une catastrophe naturelle, car elles sont rarement propriétaires de terres ou de biens, ce qui les expose davantage aux violences. Les résultats d'une évaluation de la situation humanitaire au Tadjikistan réalisée en 2014 ont révélé que les ménages les plus vulnérables lors des inondations étaient ceux dirigés par des femmes (veuves, divorcées ou épouses de migrants), ceux composés de personnes seules et âgées ou de plus de 13 membres¹¹³. Leur rôle traditionnellement attribué au foyer les maintient souvent près de leur famille, ce qui limite leur mobilité. Elles ont donc moins de possibilité de se réfugier et d'anticiper les conséquences d'une catastrophe naturelle. Selon le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, le risque de décès lors d'une catastrophe naturelle est 14 fois plus élevé pour les femmes et les enfants dans le monde, en particulier s'ils appartiennent aux communautés les plus pauvres¹¹⁴.

¹¹¹ Pesando, L. & Batyra, E. (2021) Trends in child marriage and new evidence on the selective impact of changes in age-at-marriage laws on early marriage. *SSM Population Health*. Accessible sur: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352827321000860?via%3Dihub>

¹¹² OCDE (2019). *Chapter 3 : Discrimination in the family*. In : *Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for EurasiaHome*. Accessible sur : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/60bb29a4-en/index.html?itemId=/content/component/60bb29a4-en>

¹¹³ Gender and disaster risk reduction in Europe and Central Asia Workshop Guide for Facilitators. (2018). UN Women & PNUD. Accessible sur: <https://eca.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ECA/Attachments/Publications/2018/Gender%20and%20disaster%20risk%20reduction%20in%20Europe%20and%20Central%20Asia%20%20Workshop%20guide%20English.pdf>

¹¹⁴ Tous Ensemble pour le Climat (2015, Septembre). *Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique*. Accessible sur : https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/plaidoyer_femmes_et_climat.pdf

Partie II - Les actions des femmes pour le développement durable



A) La sécurité hydrique, une responsabilité attribuée aux femmes

Les femmes sont au cœur de la gestion des ressources en eau dans les pays d'Asie centrale. Elles assurent la collecte d'eau pour leur famille, nécessaire aux tâches domestiques comme l'hygiène et la nutrition, et contribuent également de manière significative à l'agriculture irriguée et à l'élevage, activités vitales pour l'économie rurale de la région. De plus, leurs expériences et leurs connaissances de la gestion de l'eau sont des atouts incontestables face aux changements climatiques.

Malgré leur implication majeure, les femmes et les filles sont confrontées à plusieurs défis. Leur accès restreint à l'eau potable et à des installations sanitaires appropriées met leur santé et leur sécurité en jeu. Les activités liées à la gestion de l'eau, bien que physiquement exigeantes et demandantes en temps, ne sont pas rémunérées, ce qui freine leur autonomie économique et entrave leur accès à l'éducation. Par ailleurs, la prédominance masculine dans les instances décisionnelles liées à l'eau contribue à marginaliser les femmes. En dépit de certaines avancées, elles sont encore restreintes par des obstacles tels que l'absence de formations techniques, leur exclusion des réunions et prises de décision, ainsi que des opportunités limitées d'établir des contrats d'approvisionnement en eau. Les stéréotypes de genre persistent et limitent leur implication dans les négociations sur l'eau en Asie centrale.

Néanmoins, en raison de leur maîtrise des besoins spécifiques des différents groupes au sein des communautés, leur intégration à la gestion de l'eau est cruciale pour la réussite des politiques et programmes de développement. En outre, les initiatives hydrauliques qui intègrent les femmes dans le processus décisionnel tendent à être plus durables et équitables.

- Les femmes face au défi hydrique

Selon Abdullaeva Uguloi, l'une des 13 femmes responsables d'associations d'usagers de l'eau au Tadjikistan, 90 % des problèmes d'eau affectent en majorité les femmes¹¹⁵. L'eau est utilisée pour l'usage domestique, la cuisine ainsi que l'hygiène de la famille. Lorsque l'eau se fait rare, c'est sur les femmes que pèse la charge d'en trouver pour l'ensemble de la famille. Alain Cariou explique par ailleurs que l'irrigation est une affaire d'hommes alors que l'approvisionnement en eau et son usage domestique sont réservés aux femmes¹¹⁶. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) estiment que les femmes sont responsables de la corvée de collecte de l'eau dans 8 ménages sur 10 ne disposant pas d'eau courante dans le monde¹¹⁷. Cette tâche, particulièrement difficile, est physiquement éprouvante puisque les femmes doivent parfois porter des bidons pesant jusqu'à 18 kilos sur des longues distances, entraînant des problèmes de dos et de santé¹¹⁸.

Au-delà de ces dangers, la collecte de l'eau par les femmes prend également beaucoup de temps ; les femmes du monde entier consacrent collectivement 200 millions d'heures par jour à la collecte de l'eau¹¹⁹. Cela représente un travail non-rémunéré, les empêchant de s'engager dans d'autres activités pour gagner décemment leur vie et affecte donc leur autonomie économique. En outre, Alain Cariou affirme que « face

¹¹⁵ Tous Ensemble pour le Climat (2015, Septembre). *Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique*. Op.cit.

¹¹⁶ Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

¹¹⁷ Dion, S. (2021, 25 mars). *Gestion de l'eau en Asie centrale et dans le monde : Pas de solution sans les femmes*. AMC. Accessible sur : https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2021-03-15-germany-allemande.aspx?lang=fr

¹¹⁸ Concern Worldwide (2022). *5 reasons why water is a women's issue*. Accessible sur : <https://www.concern.net/news/water-is-a-womens-issue>

¹¹⁹ Water.org. (s.d.). *Women And Water - A Woman's Crisis*. Accessible sur : <https://water.org/our-impact/water-crisis/womens-crisis/>

aux pénuries d'eau, l'approvisionnement en eau devient plus difficile et prend plus de temps. Cette corvée incombe aux femmes et aux filles, qui ne se rendent pas à l'école. L'éducation des filles est dégradée¹²⁰ ». Ainsi, pour les jeunes filles d'Asie centrale, le temps dédié à collecter l'eau est l'un des facteurs les éloignant de l'éducation dont bénéficient les garçons de leur âge.

L'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sont trois éléments indispensables pour la santé des femmes et des filles ainsi que le développement de communautés durables. Le stress hydrique, situation critique marquée par une demande en eau supérieure aux ressources disponibles¹²¹, touche en particulier la santé des femmes. Selon l'ONU, « lorsqu'un territoire prélève 25 % ou plus de ses ressources renouvelables en eau douce, on considère qu'il est en situation de stress hydrique¹²² ». Le Kirghizistan et le Turkménistan sont aujourd'hui classés en risque de pénurie d'eau élevée, soit utilisant 40 % à 80 % de leurs ressources renouvelables en eau, les autres pays de la région sont catégorisés en risque moyen, soit utilisant 20 % à 40 %¹²³.

Le phénomène de stress hydrique crée des problèmes menstruels ; les femmes et les jeunes filles ne peuvent participer aux activités sociales, se rendre à l'école ou au travail lors de leur période de menstruation car elles ne disposent pas d'un accès suffisant aux installations sanitaires¹²⁴. Au Kirghizistan, 8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ne disposent pas d'endroit privé pour se laver et changer de protections périodiques¹²⁵. L'accès insuffisant à des installations sanitaires privées constitue également une source de honte ou de gêne physique en raison des normes culturelles forçant les femmes à se cacher en allant aux sanitaires situés en dehors de chez elles à l'aube ou après la tombée de la nuit¹²⁶. Forcées d'aller aux toilettes dehors ou de partager des installations avec les hommes, le risque d'agression à l'égard des femmes croît. Dans la majorité des cas, les sanitaires sont inadaptés aux besoins spécifiques des femmes, car construits par des hommes et pour des hommes.

L'accès limité ou inexistant des femmes à l'eau potable pour l'assainissement et l'hygiène entraîne un risque pour les communautés dans leur entièreté ; elles deviennent plus vulnérables aux maladies transmissibles telles que le choléra, la fièvre typhoïde et l'hépatite A et E¹²⁷. Au Kirghizistan, 122 800 habitant·es auraient été affectés par des maladies liées à l'eau au cours de l'année 2005. Par ailleurs, les études réalisées sur la région centrasiatique affirment que l'amélioration de l'assainissement de l'eau permettrait de réduire les

¹²⁰ Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences à l'UFR de géographie de Sorbonne Université de Paris, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

¹²¹ Macé, M. (2021). *Qu'est-ce que le stress hydrique ? Comment y répondre ?* Centre d'information sur l'eau. Accessible sur : <https://www.cieau.com/eau-transition-ecologique/enjeux/quest-ce-que-le-stress-hydrique-comment-y-repondre/>

¹²² Gaudiaut, T. (2022, 21 mars). *Pénurie d'eau : les pays qui seront les plus affectés à l'horizon 2040*. Statista Infographies. Accessible sur : <https://fr.statista.com/infographie/27079/penurie-eau-projections-niveau-de-stress-hydrique-par-pays-dans-le-monde/>

¹²³ Gaudiaut, T. (2021, 22 mars). *Le monde face au risque de pénurie d'eau*. Statista Infographies. Accessible sur : <https://fr.statista.com/infographie/24480/pays-risque-de-penurie-eau-niveau-de-stress-hydrique/>

¹²⁴ Flabat, E. (2022, août 4). *La santé et l'hygiène menstruelles encore inaccessibles pour de nombreuses personnes*. UNICEF. Accessible sur : <https://www.unicef.fr/article/la-sante-et-lhygiene-menstruelles-demeurent-encore-inaccessibles-pour-de-nombreuses/>

¹²⁵ World Health Organization (WHO) and the United Nations Children's Fund (UNICEF) (2021). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene, 2000-2020*. Accessible sur : <https://washdata.org/sites/default/files/2021-07/jmp-2021-wash-households.pdf>

¹²⁶ UNDESA (s.d.) *Gender and water*. International Decade for Action « Water for Life » 2005-2015. Accessible sur : <https://www.un.org/waterforlifedecade/gender.shtml>

¹²⁷ World Health Organization (WHO) (2022). *Drinking water*. Accessible sur : <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/drinking-water>

maladies diarrhéiques de 32 % à 37 %¹²⁸. Cela aurait une incidence directe sur les femmes qui sont chargées du bien-être de la communauté et du foyer.

- *Gestion de l'eau : les compétences indispensables des femmes*

« S'il n'y a pas d'eau dans la maison, la femme ira en chercher. Elle doit donner le bain aux enfants, faire la cuisine, s'occuper de la famille¹²⁹ », explique Abdullaeva Uguloi. Chargées de trouver et transporter l'eau utilisée pour irriguer les jardins potagers et abreuver le bétail, les femmes et les filles demeurent au cœur de la gestion de l'eau pour le domaine agricole et les élevages, sources principales de revenu économique des communautés rurales en Asie centrale. Exploitantes des cultures irriguées et pluviales, les tâches des femmes dans l'utilisation économiquement productive de l'eau à travers les activités de pêche, d'agriculture et d'élevage sont invisibilisées. Selon les rôles de genre traditionnels assignés, ces activités sont considérées comme une extension de leurs responsabilités familiales, ainsi moins reconnues ou valorisées que les travaux similaires réalisés par leurs homologues masculins en dehors du foyer.

Il revient principalement aux femmes de trouver des solutions pour répondre aux problèmes liés au stress hydrique et alimentaire. Dans la campagne du Kirghizistan, Shakhodat Teshebayeva, agricultrice et seule soutien financier de sa famille, a vu son travail devenir pratiquement impossible en raison de la pénurie d'eau¹³⁰. Il incombe donc aux femmes de marcher de plus en plus longtemps pour aller chercher de l'eau, au fur et à mesure que la source d'eau s'amointrit. Ainsi, en 2017, Shakhodat Teshebayeva a créé un groupe d'entraide de femmes visant à défendre un accès égal aux ressources en eau au sein de leur communauté. Elle a commencé à assister aux réunions de l'association des usagers de l'eau du village, tout en transmettant ses conseils en matière de gestion de l'eau avec des femmes de différentes régions faisant face aux mêmes problématiques. Concurrément, ONU Femmes a facilité la création de 14 autres groupes d'entraide de femmes dans le sud du Kirghizistan, comptabilisant jusqu'à 170 membres en 2019. Cela a permis de sécuriser le processus de transport de l'eau pour les femmes en négociant un approvisionnement pendant la journée à des horaires flexibles pour les agricultrices, en formant les femmes et en les incluant aux décisions en lien avec la gestion des ressources hydriques.

Si les femmes sont les principales actrices de la gestion de l'eau, leur rôle est crucial du fait de leur expertise sur le sujet. Leurs expériences et leur travail informel dans la collecte de l'eau, son utilisation domestique et leur implication dans l'agriculture, ont permis aux femmes d'accumuler des connaissances considérables sur cette ressource. Elles maîtrisent sa qualité et sa fiabilité, mais aussi les méthodes de stockage à privilégier ainsi que son utilisation et son assainissement¹³¹. Par ailleurs, en tant que responsables des enfants et des personnes âgées et grâce à leurs connaissances sur la manière dont le manque d'eau saine et en quantité suffisante peut affecter les personnes les plus vulnérables dans la société, les femmes comprennent mieux la situation de stress hydrique à laquelle fait face l'Asie centrale¹³².

¹²⁸ Bekturganov, Z., Tussupova, K., Berndtsson, R., Sharapatova, N., Zhulasheva, M., & Zhanasova, M. (2016). *Water Related Health Problems in Central Asia - A Review*. MDPI. Accessible sur : <https://doi.org/10.3390/w8060219>

¹²⁹ First, F. (2018, décembre 3). *Why Women are Key for Water Management in Tajikistan*. First Farming. Accessible sur : <https://farmingfirst.org/2018/07/why-women-are-key-for-water-management-in-tajikistan/>

¹³⁰ UN Women - Europe and Central Asia (2019, 4 mars). *Women in rural Kyrgyzstan bring change through water, technology and better infrastructure*. Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/news/stories/2019/03/feature-story-women-in-rural-kyrgyzstan-bring-change-through-water-and-infrastucture>

¹³¹The World Bank (2021, 20 Janvier). *Promoting Women's Participation in Water Resource Management in Central Asia*. Accessible sur : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2021/01/20/promoting-womens-participation-in-water-resource-management-in-central-asia>

¹³² OSCE (s.d.). *Women, water and security*. Accessible sur : <https://www.osce.org/secretariat/176671>

L'inclusion des femmes est primordiale afin de garantir la réussite des politiques et des programmes de développement des ressources en eau de la région dont les femmes étaient jusque-là exclues. En ce sens, les projets hydrauliques qui ne prennent pas en compte les femmes dans la gestion de l'eau se montrent moins efficaces et moins durables¹³³ : selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), parmi les 44 projets hydriques mis en place en Asie et en Afrique, ceux élaborés par des groupes mixtes sont plus durables. De surcroît, les chercheur-euses démontrent que les femmes partagent plus équitablement les ressources naturelles et alimentaires que les hommes, en particulier en période de pénurie¹³⁴.

- Une exclusion persistante des décisions sur la gestion de l'eau

Malgré le rôle des femmes dans la gestion de l'eau, les hommes disposent de la majorité des droits sur l'irrigation et sont chargés de l'organisation et de la planification de projets hydriques. Ils dominent par exemple les associations des usagers de l'eau du village. Si les connaissances des femmes demeurent spécifiques et nécessaires aux communautés, ces dernières ne perçoivent pas l'importance de leur apport sur les questions de gestion de l'eau. Les tâches réalisées par les femmes et les filles relèvent d'une structure informelle, les maintenant à l'écart des divers processus de décision et d'organisation des ressources hydriques. Pourtant, inclure des femmes dans la gestion de l'eau constitue un facteur essentiel d'autonomisation.

Au Tadjikistan, les femmes dirigeantes d'exploitations agricoles font face à plusieurs obstacles résultant de leur absence de participation aux instances de décision. Après son indépendance, le système de gestion de l'eau du pays a connu des évolutions en lien avec la subdivision des grandes exploitations collectives en petites fermes indépendantes appelées les dehkans. En 2012, avec l'aide de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le pays a introduit des associations d'usagers de l'eau (AUE)¹³⁵ dans les villages. Ces dernières, réparties inégalement sur le territoire centrasiatique, permettent aux usager-es d'eau d'échanger sur leurs pratiques hydriques, de se partager des informations ainsi que de tisser des liens et former des réseaux d'aide. Les AUE sont impliquées dans l'allocation de l'eau, l'entretien des installations techniques et la collecte des redevances financières¹³⁶. Si ce sont des réseaux basés sur une approche participative et horizontale, les femmes en sont majoritairement écartées, entravant ainsi la réussite de la gestion de l'eau. Pourtant, les ONG et organisations internationales insistent sur l'importance de la participation des femmes aux AUE et aux comités de gestion de l'eau pour davantage de réussite face aux problématiques hydriques¹³⁷.

En 2012, 98 % des dehkans étaient dirigés par des hommes, chiffre réduit à 75 % en 2018¹³⁸. Bien que ce nombre montre une avancée dans l'inclusion des femmes à des postes managériaux, il reste de nombreuses barrières à une égalité entre les femmes et les hommes autour des ressources d'eau. Dans le cas des

¹³³ Trivedi, A. (s. d.). *Women Are the Secret Weapon for Better Water Management*. World Resources Institute. Accessible sur : <https://www.wri.org/insights/women-are-secret-weapon-better-water-management>

¹³⁴ Lecoutere, E., D'Exelle, B., & Van Campenhout, B. (2015). *Sharing Common Resources in Patriarchal and Status-Based Societies : Evidence from Tanzania*. Feminist Economics. Accessible sur : <https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1024274>

¹³⁵ First, F. (2018, décembre 3). *Why Women are Key for Water Management in Tajikistan*. First Farming. op.cit.

¹³⁶ Zinzani, A. (2015, 22 Décembre). *The Reconfiguration of Participatory Irrigation Management in Water Users Associations. Evidence from Uzbekistan & Kazakhstan*. Dans Cahiers d'Asie centrale. Accessible sur : <https://journals.openedition.org/asiecentrale/3142#tocto1n2>

¹³⁷ World Bank Group. (2021). *Promoting Women's Participation in Water Resource Management in Central Asia*. World Bank. op.cit.

¹³⁸ Ibid.

dehkans, les femmes à la tête des exploitations ne disposent pas des formations techniques nécessaires, car elles ont toujours été exclues de ces dernières par le fonctionnement patriarcal. De plus, elles ont 3 % de moins de chance que les hommes d'assister aux réunions de l'AUE, leur avis n'est donc pas inclus dans les décisions ni dans le calendrier d'irrigation¹³⁹. Elles pâtissent également de 11 % d'opportunités en moins de signer des contrats d'approvisionnement en eau, risquant de voir les bureaux de district budgéter moins d'eau que nécessaire pour leurs communautés¹⁴⁰. Les femmes sont 9 % moins susceptibles que les hommes de payer des cotisations aux AUE ; cela signifie que moins d'argent est consacré aux travaux vitaux d'entretien ou de réparation des canaux d'irrigation utilisés dans leurs exploitations¹⁴¹.

Largement exclues des négociations sur l'eau en Asie centrale, les stéréotypes de genre relatifs à leur participation aux prises de décision constituent autant d'obstacles à l'accès à des comités paritaires sur les questions d'irrigations. Par ailleurs, l'intégration dépend de l'endroit où elles vivent. Les femmes issues de milieux isolés ne sont globalement pas intégrées aux réseaux, contrairement à celles vivant dans des régions agricoles plus peuplées avec une demande hydrique plus importante.

La gouvernance de l'eau transfrontalière s'inscrit dans un domaine particulièrement masculinisé, relié aux secteurs de l'ingénierie et de la diplomatie¹⁴². Les femmes y restent souvent sous-représentées, en particulier dans les instances de prise de décision. Ainsi, les lois et organisations locales de gestion de l'eau en Ouzbékistan, au Turkménistan et au Tadjikistan reflètent difficilement une approche sexospécifique, bien que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) affirme l'importance d'inclure les femmes dans les structures de gestion de l'eau transfrontalière dans la région¹⁴³.

Des initiatives visant à intégrer davantage les femmes à la gestion de l'eau existent, c'est le cas notamment de celle menée par l'OSCE avec le Regional Environmental Centre for Central Asia en juillet 2015, afin d'intégrer une perspective genrée à la gestion de l'eau¹⁴⁴. Cette action a notamment pour objectif de mettre en avant les connaissances acquises par les femmes dans le domaine hydrique et les besoins des communautés locales, afin de permettre d'accéder à davantage de parité au sein des organismes sur la gestion de l'eau. Néanmoins, ces projets demeurent marginaux. Au-delà de l'implication des femmes, ces initiatives permettent de rapprocher décisionnaires et utilisateur-ices tout en améliorant la transparence des décisions prises et en limitant le risque de corruption.

¹³⁹ Ibid.

¹⁴⁰ Balasubramanya, S.(2018). Women will be key to tackling water worries in Central Asia. Asia Times. Accessible sur: <https://asiatimes.com/2018/07/women-will-be-key-to-tackling-water-worries-in-central-asia/>

¹⁴¹ Ibid

¹⁴² Central Asia Knowledge Network. (2020, 1 septembre). *Gender and transboundary water governance in Central Asia* [Vidéo]. YouTube. Accessible sur : https://www.youtube.com/watch?v=-m1z_DG9NGY

¹⁴³ OSCE (2022). *Women in Water Management in Central Asia : Transboundary water resources*. ZOÏ Environment Network. Accessible sur : https://zoinet.org/wp-content/uploads/2018/01/OSCE-transbw-fs_EN.pdf

¹⁴⁴ OSCE (s.d.). *Women, water and security*. op. cit.

B) La sécurité alimentaire : enjeux multiples pour les femmes

La sécurité alimentaire, reposant sur l'accès universel à une nourriture de qualité et en quantité suffisante pour répondre aux besoins essentiels, est un enjeu majeur en Asie centrale. Cette problématique est d'autant plus importante qu'elle est liée à une gestion efficace des ressources hydriques et terrestres, et doit prendre en compte les dérèglements climatiques. Qui plus est, l'augmentation des coûts des produits alimentaires importés et la montée de la pauvreté ont intensifié l'insécurité alimentaire.

Les femmes, au cœur de cette problématique, assurent la subsistance de leur famille. Elles ont un rôle crucial dans l'agriculture locale, source de revenus et de la nourriture pour le ménage. Toutefois, elles doivent faire face à des obstacles divers, notamment des réglementations limitant leur activité professionnelle ainsi que des conditions climatiques imprévisibles. Malgré ces entraves, elles manifestent une résilience notable en cherchant des solutions pour améliorer leur qualité de vie et préserver leur production agricole.

Toutefois, leur marginalisation et leur accès limité à la propriété terrienne, aux services d'appui agricole et à l'électricité ralentissent leur autonomie économique. Pour garantir la sécurité alimentaire en Asie centrale, il est impératif de porter une attention particulière à l'égalité des genres et à un accès équitable aux ressources.

- Comprendre la nécessaire interdépendance des ressources en eau et en terres pour la sécurité alimentaire

Selon la FAO, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave en Asie centrale est passé de 1,3 millions à 2,5 millions entre 2014 et 2017¹⁴⁵. Particulièrement préoccupant dans les zones rurales du sud du Kirghizistan et du Tadjikistan, ce phénomène s'est aggravé dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine avec la flambée des prix des denrées alimentaires importées dont dépendent les Républiques centrasiatiques et la hausse de la pauvreté. Toute baisse des approvisionnements alimentaires représente donc une menace pour la sécurité alimentaire de ces pays¹⁴⁶.

D'après la définition adoptée en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation par la FAO, « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à un moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active¹⁴⁷ ». Plusieurs facteurs peuvent porter atteinte à la sécurité alimentaire, tels que la croissance démographique, les infrastructures manquantes, le prix des denrées alimentaires, les faibles revenus ou encore les changements climatiques. En 2021, il y aurait 116,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en Europe et en Asie centrale, soit 25,5 millions de plus par rapport à 2019¹⁴⁸.

¹⁴⁵ Meyer K., Issakhojayev R., Kiktenko L., Kushanova A. (2019). *Regional institutional arrangements advancing water, energy and food security in Central Asia*. IUCN. Accessible sur : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2019-045-En.pdf>

¹⁴⁶ Jungbluth, F., & Zorya, S. (2023, 19 juin). Ensuring food security in Europe and Central Asia, now and in the future. World Bank Blogs. Accessible sur : <https://blogs.worldbank.org/europeandcentralasia/ensuring-food-security-europe-and-central-asia-now-and-future>

¹⁴⁷ Géoconfluences ENS de Lyon. (2022, Janvier). *Sécurité alimentaire, insécurité et vulnérabilité alimentaire*. Accessible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/securite-alimentaire>

¹⁴⁸ FAO (2023, 14 mars). *Un nouveau rapport des Nations Unies axé sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Europe et en Asie centrale donne des pistes pour rendre l'alimentation plus abordable et plus durable*. Accessible sur : <https://www.fao.org/newsroom/detail/new-un-report-focuses-on-food-security-and-nutrition-in-europe-and-central-asia-points-wa>

Les dérèglements climatiques accroissent l'insécurité alimentaire en raison de l'amointrissement des ressources en eau, entraînant des difficultés pour se nourrir en Asie centrale, région où la majeure partie de l'alimentation est produite par l'agriculture irriguée. Aussi, selon des chercheur·euses, le lien entre la sécurité alimentaire, l'eau et la terre (appelé le « Water-Land-Food nexus » ou « WLF nexus »¹⁴⁹) constitue un risque majeur pour l'économie mondiale¹⁵⁰. Ces ressources, indispensables au développement socio-économique, sont interdépendantes dans la production d'aliments en quantité suffisante et de manière durable. Afin de garantir une sécurité alimentaire dans les pays d'Asie centrale, la gestion de l'eau et des terres doit donc impérativement être envisagée de manière intégrée et efficace.

Selon les estimations faites en Europe et en Asie centrale en 2021, l'insécurité alimentaire touche plus les femmes (12,5 %) qu'elle ne touche les hommes (10,3 %). D'après Aigerim Kussaiynkyzy, « 87% des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté au Kazakhstan sont des femmes¹⁵¹. » Pourtant, elles sont chargées de trouver des solutions pour que chacun·e puisse avoir accès à de la nourriture. Traditionnellement chargées de l'état nutritionnel des enfants et de l'ensemble de la famille, elles dépensent donc leurs revenus supplémentaires en produits alimentaires et en soin de santé.

- L'évolution de la place des femmes dans l'agriculture

Les femmes sont des actrices essentielles à la gestion des terres de par leur rôle dans l'agriculture en Asie centrale. Leur contribution dans l'agriculture est égale ou supérieure à celle des hommes¹⁵². D'après la Banque mondiale en 2021, la part de femmes employées agricoles est de 13 % au Kazakhstan, 19 % au Turkménistan ainsi qu'au Kirghizistan, 24 % en Ouzbékistan, et 60 % au Tadjikistan¹⁵³. Pourtant, le contexte n'est pas favorable à l'emploi des femmes puisque les lois empêchent les femmes de s'engager dans des professions considérées comme dangereuses, limitant considérablement leurs possibilités d'emploi. Au Tadjikistan, la participation féminine au secteur agricole est en partie possible car perçue comme compatible avec l'éducation des enfants¹⁵⁴. Bien que présentes dans le secteur agricole, les femmes sont cantonnées aux fonctions inférieures de travailleuses ; en Ouzbékistan, seulement 17,5 % des haut·es dirigeant·es d'entreprises et d'administrations publiques sont des femmes et les étudiantes sont moins nombreuses que les étudiants dans les écoles formant aux métiers de l'agriculture et de l'industrie¹⁵⁵.

Avec les changements climatiques, les sources traditionnelles de nourriture deviennent plus rares, plus chères et plus imprévisibles, ce qui réduit les revenus des femmes. De plus, en cas de pénurie alimentaire,

[y-towards-more-affordable-and-sustainable-diets/fr#:~:text=Quelque%20116%2C3%20millions%20de,plus%20en%20seulement%20deux%20ans.](#)

¹⁴⁹ Le « WLF nexus » ou « Water-Land-Food nexus » désigne le lien entre l'eau, la terre et l'alimentation. Il met en évidence les interdépendances entre ces trois éléments, étroitement liés, pour obtenir une utilisation durable des ressources naturelles.

¹⁵⁰ Tantoh, H.B., McKay, T.J.M., Donkor, F. E., Simatele, M. D. (2021). *Gender Roles, Implications for Water, Land, and Food Security in a Changing Climate: A Systematic Review*. Front. Sustain. Accessible sur : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.707835/full>

¹⁵¹ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

¹⁵² Liamzon, C. Arevalo, A. Naungayan, M. Women's Land Rights in Asia. (2015). Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development. Accessible sur: https://hlrn.org.in/documents/Womens_Land_Rights_in_Asia_Land_Watch_Asia.pdf

¹⁵³ The World Bank. Employment in agriculture, female (% of female employment) (modeled ILO estimate). Accessible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.FE.ZS>

¹⁵⁴ Lambrecht I., Mahrt K., (2022, Décembre). *Gendered farm work, off-farm employment, and decision-making power: quantitative evidence from Tajikistan*. IFPRI. Accessible sur : <https://ebrary.ifpri.org/utills/getfile/collection/p15738coll2/id/136488/filename/136698.pdf>

¹⁵⁵ Slim, A. (2020, 29 décembre). *Les défis des femmes ouzbèkes*. Regard sur l'Est. Accessible sur : <https://regard-est.com/les-defis-des-femmes-ouzbekes>

leur santé se détériore plus rapidement que celle des hommes. Lorsqu'elles ne peuvent plus subvenir à leurs besoins grâce à l'agriculture, elles sont contraintes de vendre leur bétail, ce qui réduit leurs ressources alimentaires et leurs stocks d'urgence en cas de difficultés¹⁵⁶. Malgré ces défis, les femmes font preuve d'adaptabilité. Au Kirghizistan, lorsque la région a été frappée par une vague de chaleur en 2015, les femmes ont adapté leurs cultures en remplaçant les abricots par d'autres produits tels que les pommes de terre ou les choux, même si les options de substitution sont limitées¹⁵⁷.

Au Tadjikistan, l'agriculture représente le grand secteur de développement du pays. Pourtant, ce dernier ne parvient pas à moderniser ses systèmes agricoles, entraînant le départ d'un huitième des hommes du milieu rural pour trouver du travail ailleurs et envoyer des fonds à leur famille restée à la campagne. Laisant ainsi les femmes gérer les besoins du foyer et de la ferme au sein desquels elles assument davantage d'activités et prennent des décisions en lien avec l'entretien des cultures, la préparation des terres, la récolte, et la transformation des produits dans les cuisines¹⁵⁸.

Cette migration économique constitue une stratégie de survie pour des populations vivant dans la précarité, avec 74 % des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté au Tadjikistan¹⁵⁹. Cependant, ces fonds ne sont pas utilisés pour améliorer les pratiques agricoles ou encourager l'innovation, ce qui affaiblit considérablement les communautés pastorales¹⁶⁰. En Ouzbékistan, près d'un million de migrants du travail ont été enregistrés en 2016, et ce phénomène concerne près d'un foyer sur deux¹⁶¹. Par conséquent, l'importante pénurie de main-d'œuvre agricole contraint les femmes à fournir une grande part de leur travail aux cultures appartenant à la famille. Ce travail est informel car les femmes l'effectuent en tant que membres de la famille plutôt qu'en tant qu'employées agricoles, limitant leurs rémunérations¹⁶². Selon Nozilakhon Mukhamedova et Kai Wegerich, chercheur·euses sur le genre et la gestion des ressources en Asie centrale, l'exode rural des hommes au Tadjikistan entraîne une augmentation de la participation des femmes aux chaînes de valeur agro-culturelles¹⁶³. La Banque asiatique de développement affirme que les femmes du Tadjikistan travaillent 30 % de plus que les hommes, avec 9,6 heures par jour de travail rémunéré et non rémunéré, contre 7,4 heures pour les hommes¹⁶⁴. D'après Aigerim Kussaiynkyzy « Chaque jour, les femmes kazakhes consacrent 4h30 au travail non rémunéré, mais ce problème n'est pas pris au sérieux par le gouvernement¹⁶⁵. »

À l'image de Shakhodat Teshebayeva, agricultrice kighize et seul soutien financier de sa famille, les femmes des zones rurales améliorent leur qualité de vie et de travail en se formant, en créant des réseaux et en

¹⁵⁶ Standal, K., Daloz, A.S., Kim, E. (2023). A Gendered Approach to Understanding Climate Change Impacts in Rural Kyrgyzstan. SpringerBriefs in Climate Studies. Accessible sur: https://doi.org/10.1007/978-3-031-29831-8_10

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ Buisson M.-C., MacDonald K., Saikia P., Balasubramanya S., Aslamy S., Horbulyk T. (2016, Mai). *Impact of water users associations on water and land productivity, equity and food security in Tajikistan*. op. cit.

¹⁵⁹ Revert, A. (2022). Au Tadjikistan, le Geres s'engage pour plus de résilience et de meilleures conditions de vie auprès des communautés rurales. Geres. Accessible sur: <https://www.geres.eu/s-informer/l-actualite-des-projets/nouveau-projet-tadjikistan-populations-rurales-securite-alimentaire/>

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ Yerekesheva, L. (2021). Youth of Central Asia, challenges for peacebuilding: a comprehensive research review. Unesco. Accessible sur: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380326.locale=en>

¹⁶² FAO (2021, November). *Europe and Central Asia Gender Newsletter*. Accessible sur : <https://www.fao.org/3/cb7872en/cb7872en.pdf>

¹⁶³ Lambrecht I., Mahrt K., (2022, Décembre). *Gendered farm work, off-farm employment, and decision-making power: quantitative evidence from Tajikistan*. op. cit.

¹⁶⁴ ReliefWeb (2023, 14 mars). *Europe and Central Asia Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022 [EN/RU]*. Accessible sur : <https://reliefweb.int/report/world/europe-and-central-asia-regional-overview-food-security-and-nutrition-2022-enru>

¹⁶⁵ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

partageant leurs conseils afin de faire face à la pénurie de l'eau qui affecte leurs travaux agricoles¹⁶⁶. Les ouvrières agricoles qui effectuent souvent 8 à 10 heures par jour de travail physique dans les champs s'organisent également pour affronter ensemble l'amointrissement des ressources naturelles dans le contexte de dérèglement climatique. Elles apprennent ainsi à gérer la production agricole, en dépit de l'absence de formations leur étant dédiées, en discutant entre elles de leurs dépenses pour des investissements permettant d'accroître ou de maintenir leur niveau de récolte.

Cependant, la gestion d'une ferme demeure majoritairement administrée par les hommes restés au village, laissant aux femmes les activités physiques de récolte¹⁶⁷. Selon Alain Cariou, « même quand les hommes migrent pour travailler, c'est toujours un autre homme qui les remplacent¹⁶⁸ ». Malgré l'augmentation du nombre de femmes dans le secteur agricole, au Tadjikistan, 80 % des propriétaires des parcelles agricoles sont des hommes, et 81 % des parcelles sont soumises aux décisions des hommes¹⁶⁹.

- Accès restreint à la propriété des terres arables, un défi persistant

L'Asie centrale est caractérisée par une division du travail fondée sur le genre, selon laquelle les hommes sont responsables des tâches dites « les plus capitalistes¹⁷⁰ ». La participation des femmes à l'agriculture a lieu dans un contexte particulier post-soviétique qui a maintenu le contrôle sexué des ressources, bien que leur émancipation ait été encouragée au cours de l'ère soviétique. Depuis la montée du traditionalisme et des valeurs conservatrices ont conditionné les femmes à un rôle de soignante et pourvoyeuse de *care* ; limitant ainsi leur mobilité, car cantonnées aux soins de la famille et du foyer, et leurs revendications au droit au travail et à la propriété.

Au Kirghizistan, aux abords du lac Issyk-Kul, les femmes réalisent des travaux agricoles afin de se nourrir et générer des revenus pour leur famille. Les femmes jouent un rôle actif dans l'élevage, une activité qui est pratiquée à la fois par des femmes et des hommes, mais qui est généralement considérée comme étant masculine. Cependant, le manque de reconnaissance de la contribution des femmes compromet leur situation, car leur travail n'est pas valorisé socialement. Elles travaillent avec les hommes, qui ont souvent pour rôle de transporter les marchandises, et compromettent le bon fonctionnement de la vente des biens récoltés par les femmes. Ils mettent en place des conditions d'achat forçant les femmes à n'obtenir qu'une petite part de la valeur marchande réelle de leurs produits¹⁷¹.

Par ailleurs, pour pouvoir nourrir leurs familles, les femmes doivent s'occuper des activités agricoles. Dans la région de Naryn, située au centre du Kirghizistan, peu d'opportunités de travail non agricoles existent et les ménages sont souvent pauvres. La migration professionnelle d'une partie de la communauté laisse les plus vulnérables sur place¹⁷². En outre, l'approvisionnement en électricité de la région est vétuste et susceptible

¹⁶⁶ ONU Femmes (2019, 4 mars). *Les femmes des zones rurales au Kirghizistan améliorent leur qualité de vie en disposant d'eau, de technologies et de meilleures infrastructures*. Accessible sur : <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2019/3/feature-story-women-in-rural-kyrgyzstan-bring-change-through-water-and-infrastructure>

¹⁶⁷ Agrilinks (2018, 18 juin). *What Does Male Out-Migration Mean for Women in Tajikistan's Agriculture ?* Accessible sur : <https://agrilinks.org/post/what-does-male-out-migration-mean-women-tajikistans-agriculture>

¹⁶⁸ Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences à l'UFR de géographie de Sorbonne Université de Paris, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

¹⁶⁹ Lambrecht I., Mahrt K., (2022, 23 Décembre). *In Tajikistan, women contribute significantly to agriculture, but does agricultural work contribute significantly to women's agency?* IFPRI. Accessible sur : <https://www.ifpri.org/blog/tajikistan-women-contribute-significantly-agriculture-does-agricultural-work-contribute>

¹⁷⁰ ReliefWeb (2023, 14 mars). *Europe and Central Asia Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022 [EN/RU]*. op. cit.

¹⁷¹ Standal, K., Daloz, A. S., & Kim, E. (2023). *A Gendered Approach to Understanding Climate Change Impacts in Rural Kyrgyzstan*. Dans SpringerBriefs in climate studies (p. 123-134). Springer International Publishing. op.cit.

¹⁷² Ibid.

de tomber en panne. Les habitant·es sont donc tenus d'utiliser les sources d'énergie traditionnelle, le bois et le charbon, ressources auxquelles l'accès est socialement différencié car il implique des efforts physiques, des contraintes financières et de transport. Les femmes pauvres se trouvent donc marginalisées et leur ménage particulièrement frappé par ce manque d'énergie pour se nourrir ou se chauffer. Par conséquent, le manque d'électricité se place en obstacle à l'autonomisation des femmes dont le rôle est d'assurer la sécurité alimentaire du foyer.

À cela s'ajoute, une inégalité d'accès aux services de soutien agricole par rapport à leurs homologues masculins. Cela affecte grandement leur productivité agricole, la diversification de leurs activités et donc leur indépendance économique, allant parfois jusqu'à forcer les femmes propriétaires à céder leurs terres¹⁷³. Si la propriété foncière est source de capital, de sécurité financière et alimentaire ainsi qu'un moyen de posséder des ressources, les femmes font face à de nombreux obstacles à la propriété foncière. Moins nombreuses parmi les gestionnaires de terres agraires, les femmes disposent de terres de qualité et de taille moindres. Un faible accès à la terre signifie aussi moins d'accès aux ressources d'eau, entraînant la mise en œuvre de pratiques agricoles peu productives et affectant grandement le niveau de vie des femmes dans ces exploitations. En Ouzbékistan, cela constitue un héritage de la réforme agraire et de la distribution des droits d'utilisation des terres, au cours de laquelle les familles composées uniquement de filles ont reçu moins de terres que celles composées de garçons. Dans des sociétés où le droit coutumier prime, si les lois des pays ne se montrent pas ouvertement discriminatoires en matière de propriété foncière à l'égard des femmes, leur application dans la réalité est tout à fait différente. Les femmes bénéficient d'un recours juridique ainsi que d'un accès à l'information inférieurs à ceux des hommes. Les titres de propriétés établis le sont également au nom du chef de la famille, majoritairement masculin¹⁷⁴. Au Kazakhstan, bien que la loi de 2009 sur les garanties publiques de l'égalité des droits et de l'égalité des chances des femmes et des hommes ait traité divers sujets quant aux droits des femmes, elle ne mentionne pas les problématiques de propriété foncière. Aussi, en 2016, les femmes n'avaient reçu que 12,6 % des parts des entreprises agricoles privatisées dans le pays¹⁷⁵.

Elles ne peuvent participer au maintien des moyens de subsistance de leur ménage, ni développer leurs micro et petites entreprises agricoles car l'obtention de crédit sans garantie est impossible. En 2019, seulement 5 % des femmes entrepreneures d'Asie centrale déclarent avoir emprunté de l'argent à des fins professionnelles¹⁷⁶. Si tous les pays d'Asie centrale ont supprimé les obstacles juridiques à l'accès aux comptes bancaires des femmes, les difficultés de transfert de propriété aux femmes après la migration des hommes et l'informalité des emplois occupés par les femmes, les empêchent d'obtenir des crédits sans garantie.

¹⁷³ Liamzon, C. Arevalo, A. Naungayan, M. Women's Land Rights in Asia. (2015). Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development. op. cit.

¹⁷⁴ Stanley V., Lamb T., De Martino S. (2013, Janvier). *Property Rights for Women in the ECA Region Results from Recent World Bank Projects*. The World Bank. Accessible sur :

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/844001468326186871/pdf/750280BRIOREPL00AES0Note0100PUBLIC0.pdf>

¹⁷⁵ Hayward D. (2022). *Kazakhstan - Contexte et gouvernance foncière*. Land Portal. Accessible sur : <https://landportal.org/fr/book/narratives/2022/kazakhstan#:~:text=Droits%20fonciers%20des%20femmes&text=Les%20femmes%20occupent%20une%20position,que%20dans%20les%20zones%20rurales.>

¹⁷⁶ SIGI (2019). *SIGI 2019 Regional Report Eurasia - Highlights*. op. cit.

C) Les conséquences d'un manque de perspectives genrées par les décideurs politiques

En Asie centrale, les femmes se heurtent à des difficultés en matière de gestion des ressources naturelles, en grande partie dues à un déficit éducatif et formatif, conséquence de leur rôle traditionnel confiné au foyer et aux tâches domestiques. Par ailleurs, les femmes qui ne participent pas au marché du travail, et qui réalisent uniquement du travail domestique non reconnu ni rémunéré, ont moins de possibilités d'améliorer leurs compétences et sont exclues de la sphère économique et politique. De surcroît, les stéréotypes de genre orientent leurs choix de carrière vers les sciences humaines plutôt que vers les secteurs scientifiques et techniques.

Qu'il s'agisse de la politique ou de la gestion des ressources naturelles, les femmes sont généralement écartées des structures décisionnelles, et les lois et réformes en vigueur dans les pays d'Asie centrale ne prennent pas en considération leurs besoins particuliers.

En politique, leur représentation est insuffisante, ce qui a pour conséquence l'absence de leurs perspectives dans l'élaboration des politiques, y compris celles environnementales. Les stratégies climatiques régionales n'intègrent pas adéquatement les vulnérabilités spécifiques des femmes face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Même si certains pays ont instauré des quotas pour stimuler leur participation, l'égalité des genres véritable reste un objectif lointain.

- Les freins à l'éducation et les défis professionnels : la mise à l'écart des femmes dans la gestion des ressources

Ces obstacles rencontrés par les femmes dans la gestion des ressources naturelles résultent d'un problème systémique de manque d'éducation des jeunes filles, qui sont encouragées à rester au foyer et à réaliser un travail domestique dès leur plus jeune âge. Les niveaux d'éducation sont plus faibles dans les zones rurales, et dans la région centrasiatique les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être sans emploi, sans éducation, ni formation, dit « NEET¹⁷⁷ ». En 2015, on comptait 22,7 % des jeunes femmes dans cette situation, contre 7,5 % des jeunes hommes en Asie centrale¹⁷⁸. Pourtant, les pratiques d'agriculture durables nécessitent un grand nombre de connaissances ainsi qu'un accès à la formation et aux informations. Dans certains pays d'Asie centrale, l'écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne leurs emplois et formations est particulièrement marqué. Au Kirghizistan, 30 % de femmes n'ont pas reçu de formation ni d'éducation et ne sont pas employées, contre seulement 12 % d'hommes¹⁷⁹. Au Tadjikistan l'écart est plus significatif avec 52 % de femmes, contre 30 % d'hommes¹⁸⁰. Le Kazakhstan se distingue en étant le pays ayant le plus bas taux de NEET féminin : 11 % de femmes sont sans emploi et n'ont pas reçu de formation¹⁸¹. Les femmes NEET, en ne participant pas au marché du travail et en n'acquérant pas d'expérience professionnelle, se trouvent dans une situation de vulnérabilité sociale et économique. N'étant pas employées, elles n'investissent pas dans le développement de leurs compétences et ont moins de possibilités d'améliorer leur employabilité future. Cette situation les rend davantage susceptibles d'être exclues par des institutions sociales discriminatoires qui limitent la participation des femmes dans la sphère

¹⁷⁷ NEET (Not in Education, Employment, or Training) est un acronyme utilisé pour décrire une personne qui n'est ni engagée dans des études, ni employée, ni en formation professionnelle.

¹⁷⁸ OCDE (2019). *Chapter 2 : The development cost of discriminatory social institutions*. In : Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for EurasiaHome. Accessible sur : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f6dfa21d-en/1/2/2/index.html?itemId=/content/publication/f6dfa21d-en&_csp_=f990744037b57ab8751f9fe409f1dbf5&itemIGO=oecd&itemContentType=book

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ Ibid.

économique et publique. Par ailleurs, Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water (CAY4W) et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute, explique que : « La manière dont les femmes et leurs rôles sont perçus, leur éducation, les mariages précoces dus à la vision traditionnelle du monde dans la région, et l'image selon laquelle elles devraient se contenter d'accomplir les tâches domestiques, d'être des épouses et de s'occuper des enfants sont autant de facteurs les faisant opter pour des tâches domestiques plutôt que pour une éducation plus poussée¹⁸² ».

L'éducation reflète également la discrimination et l'héritage patriarcal, dès le plus jeune âge. Les filles sont confrontées à une inégalité des chances et des libertés. Les sciences sont perçues à travers un prisme de stéréotypes de genre, où les sciences dites « dures » sont considérées comme masculines et sérieuses, tandis que les sciences dites « molles » sont considérées comme féminines et moins crédibles socialement¹⁸³. Cette distinction discriminatoire affecte les ambitions des femmes et des hommes. La députée tadjike Goulнора Amirchoïeva témoigne de la manière dont cette distinction discriminatoire déteint sur les ambitions des jeunes femmes et des jeunes hommes : « Les jeunes femmes veulent recevoir une éducation, être libres, réussir dans leur vie et faire carrière. Les jeunes hommes, quant à eux, pensent qu'ils resteront les maîtres du monde et qu'ils imposeront aux femmes leurs règles et leurs idées. Or, ces règles et ces idées vont à l'encontre des tendances contemporaines, elles sont un pas vers l'obscurantisme¹⁸⁴ ».

En outre, la ségrégation sexuelle de l'enseignement supérieur décourage les jeunes filles d'étudier. Les familles et les enseignant-es les incitent peu à faire des études supérieures, préférant les orienter vers un rôle domestique plus traditionnel. Les jeunes filles ne peuvent aussi se référer qu'à très peu de modèles féminins diplômées, ce qui les dissuade souvent de rejoindre les bancs des universités. Le Kazakhstan fait figure d'exception puisque la majorité des diplômé-es sont des femmes. Pour autant, elles ne sont pas également représentées dans les postes à responsabilité, comme l'explique Aigerim Kussaynkyzy « 60 % des titulaires d'une licence sont des femmes et 65 % détiennent une maîtrise. Les femmes sont plus éduquées, mais où sont-elles ? Pourquoi seulement 18% des députés au Parlement sont des femmes¹⁸⁵ ? » Malgré le niveau d'éducation de certaines femmes et les progrès effectués, elles ne sont pas intégrées au monde du travail, et leurs connaissances et leur expertise ne sont pas reconnues. Lorsqu'elles choisissent d'étudier, les jeunes filles vont plutôt vers des cursus en sciences sociales ou en journalisme, délaissant les domaines de la technologie, des sciences et de l'ingénierie¹⁸⁶.

Les femmes qui étudient redoutent souvent la transition vers le monde du travail, où leur employabilité se heurte aux normes patriarcales et aux bas salaires qui ne permettent pas de faire vivre leur famille. Les femmes gagnent jusqu'à 30 % de moins que leurs collègues masculins au Kirghizistan¹⁸⁷. Les normes

¹⁸² Entretien mené le 08 juin 2023 avec Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water (CAY4W) et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute.

¹⁸³ Suyarkulova, M. (2019). A view from the margins : alienation and accountability in Central Asian studies. openDemocracy. Accessible sur : <https://www.opendemocracy.net/en/odr/view-margins-alienation-and-accountability-central-asian-studies/>

¹⁸⁴ Asiaplus, Delrieu, A. B., & Durot, L. (2021). Pourquoi les femmes d'Asie centrale commencent à se dévêtir. Novastan Français. Accessible sur : <https://novastan.org/fr/societe-et-culture/pourquoi-les-femmes-dasie-centrale-commencent-a-se-devetir/>

¹⁸⁵ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

¹⁸⁶ OCDE (2019). *Chapter 2 : The development cost of discriminatory social institutions*. In : Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for EurasiaHome. op. cit.

¹⁸⁷ À noter que l'exemple du Kirghizistan est utilisé parce que les chiffres sont disponibles et pertinents, cependant la situation est probablement plus difficile au Turkménistan et en Ouzbékistan, malgré l'absence de données pour le confirmer.

discriminatoires prédominantes en Asie centrale découragent les femmes à chercher un emploi rémunéré. Selon l'OCDE, en 2014 en Ouzbékistan, 28 % de la population estime qu'il n'est pas acceptable qu'une femme travaille en dehors de la maison¹⁸⁸. Si les femmes ont moins accès à l'éducation et à la formation dès leur plus jeune âge, les phénomènes de migrations masculines les forcent à rester dans leur domicile pour prendre soin de la famille. Elles ont moins d'opportunités de rejoindre des groupes de femmes ou de gestion des ressources et donc de faire partie de réseaux, d'apprendre et de comprendre l'évolution des techniques de récoltes et le développement de la technologie¹⁸⁹. Le mariage est une autre tradition qui contribue au recul de l'éducation des jeunes filles. Tatiana Chernobil déclare : « les femmes ont le droit au congé de maternité rémunéré, et il existe une tendance, qui se poursuit et se renforce, selon laquelle les femmes choisissent de rester à la maison plutôt que de retourner à l'université afin de s'occuper de leurs enfants.¹⁹⁰ »

Ces phénomènes contribuent à les exclure ensuite de la mise en place de nouvelles technologies en lien avec la gestion des ressources naturelles. En ce sens, bien que les femmes d'Asie centrale disposent de larges connaissances liées à leurs expériences et aux savoirs transmis entre elles au sein des communautés, leurs compétences pour utiliser les technologies mises en place sont limitées. En outre, créées pour faire face aux problèmes de pénurie d'eau par des hommes, ces technologies sont difficiles à manipuler par les femmes. C'est le cas de certaines pompes à eau dont les poignées ne sont pas à portée des femmes, et que ces dernières peinent à manœuvrer, faute de force physique par exemple. De plus, lorsque ces technologies cessent de fonctionner, les femmes peuvent rarement y remédier puisqu'elles n'ont pas été formées à les réparer¹⁹¹.

- *Le manque d'inclusion des femmes : un défi persistant en politique*

Dans l'ensemble des pays de la région, les femmes sont sous-représentées dans les organes gouvernementaux, les postes à responsabilité et les assemblées législatives. Cela explique en partie l'absence de perspective genrée dans les textes de loi puisque les décideurs politiques sont majoritairement masculins, entraînant un manque de contributions féminines dans l'élaboration des politiques, notamment en réponse aux conséquences des changements climatiques. Malgré l'alerte des ONG et des organisations internationales sur l'importance d'une meilleure intégration des femmes dans l'exploitation des ressources, les pays d'Asie centrale n'ont pas mis en place de programmes d'aide ou de soutien destinés aux femmes et jeunes filles maintenant leur dépendance économique et leur invisibilisation.

Au Kirghizistan, bien qu'il y ait eu une femme présidente nommée Roza Otounbaïeva de 2010 à 2011, la tendance depuis les années 1990 démontre que les femmes sont de moins en moins nombreuses au sein du gouvernement, et qu'elles occupent majoritairement des postes à faible responsabilité¹⁹². Dans le pays, les chiffres exposent que, depuis 2011, chaque président a désigné seulement deux ou trois femmes à des postes gouvernementaux importants ; il n'y a eu ainsi qu'une vingtaine de femmes dans les gouvernements

¹⁸⁸ OCDE (2019). *Chapter 2 : The development cost of discriminatory social institutions*. In : Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for EurasiaHome. op. cit.

¹⁸⁹ Agrilinks (2018, 18 juin). *What Does Male Out-Migration Mean for Women in Tajikistan's Agriculture ?* op. cit.

¹⁹⁰ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Tatiana Chernobil, avocate spécialisée dans les droits humains et consultante indépendante à Almaty, au Kazakhstan. Elle est membre experte de la Coalition des ONG du Kazakhstan contre la torture et mentore dans le cadre des cours de formation de la Fondation Soros-Kazakhstan pour les jeunes défenseur-es des droits humains.

¹⁹¹ Buisson M.-C., MacDonald K., Saikia P., Balasubramanya S., Aslamy S., Horbulyk T. (2016, May). *Impact of water users associations on water and land productivity, equity and food security in Tajikistan*. op. cit.

¹⁹² Alexei, V., Wystup, C., & Jerome, E. (2023). *Kirghizstan : l'inégalité hommes-femmes en question*. Novastan Français. Accessible sur : <https://novastan.org/fr/kirghizstan/kirghizstan-linegalite-hommes-femmes-en-question/>

en dix ans et majoritairement aux postes de vice Première Ministre ou Ministre de la Santé, de l'Éducation, de Finances ou de la Justice.

Au Tadjikistan indiquent que l'objectif fixé pour 1995 de parvenir une représentation de 30 % des femmes dans la vie politique est encore loin d'être atteint en 2021¹⁹³. Le pays n'est pas parvenu à créer un environnement favorable à l'amélioration de la participation politique et de la prise de décision des femmes, et il n'a pas mis en place, tant au niveau législatif que pratique, des mesures spécifiques pour remédier à cette situation.

En ce qui concerne le Kazakhstan, Tatiana Chernobil témoigne du manque de continuité des politiques d'inclusion du gouvernement : « Dans la sphère politique, le parlement exige que les partis qui briguent des sièges aient une représentation féminine d'au moins 30 %. Toutefois, cette exigence ne s'étend pas au-delà des élections, puisque les partis peuvent choisir qui ils veulent pour le parlement une fois qu'ils ont gagné. Actuellement, le parlement compte seulement 17 % de femmes.¹⁹⁴ »

En 2020, les sièges de la Chambre législative de l'Ouzbékistan étaient occupés par 33 % de femmes, en accord avec la politique de quota, fixée à 30%, pour instaurer plus de parité en politique¹⁹⁵. Au Kazakhstan, bien qu'il soit également inscrit dans la Constitution depuis 2020 qu'un minimum de 30 % du nombre total de personnes figurant sur la liste d'un parti doit être constitué de femmes et de personnes âgées de moins de 29 ans, les femmes ne représentaient que 18 % des élu-es à la Chambre des représentants en 2023¹⁹⁶.

Certains pays d'Asie centrale ont adopté des systèmes de quotas afin de promouvoir l'égalité des genres et la représentation des femmes au parlement. Si cela a permis une faible progression, il reste encore du chemin à parcourir. Au Kazakhstan, en 2022, 27,4 % des membres du Parlement sont des femmes, et au Turkménistan ce ne sont que 25,9 % des membres du Parlement¹⁹⁷.

- *Les politiques climatiques des différents pays : quelle prise en compte de la question du genre ?*

Aucun des traités et textes de lois mentionnés précédemment en matière de droits des femmes n'aborde spécifiquement les changements climatiques sous l'angle du genre. Cela témoigne du manque de reconnaissance et de l'invisibilisation de la contribution essentielle des femmes dans le développement durable et la gestion des ressources, ainsi que de l'insuffisante considération de leur vulnérabilité face à ces changements. Toutefois, les États mettent parfois en place des programmes qui ont une dimension genre, bien que souvent secondaire quand elle est évoquée.

Le constat dressé par ONU Femmes au sujet du Tadjikistan met en évidence une lacune dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques qui ne prennent pas suffisamment en compte les besoins et les

¹⁹³ Turakhanova D. (2021, 16 mai). *Low women's political participation in Tajikistan : Will the anti-discrimination law be a solution ?* The Foreign Policy Centre. op. cit.

¹⁹⁴ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Tatiana Chernobil, avocate spécialisée dans les droits humains et consultante indépendante à Almaty, au Kazakhstan. Elle est membre experte de la Coalition des ONG du Kazakhstan contre la torture et mentore dans le cadre des cours de formation de la Fondation Soros-Kazakhstan pour les jeunes défenseur-es des droits humains.

¹⁹⁵ International IDEA. (s.d.). *Gender Quotas Database*. Accessible sur : <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas/country-view/297/35>

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ UNDP (2022, 29 Décembre) *Women in politics : where do we stand ?* Accessible sur : <https://www.undp.org/eurasia/publications/women-politics-where-do-we-stand>

vulnérabilités spécifiques des femmes et des hommes face à ces perturbations¹⁹⁸. Néanmoins, la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes pour 2019-2030 souligne le rôle crucial des femmes en tant qu'atout indispensable pour prévenir ces risques, cherchant ainsi à les reconnaître au-delà de leur statut de victimes.

Au Kazakhstan, le projet de transition vers un modèle d'économie verte, lancé en 2015 par l'UE et le PNUD, vise à mettre en place des initiatives durables dans différents secteurs, dont l'agriculture et les ressources renouvelables¹⁹⁹. Une attention particulière est portée aux besoins spécifiques des femmes rurales dans la mise en œuvre de ce projet. Cependant, l'évaluation des résultats reste difficile en raison du manque d'informations sur la mise en place et les objectifs. En revanche, en 2017, en collaboration avec ONU Femmes, le Ministère de l'Économie a mis en place le projet « Assistance à la réalisation des Objectifs de développement durable et à la mise en œuvre des engagements dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes au Kazakhstan ». Ce projet a pour but de développer des modules de formation pour les fonctionnaires et d'intégrer une perspective genrée dans le système de planification de l'État ainsi que dans les programmes budgétaires²⁰⁰. Cette initiative a conduit à la mise en place d'un plan d'intégration de la budgétisation sensible au genre depuis 2018, permettant l'augmentation des fonds dédiés à l'atteinte de l'égalité femmes hommes²⁰¹.

En Ouzbékistan, le gouvernement accorde peu d'attention aux enjeux climatiques, et sa stratégie de transition vers une économie verte pour la période 2019-2030, considérée comme sa politique la plus concrète en matière de développement durable, ne mentionne pas les femmes²⁰². Le comité des femmes d'Ouzbékistan, en place depuis 1991, travaille à la mise en œuvre de politiques gouvernementales concernant les femmes et participe à plusieurs événements des Nations unies, tels que le « Forum Asie centrale : Un passé et un avenir communs, une coopération pour le développement durable et la prospérité mutuelle », ou l'éco-forum de l'Ouzbékistan. Cependant, l'attention portée sur la question du genre reste souvent secondaire et le gouvernement ne prend pas de mesures concrètes à cet égard, malgré la mobilisation d'ONG telles que ONU Femmes.

Quant au Turkménistan, aucune considération de genre n'est prise en compte dans sa politique climatique, la seule étant la stratégie nationale sur les changements climatiques de 2012, qui ne fait aucune mention des femmes²⁰³.

Le Kirghizistan se démarque de ses voisins en faisant des efforts considérables pour intégrer les femmes dans le développement durable. Le pays reconnaît les inégalités liées à la gestion des changements

¹⁹⁸ National Review of the Republic of Tajikistan on the Implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action. (2020). UN Women. Accessible sur: https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/64/National-reviews/Tajikistan_English.pdf

¹⁹⁹ United Nations Environment Programme. (2020). Keeping Kazakhstan on the Path to a Green Economy. UNEP. Accessible sur: <https://www.unep.org/news-and-stories/story/keeping-kazakhstan-path-green-economy>

²⁰⁰ National Commission for Women's Affairs and Family And Demographic Policy. (2018). The Comprehensive Review Of The Beijing Declaration And Platform For Action (1995) Implementation Progress. Un Women. op. cit.

²⁰¹ National planning and budgeting. (s. d.). UN Women – Europe and Central Asia. Accessible sur: <https://eca.unwomen.org/en/where-we-are/kazakhstan/national-planning-and-budgeting>

²⁰² Décision Du Président De La République D'Ouzbékistan Sur L'Approbation De La Stratégie De Transition De La République D'Ouzbékistan Vers Une Économie « Verte » Pour 2019-2030. (2019). Climate Policy Radar. Accessible sur: https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/UZB/2019/strategy-on-the-transition-of-the-republic-of-uzbekistan-to-a-green-economy-2019-2030_d5b1510b211c038847910fbcfb75e215.pdf

²⁰³ National Climate Change Strategy Of Turkmenistan. (2012). Climate Policy radar. Accessible sur: https://www.climate-laws.org/document/national-strategy-on-climate-change_ae1c?q=Turkm%C3%A9nistan

climatiques, en identifiant les vulnérabilités sexospécifiques. Le programme pour la résilience climatique de 2018 et la stratégie de développement national pour la période 2018-2040 accordent tous deux une attention particulière à l'inclusion des femmes dans la politique kirghize²⁰⁴. Des mesures telles que la coordination avec les ONG et le secteur privé, ainsi que la structuration des institutions pour intégrer la dimension de genre dans les politiques, sont considérées comme des éléments clés de l'action gouvernementale²⁰⁵. Cependant, les récents amendements concernant la loi sur les ONG qui pourraient causer la fermeture de presque toutes les organisations des défenses des droits humains semblent indiquer que les droits des femmes ne sont ni garantis ni une priorité pour le pays²⁰⁶.

Une initiative intergouvernementale mérite également d'être soulignée, il s'agit du Dialogue des femmes. Créée en 2020 par des membres des gouvernements d'Asie centrale en collaboration avec les Nations unies, il s'agit de la première structure régionale de ce type. Ce dialogue sert de plateforme régionale visant à renforcer le rôle des femmes dans la vie politique, économique et sociale, et à soutenir la coopération entre les femmes de la région et leur contribution. Depuis sa création, le Dialogue a organisé de nombreux événements avec la participation de représentant-es politiques de chaque pays, et les gouvernements sont directement impliqués dans les discussions sur l'inclusion et la formation des femmes. Une attention particulière a été portée aux enjeux des changements climatiques lors des événements de 2022, tels que le Forum des femmes et de l'eau, le 4ème Forum des femmes de l'Organisation de coopération de Shanghai, le 14ème Sommet des femmes présidentes de parlement des États membres de l'Union interparlementaire, ainsi qu'un atelier régional destiné aux filles des pays d'Asie centrale²⁰⁷.

La prise en compte du genre évolue donc de manière positive dans les politiques climatiques d'Asie centrale, bien que la lenteur et la difficulté de la concrétisation des projets politiques soient inadéquates à la situation écologique et aux conditions de vie des femmes qui continuent de se détériorer.

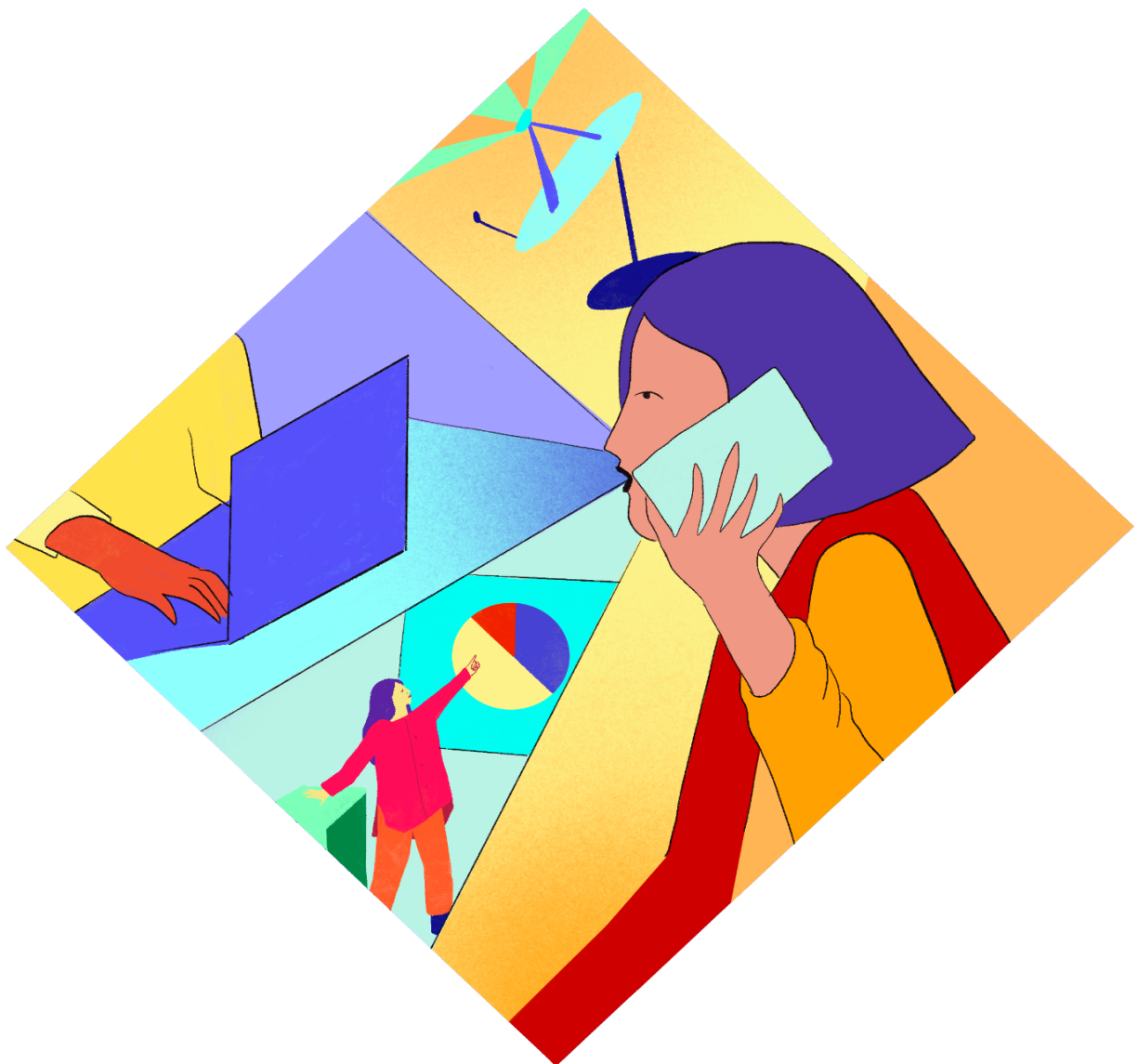
²⁰⁴ National Development Strategy Of The Kyrgyz Republic For 2018-2040 (2018). Climate Policy Radar. Accessible sur: https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/KGZ/2021/national-development-strategy-of-the-kyrgyz-republic-for-2018-2040_396697fc7f530c667a87d96f7ae21cf4.pdf

²⁰⁵ Climate Investment Programme Operational Framework for Managing and Accessing Climate Finance in the Kyrgyz Republic. (2018). Climate Policy Radar. Accessible sur: https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/KGZ/2018/climate-investment-programme-operational-framework-for-managing-and-accessing-climate-finance-in-the-kyrgyz-republic_9940cbfd0be66a84b445f8b7341b0a5c.pdf

²⁰⁶ Kalykov, M. (2023). Plusieurs organisations internationales ont demandé au Jogorku Kenesh de retirer le projet de loi « dangereux » sur les « agents étrangers ». KLOOP.KG - Nouvelles du Kirghizstan. Accessible sur: <https://kloop.kg/blog/2023/06/12/rvad-mezhdunarodnyh-organizatsij-prizvali-zhogorku-kenesh-otozvat-opasnyj-zakonoproekt-ob-i-noagentah/>

²⁰⁷ The Dialogue of Women of Central Asia : Empowering women in Central Asia | United Nations Development Programme. (2023). UNDP. Accessible sur: <https://www.undp.org/turkmenistan/publications/dialogue-women-central-asia-empowering-women-central-asia>

Partie III - Quelles perspectives pour les femmes dans un contexte de crises multiples ?



A) Responsabilité des États d'Asie centrale pour l'inclusion et l'autonomisation des femmes

Les États d'Asie centrale doivent œuvrer en faveur des droits des femmes et de l'égalité des genres. En ce sens, il est essentiel qu'ils promeuvent l'élimination des violences basées sur le genre et garantissent l'accès des femmes à l'éducation, à la santé et à la justice. Les gouvernements locaux doivent adopter des réglementations robustes et élaborer des politiques spécifiques pour protéger les droits des femmes.

Par ailleurs, l'implication des femmes dans les processus décisionnels et la valorisation de leur rôle dans la gestion des ressources naturelles, en particulier dans le domaine agricole et la gestion hydrique sont essentielles. Les politiques relatives à l'agriculture et à l'eau doivent reconnaître et mettre en avant le rôle des femmes pour assurer la sécurité alimentaire et la résilience face aux changements climatiques.

Enfin, il est crucial de travailler avec des réseaux et des organisations féminines de la société civile, de favoriser la participation des femmes aux instances décisionnelles et de sensibiliser le public à l'importance de l'égalité des genres et de la préservation de l'environnement, notions éminemment liées.

- Comment garantir les droits des femmes en Asie centrale ?

La promotion des droits des femmes et des filles ainsi que l'élimination des inégalités entre les femmes et les hommes et des vulnérabilités socio-économiques grandissantes sont des éléments centraux pour permettre l'avènement de sociétés égalitaires dans la région. Il est pour cela indispensable de leur donner du pouvoir pour les sortir, autant que possible, de leur situation de dépendance, résultante de la société traditionnelle patriarcale. Les gouvernements des pays d'Asie centrale doivent s'assurer que les femmes sont protégées juridiquement contre les violences basées sur le genre. Ils doivent également améliorer l'accès des filles et des femmes aux services de santé et d'éducation, à la protection sociale et à la justice. Guljamal Nurmuhammedova, affirme : « Les gouvernements peuvent faire beaucoup, mais pour cela, ils doivent comprendre les problèmes comme le font les ONG.²⁰⁸ ». En créant des conditions de vie plus sécurisées pour les femmes, ces mesures permettraient aussi de favoriser un développement durable et inclusif en réponse aux changements climatiques.

En juin 2023, une initiative prometteuse alliant les organisations de la société civile avec les gouvernements de tous les pays d'Asie centrale a vu le jour. Leyla Zuleikha Makhmudova expliquait : « le programme régional en Asie centrale a lancé une alliance contre la violence sexiste. Le gouvernement kazakh a continué à soutenir cette alliance, ce qui témoigne de son engagement²⁰⁹. » Ce type d'action permet d'encourager les gouvernements à s'investir pour les droits des femmes et leur protection, et doit être multiplié.

> Établir un cadre juridique respectueux des droits, visant à prévenir les violences basées sur le genre et à les punir de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, ainsi qu'offrant une protection aux survivantes de violences.

> Criminaliser toutes formes de violences basées sur le genre, dont la violence domestique, le viol, le viol conjugal, les mutilations génitales féminines et le harcèlement sexuel dans les écoles, les espaces

²⁰⁸ Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

²⁰⁹ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

publics et ceux en ligne.

> Mettre en place des mesures de protection et d'assistance pour les victimes de violences domestiques.

> Éliminer les exceptions légales, telles que le consentement judiciaire et parental, autorisant le mariage des filles ainsi que prévoir des sanctions pour toutes personnes favorisant le mariage de mineures et le mariage forcé par enlèvement.

> Mettre en place des politiques et des organes ministériels spécifiques aux femmes, distincts de ceux dédiés à la famille, afin de prendre en compte les besoins et les problématiques spécifiques aux femmes en tant que groupe distinct.

> Veiller à ce que les droits statutaires priment sur les lois coutumières, de manière à faire respecter les engagements juridiques en matière d'égalité pour les femmes et les filles.

> Supprimer les lois coutumières et/ou traditionnelles encourageant la conciliation et la médiation à tous les stades de la procédure légale du divorce, ainsi que celles qui le considèrent comme socialement indésirable.

> Garantir l'indépendance du système judiciaire et assurer l'application des mesures pour protéger les femmes par l'intermédiaire de commissions dédiées à l'égalité.

> Considérer les services de santé sexuelle et reproductive comme essentiels et accessibles à tous·tes, y compris l'avortement.

- La nécessaire intégration des femmes aux processus de décision

Les femmes agissent davantage en faveur de la sécurité humaine et de la compréhension des situations pour atteindre une vision commune et mettre en place des solutions efficaces²¹⁰. Intégrer les femmes aux processus et mécanismes locaux, communautaires, formels et informels de prise de décision liés aux ressources naturelles permet de bénéficier de leurs connaissances, ainsi qu'à une prise en compte de leurs besoins spécifiques pour la mise en place de solutions adaptées à tous·tes. De plus, l'autonomisation et l'intégration des femmes représentent une stratégie importante pour améliorer les résultats nutritionnels des enfants et assurer la sécurité alimentaire²¹¹. Finalement, et surtout, cela contribue à leur émancipation en leur donnant la possibilité de contribuer aux choix qui les concernent et à la visibilité de leurs rôles dans la société.

Si les femmes participent à des réseaux féminins, ces derniers sont gérés par les communautés et ne permettent pas toujours d'intégrer les femmes aux instances de décision. Il est donc essentiel que les

²¹⁰ Onyejekwe, C. (2005). *Les femmes, la guerre, la consolidation de la paix et la reconstruction*. Revue internationale des sciences sociales, 184, 301-307. Accessible sur : <https://doi-org.proxy.sciencespobordeaux.fr/10.3917/riss.184.0301>

²¹¹ Onah, M. N. (2021). Women's empowerment and child nutrition in South-Central Asia; how important is socioeconomic status? *SSM-Population Health*, 13, 100718. Accessible sur : <https://dppa.un.org/fr/women-peace-and-security>

instances gouvernementales et décisionnaires soutiennent ces réseaux afin d'inclure les femmes participant aux instances comme les AUE et de favoriser l'inclusion des femmes de manière globale. Des initiatives existent déjà, telles que l'association Women's Forum Kurak, créée en 2012, qui réunit les femmes kirghizes de différents domaines, ou encore le réseau d'organisations de la société civile du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan créé en 2015 et œuvrant à la protection des droits des femmes et des filles.

La région peut s'inspirer de projets tels que celui du PNUD Mali, mis en place au Mali et au Niger en 2020, pour renforcer la position politique et économique des femmes²¹². Il a permis diverses améliorations : l'implication active des femmes dans les structures de gouvernance officielles et non-officielles, le renforcement de l'autonomisation des femmes des communautés transfrontalières grâce à des initiatives de relèvement économique prenant en compte une gestion durable des ressources naturelles et enfin, le développement de la résilience des communautés face aux chocs environnementaux pouvant entraîner des conflits internes ou transfrontaliers.

> Soutenir et travailler avec les réseaux et les organisations de la société civile féminines sur le climat et la sécurité hydrique et alimentaire. En favorisant une perspective genre et climat, ces collaborations permettraient de développer des solutions et des initiatives indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région.

> Institutionnaliser la participation des femmes aux processus de décision, en mettant fin aux rôles sexospécifiques et aux stéréotypes de genre liés aux activités des femmes.

> Mettre en place des quotas de parité afin que les femmes participent aux instances de décision de manière durable et constante.

> Sensibiliser, par des campagnes destinées au grand public, quant au rôle essentiel des femmes dans les instances politiques, décisionnaires et dans l'économie.

- *Pour des politiques agricoles et hydriques inclusives*

La situation actuelle dans les pays d'Asie centrale laisse à penser que la région va devoir affronter des dérèglements climatiques accrus. Il est essentiel que les politiques agricoles des pays d'Asie centrale reconnaissent et mettent en valeur le rôle des femmes en tant qu'artisans de la sécurité hydrique et alimentaire. Leur expertise en matière d'agriculture, de gestion de l'eau et de préservation des ressources naturelles est cruciale pour assurer la résilience des communautés face aux défis environnementaux. En renforçant leur contribution, il est possible de mettre en place des stratégies plus efficaces et inclusives pour préserver les écosystèmes, améliorer la productivité agricole et assurer un accès équitable aux ressources vitales, tout en promouvant le développement durable à long terme. Selon Guljamal Nurmuhammedova, « Si nous parlons d'économie, nous devons informer les communautés de femmes sur les pratiques d'adaptation, l'obtention d'un revenu supplémentaire facultatif, les techniques avancées comme les serres et les techniques d'économie d'eau. Nous devons amener les responsables de l'économie

²¹² PNUD Mali (s.d.). *Femmes et gestion de conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur l'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles.* Accessible sur : <https://www.undp.org/fr/mali/projects/femmes-et-gestion-des-conflits-lies-aux-ressources-naturelles-approche-basee-sur-limplication-des-femmes-et-la-resilience-aux-effets>

à comprendre l'importance des questions liées à l'eau, car il est nécessaire de leur faire connaître et comprendre le coût des actions et des inactions²¹³. »

Pour élaborer des politiques climatiques efficaces, il est nécessaire que le discours des gouvernements sur le climat dépasse la simple considération des énergies vertes et adopte une approche holistique et inclusive de la prévention des changements climatiques. Les collaborations avec l'UE dans le cadre des programmes climatiques offrent une opportunité de promouvoir l'égalité des genres dans le domaine du travail. Durant la COP 27, l'UE et le Kazakhstan ont établi un partenariat stratégique afin de garantir un approvisionnement sûr et durable des matières premières²¹⁴. L'établissement de cette collaboration est à l'origine d'une initiative européenne visant à motiver une perspective genre dans leurs accords, et d'encourager le Kazakhstan à développer sa politique climatique au-delà des énergies vertes uniquement. D'autre part, l'initiative de Geres, ONG menant des actions climatiques, qui s'est engagée au Tadjikistan avec le soutien de l'Union européenne depuis avril 2022 pour un projet d'une durée de 5 ans, s'insère dans une démarche d'inclusion de plusieurs problématiques interconnectées²¹⁵. Leurs actions dans le pays visent à améliorer l'accès de la population à une alimentation durable et à une eau potable. L'organisation propose des solutions énergétiques pérennes en permettant l'accès à l'eau dans les établissements de la Vallée du Rasht, ainsi qu'en relocalisant des familles affectées par les catastrophes naturelles et en mettant en place des serres solaires passives.

> Éliminer les lois discriminatoires et les lacunes juridiques qui subsistent en matière de droits des femmes au travail.

> Garantir les droits fonciers des femmes afin de lutter contre les traditions et pratiques discriminatoires d'héritage patrilinéaire et de division inégale des terres.

> Sensibiliser les chefs de communauté quant à l'importance du rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles afin de renforcer l'effet des actions adoptées par les gouvernements en ce sens.

> Encourager la gestion de propriétés agricoles par les femmes en leur apportant le soutien légal et la formation nécessaire à cette fonction.

> Reconnaître la charge de travail due à la féminisation de l'agriculture et rétribuer les femmes à la hauteur de leur travail.

> Intégrer de manière institutionnelle les questions féministes et les enjeux climatiques par la mise en place de campagnes de sensibilisation sur l'égalité femmes-hommes conformément à la plateforme d'action de Beijing, à la CEDEF et aux accords de Paris.

> Inclure les comités d'État sur l'égalité femme-hommes lors des prises de décisions climatiques.

²¹³ Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

²¹⁴ Romano, V. (2022, 9 novembre). Un « partenariat stratégique » entre UE et Kazakhstan sur l'hydrogène vert et les matières premières. [www.euractiv.fr](https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/un-partenariat-strategique-entre-ue-et-kazakhstan-sur-lhydrogene-vert-et-les-matieres-premieres/). Accessible sur: <https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/un-partenariat-strategique-entre-ue-et-kazakhstan-sur-lhydrogene-vert-et-les-matieres-premieres/>

²¹⁵ Geres (2022, 9 juin). Au Tadjikistan, le Geres s'engage pour plus de résilience et de meilleures conditions de vie auprès des communautés rurales. op.cit.

> Encourager un partage égal des responsabilités domestiques et des soins au sein du ménage en réorganisant les rôles femmes/hommes de manière égalitaire.

> Mettre en place des initiatives de microfinancement et de subventions spécialement conçues pour soutenir les femmes engagées dans le travail agricole et la gestion des ressources naturelles.

B) De l'importance de promouvoir l'éducation et la formation des filles et des femmes

De multiples initiatives aux niveaux international, régional et local sont mises en œuvre pour assurer l'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes en Asie centrale. Des programmes d'agriculture et de sensibilisation ont vu le jour pour renforcer les connaissances des femmes en matière d'énergies renouvelables, d'agriculture nutritionnelle et de droits fonciers. Des formations et des camps de leadership pour les jeunes filles sont également organisés pour favoriser l'entrepreneuriat durable et améliorer leurs compétences professionnelles. En réponse à la fracture numérique, qui constitue un défi majeur pour les femmes et les filles de la région, des initiatives locales sont mises en place pour faciliter l'accès des femmes aux technologies et aux formations numériques. De plus, des ONG locales luttent activement contre les violences basées sur le genre. Ces mesures soulignent l'importance de l'éducation des femmes pour faire face aux défis régionaux et promouvoir l'égalité des genres.

La mise en place de réseaux d'aide et de partage est également essentielle pour le développement du capital humain dans la région. Différentes organisations facilitent les échanges entre les associations locales et soutiennent des projets inclusifs destinés à renforcer la compétitivité et l'indépendance des femmes rurales.

- Les initiatives internationales, régionales et locales de formation

Selon Cholpon Aitakhunova, « Donner une éducation aux filles et aux jeunes femmes affecterait l'ensemble des challenges que connaît la région. Plus nous donnons d'éducation et d'autonomie aux femmes, plus cela leur donne confiance en elles. Une femme éduquée élèvera également ses filles différemment en termes d'éducation.²¹⁶ » Ainsi, les formations dispensées aux femmes et jeunes filles en lien avec la gestion des ressources naturelles et l'entrepreneuriat vert constituent un facteur clé d'autonomisation et d'émancipation. Investir dans la professionnalisation des femmes et dans leur éducation permettrait de faire avancer l'agenda 2030 dans la région centrasiatique.

En 2017, l'USAID a développé des programmes agricoles visant à sensibiliser les femmes quant à leurs droits fonciers, à améliorer leurs connaissances en agriculture nutritionnelle²¹⁷ et ainsi permettre aux femmes de gagner en autonomie économique, de bénéficier d'une assistance et de mentorat afin de créer et/ou développer leurs petites entreprises²¹⁸. En novembre 2021, le PNUD a mis en place un camp de formation régional pour les filles en Ouzbékistan dans le but d'étendre et de renforcer les capacités de leadership des jeunes femmes, afin qu'elles puissent participer davantage à la vie publique et sociale²¹⁹. Ouvert à 30 participantes issues des cinq pays d'Asie centrale, ce programme visait à promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat durable des filles, ainsi qu'à développer leurs compétences professionnelles.

Dans la perspective d'autonomiser les femmes d'Asie centrale, en 2022, l'OSCE insistait sur leur potentiel comme actrices de changements aux niveaux local et national pour favoriser des systèmes d'énergie

²¹⁶ Entretien mené le 08 juin 2023 avec Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water (CAY4W) et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute.

²¹⁷ L'agriculture nutritionnelle est une approche du développement agricole basée sur l'alimentation. Elle place donc les aliments riches en nutriments et la diversité alimentaire au cœur de la lutte contre la malnutrition.

²¹⁸ USAID (s.d.). *Women's Empowerment and Gender Equality | Fact Sheet | Central Asia*. Accessible sur : <https://2017-2020.usaid.gov/central-asia-regional/fact-sheets/womens-empowerment-and-gender-equality>

²¹⁹ UNDP Uzbekistan (2012, 10 novembre). *Central Asian girls build capacity for leadership and gender equality*. Accessible sur : <https://www.undp.org/uzbekistan/press-releases/central-asian-girls-build-capacity-leadership-and-gender-equality>

efficaces et durables à travers des programmes d'apprentissage et des stages destinés aux jeunes femmes, ainsi que des tables rondes, des ateliers et des expériences dans les principales installations d'énergie renouvelables de la région²²⁰. Enfin, en avril 2023, l'OSCE et l'Université allemande du Kazakhstan (DKU) ont organisé 5 jours de formation sur les énergies renouvelables, adressées aux femmes d'Asie centrale âgées de 18 à 35 ans²²¹. Les participantes peuvent acquérir de nouvelles connaissances sur les technologies énergétiques vertes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, via des cours et une visite pratique d'une installation d'énergie renouvelable au Kazakhstan. C'est aussi l'occasion pour ces jeunes femmes d'élargir leurs opportunités professionnelles en interagissant avec des expert-es de l'industrie et des employeur-euses potentiel·les.

Les organisations internationales et gouvernementales ne sont pas les seules à agir en faveur de l'autonomisation et de la formation des femmes. Diverses ONG locales, à l'image de « Bishkek Feminist Initiatives²²² » au Kirghizistan ou encore « ACTED²²³ » en Ouzbékistan, mettent en place des formations, campagnes de sensibilisation et mesures d'indépendance économique en faveur de l'émancipation des femmes et contre les violences basées sur le genre en Asie centrale. Si ces initiatives sont moins nombreuses, elles restent importantes et bénéficient grandement aux femmes de la région.

Par manque de ressources, les organisations locales ne sont pas toujours en capacité de financer des programmes sur le long terme. Les organismes internationaux peuvent cependant agir en les soutenant directement ou en les aidant à obtenir des fonds de l'État pour le renforcement de leurs capacités²²⁴.

> Soutenir l'éducation des filles et des femmes pour assurer leur contribution à l'avènement de sociétés égalitaires et aux actions à mener pour relever les défis actuels dont les changements climatiques.

> Encourager et soutenir les initiatives nationales et locales par les organisations de solidarité internationale.

> Développer des formations ciblées dans la gestion d'énergies renouvelables et de ressources naturelles destinées aux jeunes femmes d'Asie centrale, et leur permettre de rencontrer des professionnel·les de ces secteurs, ainsi que des potentiels mentor·es et employeur·ses.

> Favoriser les stages et les expériences d'apprentissage sur le terrain afin que les femmes puissent acquérir une connaissance pratique et technologique des ressources naturelles et renouvelables.

D'autre part, la fracture numérique désavantage particulièrement les femmes et les filles en Asie centrale. Selon l'ONU, le numérique constitue un outil essentiel pour la transformation de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance ainsi que l'accroissement de l'inclusion et des opportunités économiques pour les

²²⁰ OSCE (s.d.). *Empowering Young Central Asian Women in the Energy Transition*. Accessible sur : <https://www.osce.org/oceea/524055>

²²¹ OSCE (s.d.). *Call for Applications: training course for young Central Asian women in renewable energy*. Accessible sur : <https://www.osce.org/secretariat/537128>

²²² Bishkek Feminists Initiatives. (s.d.). *Women Platform*. Accessible sur : <https://womenplatform.net/organization/bishkek-feminists-initiatives/>

²²³ ACTED. (2023, 5 Juin). *Ouzbékistan - ACTED*. Accessible sur : <https://www.acted.org/fr/pays/ouzbekistan/>

²²⁴ Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

femmes²²⁵. Cela permet donc aux femmes et aux filles d'accéder à l'information, à des opportunités de carrière et à de nouvelles ressources économiques. Face à cela, des initiatives locales menées par des ONG ont vu le jour, tel que « Technovation Kazakhstan », créé en 2016 à destination des filles de 10 à 18 ans afin de les inciter à devenir des agentes d'innovation apportant des solutions aux problèmes de leurs communautés au moyen des technologies et de entrepreneuriat²²⁶.

En Asie centrale, certaines femmes agentes du changement durable, ont mis en place des actions afin de défendre une justice climatique et féministe. C'est le cas d'Ainura Sagyn, une jeune femme kirghize, écoféministe et ingénieure en logiciels informatiques. Elle a créé l'application Tazar, reliant les producteur·ices de déchets aux recycleur·es et éduquant les consommateurs à la gestion des déchets dans le pays. 65% des utilisateur·ices de cette application sont des femmes sans emploi qui vendent leurs déchets triés contre des points qu'elles peuvent échanger pour de l'argent²²⁷.

En 2021, et à l'aide d'ONU Femmes, le gouvernement du Kazakhstan a ouvert 17 centres de développement de l'entrepreneuriat féminin (WEDC) pour favoriser une plus grande accessibilité des outils technologiques²²⁸. Ces centres proposent des cours sur le marketing des médias sociaux et le commerce, l'utilisation d'outils électroniques, ainsi que sur les financements et l'accès à des réseaux professionnels. En mai 2023, ces réseaux implantés au Kazakhstan avaient bénéficié à 9 000 femmes²²⁹.

Cependant, les gouvernements ne facilitent pas toujours l'accessibilité des réseaux de communications. Depuis 2022, le nouveau dictateur turkmène, Serdar Berdimouhamedov, restreint également davantage l'accès à Internet, déjà limité dans de nombreuses régions, tout en démentant les accusations. Aujourd'hui, il souhaite créer un réseau numérique national en se détachant de la scène internationale. Dans ce contexte, la société civile est exclue et n'a aucune possibilité d'exercer son pouvoir.

> Ensure free access to social networks and cyberspace throughout the region.

> Ensuring that girls and women have access to technologies and training to reduce the digital divide and promote their empowerment.

> Providing women with basic financial services and promoting their professional activities and integration in areas hitherto dominated by men, in order to guarantee their economic empowerment.

- *La création et la mise en lien de réseaux de soutien et d'échange*

En Asie centrale, des réseaux visant à mettre en lien et à soutenir des usager·es de l'eau, des agriculteur·rices, ou encore des jeunes ont vu le jour. Ces organisations permettent à leurs membres de suivre des campagnes de sensibilisation, de renforcer les liens à l'échelle régionale et les échanges interpersonnels, mais aussi de promouvoir leur indépendance financière. Cholpon Aitakhunova, explique le

²²⁵ Blazhevskaja, V. (2022). *Amid challenges hope emerges in Central Asia*. United Nations Sustainable Development. Accessible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2022/07/amid-challenges-hope-emerges-in-central-asia/>

²²⁶ Yerekeshcheva, L. (2021). *Youth of Central Asia, challenges for peacebuilding : a comprehensive research review*. UNESCO. op.cit.

²²⁷ ONU Femmes (2022, 11 mars). *Cinq jeunes femmes en première ligne de l'action climatique à travers l'Europe et en Asie centrale*. Accessible sur : <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/reportage/2022/03/cinq-jeunes-femmes-en-premiere-ligne-de-laction-climatique-a-travers-leurope-et-en-asie-centrale>

²²⁸ UN Women (2023, 19 mai). *Supporting women's entrepreneurship in Kazakhstan*. Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/stories/news/2023/05/supporting-womens-entrepreneurship-in-kazakhstan>

²²⁹ Ibid.

but du réseau Central Asia Youth for Water créé en 2019 : « Nous menons un certain nombre d'actions, toutes liées à la sensibilisation, à l'éducation et à l'engagement dans le dialogue, y compris le dialogue intergénérationnel, afin d'essayer de mettre en relation les jeunes experts et les experts plus âgés²³⁰ ». Ces organisations sont donc essentielles car elles contribuent au développement du capital humain dans la région en permettant aux femmes et aux jeunes de s'entraider, de s'autonomiser et d'évoluer en étant entourés.

Au Tadjikistan, Uguloy Abdullaeva est l'une des premières femmes à la tête d'une association locale des usagers de l'eau. Elle a ainsi éduqué sa communauté et collecté de nombreuses redevances dans son AUE²³¹. Déjà respectée à l'échelle locale pour son travail en faveur d'un approvisionnement en eau sûr, elle a été nommée cheffe de district en mars 2020 afin de défendre les droits des femmes en tant qu'utilisatrices d'eau et au sein des AUE. L'objectif est d'encourager la participation des femmes aux réseaux d'entraide et à la gestion d'eau. Pour Uguloy Abdullaeva, « Voici le secret : laissez les femmes diriger²³² ».

Le développement de réseaux de soutiens et d'échanges pour les femmes étant nécessaire, l'ONG Global Water Partnership (GWP), créée en 1996, se consacre à la formation et à l'amélioration de la gestion de l'eau à travers le monde, y compris en Asie centrale. Guljamal Nurmuhamedova souligne que l'ONG facilite les échanges entre les associations locales et soutient des projets inclusifs qui favorisent la formation des femmes et leur accès à des techniques renforçant leur compétitivité et leur autonomie. De plus, elle déclare : « En tant que réseau de partenariat, nous sommes efficaces dans la modération des dialogues entre les autorités publiques, le secteur des affaires et la société civile afin de parvenir à une compréhension mutuelle et de développer des solutions appropriées pour les problèmes d'intérêt régional, national et local.²³³ »

Dans plusieurs pays, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), ONU Femmes et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont travaillé conjointement à la mise en place du programme sur l'accélération des progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales (JP RWEE)²³⁴. Son objectif est d'assurer la sécurité économique, les droits et la résilience des femmes vivant en milieu rural, en alignement avec l'Agenda 2030. Aussi, ce programme vise à améliorer le statut des femmes rurales afin qu'elles deviennent économiquement autonomes en se concentrant sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus et de l'autonomie économique, le renforcement de la participation et du leadership féminin dans les institutions rurales, et l'égalité des genres en politique. Mis en œuvre entre 2014 et 2021 au Kirghizstan et résultant en une augmentation des revenus des femmes rurales, en une amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire ainsi qu'un accroissement des femmes rurales participantes prenant des positions de direction dans leurs communautés²³⁵, un projet de la sorte pourrait être poursuivi et implanté dans d'autres pays d'Asie centrale.

²³⁰ Entretien mené le 08 juin 2023 avec Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water (CAY4W) et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute.

²³¹ UN Women (2020, 14 octobre). *Uguloy Abdullaeva: Want water in Tajikistan? Let women lead!* Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/news/stories/2020/3/uguloy-abdullaeva-want-water-in-tajikistan-let-women-lead>

²³² Ibid.

²³³ Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase

²³⁴ IFAD (s.d.). *Joint Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women*. Accessible sur : <https://beta.ifad.org/en/web/guest/jprwee>

²³⁵ FAO, IFAD, UN Women (2021, 22 Novembre). *Final evaluation of the Kyrgyzstan Joint UN Women/ FAO/ IFAD/ WFP. Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women*. Accessible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000134204/download/>

> Garantir la participation des filles et femmes d'Asie centrale aux réseaux de gestion de ressources existants, comme les associations d'usagers de l'eau, dans les instances de décision et de direction.

> Encourager la création de réseaux féminins de gestion des ressources régionaux et locaux.

> Mettre en place des programmes initiés par les ONG locales et régionales, et soutenus au besoin par des organisations internationales, à l'image du JP RWEE, afin de travailler en faveur de l'autonomisation et de la sécurité des filles et femmes rurales d'Asie centrale.

C) L'avenir de l'Asie centrale : trois facteurs déterminants pour bâtir une société égalitaire

Face aux changements climatiques à venir, il est essentiel d'agir en faveur d'une société inclusive, égalitaire et respectueuse des objectifs du développement durable.

Compte tenu du contexte autoritaire qui limite la liberté d'expression et restreint les activités des ONG, il est important de protéger la société civile qui joue un rôle crucial dans l'instauration et la consolidation de la démocratie, ainsi que dans la protection des droits humains. Pour ce faire, il faut soutenir financièrement et techniquement les organisations de la société civile, promouvoir leur participation politique et faire pression sur les gouvernements pour mettre fin à la répression violente. Il faut s'assurer que leur voix soit entendue dans les instances de décision concernant l'environnement et les ressources naturelles afin de faire avancer les initiatives à toutes les échelles.

En outre, la région est susceptible de connaître une intensification des conflits relatifs aux ressources naturelles, augmentant ainsi l'insécurité des femmes et des filles d'Asie centrale. Il est donc impératif d'impliquer les femmes dans les processus de paix, de valoriser leur rôle actif et d'élaborer des politiques adaptées à leurs besoins.

Dans ce contexte, l'Agenda 2030 et les ODD offrent un cadre d'action pour aborder ces multiples enjeux régionaux. En ce sens, pour répondre aux défis énergétiques, climatiques et sociaux de la région, une coopération régionale renforcée apparaît comme incontournable.

- *Protéger la société civile centrasiatique*

Le contexte autoritaire qui prévaut dans les pays d'Asie centrale limite la liberté d'expression, restreint les activités des ONG et exerce des pressions sur les militants et les défenseurs des droits humains. Les médias sont étroitement surveillés et contrôlés, ce qui limite la diffusion d'informations indépendantes et entrave le travail des organisations de la société civile²³⁶. Or, il est essentiel de protéger les droits de la société civile et de promouvoir les libertés individuelles, y compris la liberté d'expression et d'association. La société civile joue son rôle non seulement pour instaurer la démocratie mais également pour la consolider grâce au contrôle, à la surveillance et la limitation de l'exercice du pouvoir par l'État et l'obliger à rendre des comptes. En Corée du Sud, la mobilisation d'une coalition de la société civile a fait plier le gouvernement et l'a forcé à instaurer une démocratie en 1987, avant d'être reconnu officiellement comme troisième pouvoir politique en 1997²³⁷. Résoudre les problèmes climatiques ne pourra se faire sans inclure la société civile qui agit au plus proche des communautés concernées, comprend la nécessité d'adopter une perspective de genre pour s'adapter aux changements climatiques et permet de nourrir la diversité de points de vue sur le sujet. Elle doit donc pouvoir s'exprimer librement et avoir accès à l'espace numérique.

La protection de la société civile revêt une importance cruciale pour garantir les droits fondamentaux, promouvoir l'égalité des genres et relever les défis des changements climatiques. Cela constitue le point de départ nécessaire pour une réflexion politique écologique féministe. Les combats féministes et de justice climatique menés par les organisations de la société civile font la promotion d'une approche transversale et sensible aux expériences des personnes concernées. D'après Aigerim Kussaiynkyzy « 90% des activistes

²³⁶ Ecollet. (2023). In Tajikistan repression continues. Novastan English. Accessible sur: <https://novastan.org/en/tajikistan/in-tajikistan-repression-continues/>

²³⁷ Bunbongkarn, S. (2004). The Role Of Civil Society In Democratic Consolidation In Asia. Accessible sur: https://dkiapcss.edu/wp-content/uploads/2010/PDFs/Edited%20Volumes/GrowthGovernance_files/Pub_Growth%20Governance/Pub_GrowthGovernancech10.pdf

civiques sont des femmes au Kazakhstan et couvrent tous les sujets : les questions relatives aux femmes bien sûr, mais aussi le soutien à l'Ukraine, la lutte contre la corruption, la violence contre les enfants, les droits des animaux et bien d'autres questions encore [...] Chaque pays devrait avoir au moins dix ONG dédiées aux droits des femmes afin de couvrir tous les sujets et d'être productif²³⁸. » Protéger et encourager leur participation politique pour un avenir climatique durable et équitable semble donc impératif. Il s'agit d'inclure la société civile et les ONG dans les décisions politiques pour penser l'intersectionnalité des enjeux de société. Elles permettent la prise en compte des personnes vulnérables et la mise en avant des personnes susceptibles d'apporter une solution efficace et durable aux enjeux.

Cependant, elles font face à des obstacles tels que le manque de financements, la stigmatisation sociale et les mesures restrictives imposées par les gouvernements. L'aide internationale est fondamentale face aux difficultés économiques des Républiques centrasiatiques, comme l'explique Leyla Zuleikha Makhmudova : « Les changements structurels requis par les conventions et accords internationaux peuvent être coûteux, ce qui fait que les gouvernements n'ont pas les moyens de procéder aux transformations nécessaires. C'est pourquoi les questions et les programmes de développement dépendent souvent d'agences de financement étrangères²³⁹. » Le soutien financier et technique aux ONG permet donc de renforcer leurs capacités et leurs actions sur le terrain. Il faut également penser leur pluralité et garantir le développement d'organisations spécialisées dans les différents enjeux afin d'apporter la réponse la plus adaptée.

En outre, la solidarité régionale et internationale est essentielle pour protéger la société civile centrasiatique. Les gouvernements et les acteurs de la communauté internationale doivent soutenir activement les efforts visant à promouvoir les droits de la société civile, à renforcer les mécanismes de protection des militants et des défenseurs des droits humains, et à encourager un environnement propice à la liberté d'expression et d'association. Il faut soutenir les initiatives de regroupement et d'alliance et garantir un espace de dialogue interrégional. Leyla Zuleikha Makhmudova aborde les difficultés de coopération entre les acteur-ices : « Je recommande de travailler directement avec les activistes et les organisations d'Asie centrale, de voyager dans la région et d'interagir avec elleux pour comprendre leurs réalités. Il est essentiel de dépasser la perspective centrée sur l'Occident qui domine les discussions sur le développement. Pour soutenir les organisations de la région, il est important d'avoir une analyse intersectionnelle et d'éviter d'imposer des agendas aux mouvements. Les ONG extérieures à l'Asie centrale devraient également s'efforcer d'être des alliées solidaires plutôt que des représentantes de communautés dont elles ne font pas partie²⁴⁰. » Les organisations internationales doivent donc travailler au plus proche et des organisations de la société civile pour une meilleure compréhension des enjeux spécifiques de la région et ainsi adapter leur aide aux besoins des populations.

> Promouvoir l'épanouissement des organisations de la société civile afin de faire avancer les droits des femmes.

> Faciliter la participation de la société civile dans les décisions politiques et les incluant dans les négociations, sollicitant leur expertise et promouvoir une approche multisectorielle

²³⁸ Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

²³⁹ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

²⁴⁰ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

- > **Soutenir financièrement et légalement la création d'ONG afin d'encourager leur diversité**

- > **Faire pression sur les gouvernements de la région pour mettre fin à la répression violente de la société civile centrasiatique grâce à des campagnes internationales.**

- > **Renforcer la protection des militants qui implique des politiques pour garantir leur sécurité mais également un suivi et une réponse en cas d'atteinte aux droits humains.**

- > **Renforcer la coopération internationale avec l'Asie centrale pour promouvoir l'ensemble des organisations de défense des droits humains par le financement, la création de programmes de formation, l'échange d'expertise, des financements conjoints et de partenariat stratégique à l'échelle locale.**

- > **Promouvoir le dialogue entre les ONG locales et internationales afin d'adapter le modèle de soutien à la situation particulière de la région**

- *L'exacerbation des conflits autour des ressources naturelles : quelle dimension pour le genre ?*

Si les prévisions annoncent un risque de +1,0°C en Asie centrale d'ici 2050, les modèles de la phase 6 du Projet de comparaison de modèles couplés (CMIP6) prévoient un réchauffement de jusqu'à 5,3 °C au Kirghizistan²⁴¹. Par ailleurs, selon la Banque mondiale, si la croissance démographique continue au rythme de 1,5 % par an, l'approvisionnement en eau ne pourrait représenter qu'un quart de la consommation moyenne actuelle d'ici 2100²⁴². Déjà touchée par des conflits et tensions liés aux ressources naturelles, à l'image des affrontements ayant lieu le long de la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan au sujet de l'irrigation en 2021, la région doit se préparer à un accroissement et une intensification de tels heurts aggravés par les dérèglements climatiques et les pénuries de ressources hydriques et alimentaires. La sécurité présente un double enjeu pour les femmes : il est question de leur protection face aux conflits et aux changements climatiques, mais aussi de leurs actions en faveur du développement durable dans la région, afin de maintenir la sécurité dans les pays. La mise en place d'actions dans les zones touchées par ce double impératif sécurité et climat est donc indispensable.

La région centrasiatique est confrontée à un risque d'instrumentalisation de la précarité de la population par les États qui pourraient maintenir la dépendance économique des individu-es afin de renforcer leur contrôle. L'un de leurs moyens d'action est de conditionner l'accès aux services publics essentiels tels que la santé, l'éducation ou le logement en fonction de la loyauté au gouvernement. En outre, l'insécurité et la pauvreté pourraient être mises à profit par des groupes armés en opposition aux régimes en place cherchant à prendre le pouvoir, ou instrumentalisées par les régimes totalitaires. En offrant aux populations des promesses de sécurité, de justice sociale ou encore de stabilité économique par des discours populistes, ces groupes armés alimenteraient leurs troupes et gagneraient en influence. Une fois au pouvoir des politiques autoritaires et répressives pourraient être adoptées. Ce scénario est envisageable dans une région où les conflits, les dérèglements climatiques et la pauvreté affaiblissent la population. En Afghanistan, les Talibans ont consolidé leur pouvoir en exploitant les conséquences dévastatrices de la sécheresse, des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire croissante, qui ont laissé le pays en ruines. En payant leurs combattants 5 à 10 dollars par jour, ils encouragent notamment les agriculteurs,

²⁴¹ Standal, K., Daloz, A.S., Kim, E. (2023). A Gendered Approach to Understanding Climate Change Impacts in Rural Kyrgyzstan. SpringerBriefs in Climate Studies. op.cit

²⁴² Dion, S. (2021, 25 mars). *Gestion de l'eau en Asie centrale et dans le monde : Pas de solution sans les femmes*. AMC. op. cit.

payés 1 dollar par jour²⁴³, à les rejoindre. En Asie centrale, des signes tels que les affrontements entre le Tadjikistan et le Kirghizistan, la disparition ou l'amointrissement de sources d'eau comme la mer d'Aral et la mer Caspienne pourraient être des facteurs de tensions aggravées. Pour Leyla Zuleikha Makhmudova, le futur du féminisme se joue dans la prise en compte de ces questions : « Je pense que l'avenir du féminisme en Asie centrale est lié à l'intersection de la réponse aux urgences climatiques et de la résolution des conflits, notamment en raison de la violence militaire russe et de la violence structurelle chinoise dans la région. La proximité de la région avec ces pays rend ces questions importantes²⁴⁴. »

En outre, les changements climatiques entraînent le déplacement massif de population, qui en font des groupes plus facilement recrutables en raison de leur vulnérabilité. Selon les estimations de la Banque mondiale, d'ici 2050, l'Asie centrale comptera près de cinq millions de migrant-es climatiques, ce qui risque d'accentuer leur précarité, tout en alimentant de nouveaux conflits dans la région²⁴⁵. Ce fut le cas après le tremblement de terre de 1992 au Kirghizistan ou l'inondation de mars 2005 au Kazakhstan qui ont généré des déplacements majeurs de population²⁴⁶. Avec la progression rapide des changements climatiques et des catastrophes naturelles à prévoir, il est important d'anticiper les risques et de protéger les populations les plus vulnérables.

Dans cette perspective, prendre conscience de l'importance de l'implication des femmes lors des conflits, de leur prévention et de leur résolution devient indispensable. Il est avéré qu'en raison de leurs rôles au sein des communautés, l'engagement des femmes dans les processus de paix permet de mobiliser l'ensemble du tissu social et de rendre les accords de paix plus efficaces et pérennes : cela augmente de 35 % les chances d'une paix durable²⁴⁷. Inclure les femmes et leurs perspectives permet d'assurer la prise en compte des questions d'égalité des genres, ainsi qu'une plus grande diversité de priorités liées aux fondements de démocraties garantissant les droits humains et le développement de l'ensemble de la société. En outre, leurs responsabilités dans la gestion des ressources et la sécurité hydrique et alimentaire de leurs familles et des communautés leur confèrent un rôle non négligeable dans le maintien de la paix dans la région.

Au vu des tensions possibles dans la région centrasiatique, et des éléments connus sur la place des femmes dans la société et dans la gestion des ressources, il est nécessaire que l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité soit complété. Adopté par la résolution 1325 en 2000, cet agenda vise à promouvoir le rôle des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix. Il repose sur la reconnaissance du fait que les femmes et les filles sont les principales victimes des conflits armés, et qu'elles doivent être intégrées en tant qu'actrices aux processus de paix et de sécurité durable. À partir de 2010, divers États ont adopté des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre la résolution 1325, mais ce n'est le cas d'aucun État d'Asie

²⁴³ Lacroux, M. (2021, 4 septembre). *Conflit : Afghanistan : comment les talibans ont tiré parti du changement climatique*. Libération. Accessible sur :

https://www.liberation.fr/environnement/climat/afghanistan-comment-les-talibans-ont-tire-parti-du-changement-climatique-20210905_JIOJ3E4IAVFG5MROX3G5E5O344/

²⁴⁴ Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

²⁴⁵ Voegele, J. (2023, 7 juin). Des millions de personnes déplacées : l'incidence du changement climatique sur les migrations internes. Banque mondiale | Blogs. Accessible sur:

<https://blogs.worldbank.org/fr/voices/des-millions-de-personnes-deplacees-lincidence-du-changement-climatique-sur-les-migrations>

²⁴⁶ Revert, A. (2022). Au Tadjikistan, le Geres s'engage pour plus de résilience et de meilleures conditions de vie auprès des communautés rurales. Geres. op.cit.

²⁴⁷ Barsa, M. & Holt-Ivry, O. & Muehlenbeck, A. (2016). Inclusive Ceasefires: Women, gender, and a sustainable end to violence. Inclusive Security. Accessible sur: <https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2016/03/Inclusive-Ceasefires-ISA-paper-Final-3.10.2016.pdf>

centrale. Pourtant, encourager la participation des femmes aux gestions de conflits dans la région est impératif.

En outre, l'ensemble des résolutions composant cet Agenda ne mentionnent pas les problèmes de dérèglement climatique et l'impact que ces derniers ont sur les femmes. En 2022, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) des Nations unies a publié une note de pratique au sujet des répercussions des changements climatiques sur les processus de médiation et de paix. Ce document présente une première ébauche intersectionnelle, identifiant les liens entre les femmes, la paix et la sécurité et les changements climatiques et proposant des approches tenant compte de ces intersections lors de l'analyse des conflits, des politiques publiques et des stratégies de prévention de conflits²⁴⁸. L'Asie centrale devrait pouvoir bénéficier de dialogues mis en place par l'ONU, à l'image de celui organisé en avril 2022, entre l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur le climat, la paix et la sécurité, afin d'échanger des opportunités pour une action climatique positive en faveur de la paix dans la région²⁴⁹. Cela a, par ailleurs, permis l'organisation en 2023 d'une conférence régionale sur le sujet.

Bien que les organisations internationales et locales commencent à s'intéresser au lien entre genre, climat et sécurité, ces initiatives ont une portée encore limitée dans une région où les dérèglements climatiques vont aggraver les tensions déjà existantes sur la gestion des ressources.

> Adopter l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, et présenter leur plan d'action national pour sa mise en œuvre.

> Reconnaître et valoriser le rôle actif des femmes en tant qu'actrices dans la gestion, prévention et résolution de conflits, en évitant de les victimiser et de les déposséder de leur rôle.

> Collaborer avec les femmes leaders de la gestion agricole et hydrique et les ONG locales pour développer des solutions concrètes adaptées aux contextes régionaux et situationnels.

> Reconnaître que l'égalité des genres est un élément essentiel pour maintenir la paix et la sécurité intra et interétatiques.

> Initier des discussions régionales de prévention et d'adaptation aux changements climatiques afin de prévenir tout conflit à venir.

- Objectifs du développement durable et prise de conscience émergente : un potentiel à exploiter

En Asie centrale, les différentes organisations locales, nationales, régionales ainsi que les gouvernements prennent en compte progressivement les problématiques liées aux dérèglements climatiques et aux droits des femmes et des filles. Malgré la signature d'accords internationaux et la mise en place de stratégies nationales pour la gestion de l'eau, le non-respect de ces accords reste un problème majeur²⁵⁰. Cette situation met en évidence la nécessité de trouver des solutions durables et équilibrées pour la gestion de l'eau en Asie centrale, afin de prévenir de futurs conflits et de garantir un accès équitable à cette ressource

²⁴⁸ UN DPPA (2022, Novembre). *Weathering Two Storms : Gender and Climate in Peace and Security*. op. cit.

²⁴⁹ UN DPPA (2023). *Factsheet : Climate, Peace and Security*. Accessible sur : https://dppa.un.org/sites/default/files/climate_peace_and_security.pdf

²⁵⁰ Bayou, C. (2019, 5 novembre). L'eau en Asie centrale : un dialogue difficile. REGARD SUR L'EST. Accessible sur: <https://regard-est.com/leau-en-asie-centrale-un-dialogue-difficile>

essentielle. Cette question est d'autant plus urgente que selon une étude de l'université de Pennsylvanie en 2022 prévoit que d'ici 2060, l'Amou-Darya verra sa capacité d'approvisionnement en eau baisser de 119%, conduisant à un manque d'eau potable sur l'ensemble de la région²⁵¹. Diverses initiatives et dialogues ont donc émergé ces dernières années, premiers pas vers une approche transversale intégrant genre et climat. Guljamal Nurmuhammedova témoignait de ce phénomène : « Au niveau du bassin, la Commission de l'eau Chu-Talas promeut la coopération bilatérale entre le Kazakhstan et le Kirghizstan et vise à améliorer l'accès à l'information en impliquant les parties prenantes dans le processus de gestion des rivières et en promouvant des activités pour la protection des écosystèmes aquatiques. Créée en 2005, cette commission est toujours considérée comme une réussite et un modèle idéal pour l'Asie centrale. Elle fonctionne grâce au secrétariat présenté par le Kazakhstan et aux équipes d'experts du Kirghizstan, toutes deux dirigées par des femmes. Il ne fait aucun doute que ce facteur est un moteur important de l'efficacité et de la réussite de la Commission. En outre, l'efficacité du travail de la Commission dépend largement d'une vision et d'une compréhension communes des défis, ce qui est important pour la synergie entre les autorités et les pouvoirs des institutions gouvernementales, les intérêts des communautés d'affaires et la capacité d'adaptation des ONG²⁵² ».

En 2022, a eu lieu la dernière édition du Dialogue des femmes, mené sous la présidence du Turkménistan et sur le thème du climat. Ce dialogue a permis de créer une plateforme régionale favorisant l'échange, la promotion de l'égalité des genres et des pistes de solutions durables pour l'autonomisation des femmes, la préservation de la paix et la stabilité régionale. En 2022, cet événement a réaffirmé le rôle des femmes dans la lutte contre les changements climatiques, la dégradation de l'air et des ressources naturelles. Les chefs d'États y ont aussi discuté de l'importance des femmes pour l'atteinte des ODD de l'Agenda 2030, par le biais de la garantie de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'augmentation de la participation des femmes à la vie publique et dans la prise de décisions dans les sphères politiques, économiques et sociales. Si cette initiative semble perdurer en Asie centrale, étant dirigée en 2023 par le Kazakhstan au sujet des technologies, de telles approches en lien avec les ODD sont à encourager et développer.

En mai 2023, s'est tenue la cinquième Conférence sur le changement climatique en Asie centrale (CACCC-2023) au Tadjikistan, réunissant des représentant-es des ministères du développement économique, de la protection de l'environnement et de l'écologie, de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie, des services hydrométéorologiques et d'autres ministères de tutelle des pays d'Asie centrale, ainsi que des organisations internationales, des banques multilatérales de développement, des jeunes leaders, des organisations de la société civile, des services d'eau et d'énergie et des représentant-es d'entreprises²⁵³. Ce rassemblement a permis de mener une discussion multipartite autour des mesures d'atténuation et d'adaptation au climat, ainsi que les initiatives possibles pour parvenir à une résilience climatique multisectorielle. Les participant-es se sont aussi informés sur les avancées et dispositifs institutionnels permettant la mise en œuvre de Contributions déterminées au niveau national²⁵⁴ (CDN) et de stratégies sectorielles aux niveaux local et national, ainsi que sur les plateformes disponibles pour la coopération régionale en matière de climat. La conférence a également pour objectif de soutenir les gouvernements

²⁵¹ LaJeunesse, S. (s. d.). Irreversible declines in freshwater storage projected in parts of Asia by 2060. Penn State University. Accessible sur :

<https://www.psu.edu/news/earth-and-mineral-sciences/story/irreversible-declines-freshwater-storage-projected-parts-asia-2060/>

²⁵² Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmuhammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

²⁵³ CAREC (s.d.). *Central Asia Climate Change Conference (CACCC 2023)*. Accessible sur : <https://carececo.org/en/main/activity/meetings/cakik-2023/>

²⁵⁴ Les CDN se trouvent au cœur de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris de long terme. Ce sont donc les efforts mis en place par chaque pays pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale et s'adapter aux effets des dérèglements climatiques.

nationaux et les autres parties prenantes en favorisant une préparation coordonnée et leur participation à la COP 28. Enfin, cet événement vise à faciliter l'établissement d'une communauté de professionnels qui échangeront leurs connaissances et collaboreront à la mise en œuvre d'initiatives et de projets environnementaux en Asie centrale.

La coopération multipartite et régionale est requise pour atteindre les ODD fixés par l'Agenda 2030. L'Asie centrale étant confrontée à des problèmes de sécurité alimentaire, à de grandes inégalités économiques, de genre et d'accès à une eau propre et saine, cet Agenda revêt une grande importance pour la région. Il est donc essentiel que les pays d'Asie centrale intègrent les ODD de l'Agenda 2030 à leur stratégie nationale et profite du cadre global que fournissent ces 17 ODD pour aborder les défis de développement spécifiques à la région. Sa mise en œuvre permettrait à l'Asie centrale de réaliser des progrès significatifs vers un avenir plus durable et égalitaire.

- > Renforcer la coopération régionale et transfrontalière pour aborder les enjeux communs liés à l'eau, à l'énergie, à l'environnement et à la gestion des frontières.**
- > Coordonner les efforts nationaux et internationaux en établissant des partenariats solides avec les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les autres pays afin de bénéficier de l'expertise, du financement et de meilleures pratiques.**
- > Intégrer les ODD dans les politiques nationales de développement et dans toutes les décisions et actions gouvernementales afin de protéger les ressources naturelles, notamment l'eau, les forêts et les écosystèmes.**
- > Renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour mettre en œuvre efficacement les ODD, en mettant l'accent sur la collecte de données, la surveillance et l'évaluation.**
- > Faire progresser l'agenda 2030 en soutenant des approches novatrices du leadership des femmes, l'élaboration de politiques et le développement de la société civile en Asie centrale.**
- > Éduquer et sensibiliser les citoyen·nes sur les ODD, en insistant sur l'importance de la durabilité, de l'égalité, de la justice sociale et de la protection de l'environnement.**
- > Faciliter la participation active de la société civile, du secteur privé et des communautés locales dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des initiatives liées aux ODD.**

Conclusion



La situation en Asie centrale est alarmante, avec un non-respect des droits des femmes, une sécurité hydrique et alimentaire fragile, un manque de reconnaissance et de rémunération du rôle essentiel des femmes dans la préservation des ressources, une intensification des tensions liées aux ressources et une absence d'engagement des pays de la région envers les objectifs du développement durable. De plus, le contexte géopolitique est préoccupant, marqué par des tensions entre des États autoritaires et une méfiance grandissante envers l'Afghanistan, la Chine et la Russie. La précarité, couplée à la crise économique et aux dérèglements climatiques, peut être instrumentalisée pour renforcer l'autoritarisme ou encourager la violence.

Dans un tel contexte, les femmes occupent un rôle essentiel dans les dynamiques actuelles en raison de leurs rôles dans la sécurité hydrique et alimentaire de leur communauté, possédant des connaissances spécifiques en matière de gestion des ressources et étant au cœur des processus de préservation de ces ressources. Cependant, les conséquences des changements climatiques les affectent particulièrement du fait des normes traditionnelles et patriarcales des sociétés, de l'accroissement des violences basées sur le genre et du désintérêt étatique pour adopter une perspective genrée face à ces défis. De plus, les femmes et les filles ont généralement un accès limité à l'éducation et aux nouvelles technologies, ce qui les exclut des opportunités économiques et politiques, les empêchant de prendre part activement aux décisions sur la gestion des ressources. Leurs droits fonciers sont également restreints et elles sont exclues des processus décisionnels relatifs à la gestion des ressources.

Il est impératif que les pays d'Asie centrale intègrent une perspective de genre dans leurs projets de développement durable, ainsi que dans les efforts de maintien de la paix et de résolution des conflits. Les républiques d'Asie centrale doivent lutter contre les inégalités de genre systémiques et le continuum de violences contre les femmes et les filles. La formation favorise l'indépendance des femmes et leur inclusion dans les prises de décision en tant qu'actrices. Pour se faire, elle doit devenir accessible, inclusive et adaptée aux besoins des femmes. De même, les réseaux de gestion et d'échange sur les questions environnementales permettent de lutter contre l'isolement et de favoriser des aménagements durables, efficaces et holistiques.

Face à cela, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les acteurs internationaux doivent intervenir de toute urgence pour prévenir les scénarios climatiques catastrophiques qui pourraient se réaliser dans la région si les tendances contemporaines ne sont pas rectifiées. Il est nécessaire de créer un dialogue régional pour favoriser la coopération entre les différents acteurs à toutes les échelles. En s'appuyant sur les actions des femmes, des militant·es et de la société civile pour le développement durable, il s'agit de bâtir un avenir juste et durable pour l'Asie centrale.

Bibliographie

Rapports

Amnesty International. (2022, 14 décembre). Eastern Europe and Central Asia : Lack of protection against domestic violence exacerbated by crises and 'traditional values' – new report. Amnesty International. Accessible sur : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/eastern-europe-and-central-asia-lack-of-protection-against-domestic-violence-exacerbated-by-crisis-and-traditional-values-new-report/>

Amnesty International. (s. d.-e). Turkménistan : la situation des droits humains. Accessible sur : <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/turkmenistan/report-turkmenistan/#:~:text=Le%20Turkm%C3%A9nistan%20n'a%20pas,a%20%C3%A9t%C3%A9%20de%20fait%20interdit>

Amnesty International (2022) Eastern Europe And Central Asia: Protect Women From Violence In Crises And Beyond. Amnesty International. Accessible sur : <https://eurasia.amnesty.org/wp-content/uploads/2022/12/eastern-europe-and-central-asia-protect-women-from-violence-in-crisis-and-beyond.pdf>

Barsa, M. & Holt-Ivry, O. & Muehlenbeck, A. (2016). Inclusive Ceasefires: Women, gender, and a sustainable end to violence. Inclusive Security. Accessible sur: <https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2016/03/Inclusive-Ceasefires-ISA-paper-Final-3.10.2016.pdf>

Buisson M.-C., MacDonald K., Saikia P., Balasubramanya S., Aslamy S., Horbulyk T. (2016, May). *Impact of water users associations on water and land productivity, equity and food security in Tajikistan*. USAID. IMWI. Accessible sur : <https://agrilinks.org/sites/default/files/resource/files/Feed%20the%20Future%20Tajikistan%20Water%20Users%20Associations%20Impact%20Evaluation%20-%20Midterm%20Report%20and%20Annexes%20%28eng%29-121616.pdf>

Castañeda Camey, Itza, Laura Sabater, Cate Owren, and A. Emmett Boyer. 2020. Gender-Based Violence and Environment Linkages. Ed. Jamie Wen. Gland: International Union for Conservation of Nature and Natural Resources. Accessible sur : https://genderandsecurity.org/sites/default/files/Wen_-_G-Based_Vio_Enviro_Linkages.pdf

CAWater Info (2012). Empowering women in water resources management in Central Asia. Accessible sur : http://www.cawater-info.net/library/eng/carewib/gender_and_water_en.pdf

Climate Investment Programme Operational Framework for Managing and Accessing Climate Finance in the Kyrgyz Republic. (2018). Climate Policy Radar. Accessible sur: https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/KGZ/2018/climate-investment-programme-operational-framework-for-managing-and-accessing-climate-finance-in-the-kyrgyz-republic_9940cbfd0be66a84b445f8b7341b0a5c.pdf

Djanaeva, O. et al (2021). Feminists want a system change in Central Asia. UN Women. Accessible sur: <https://www.wecf.org/wp-content/uploads/2021/03/CA-policy-brief-26-Mar-1.pdf>

FAO, IFAD, UN Women (2021, 22 Novembre). Final evaluation of the Kyrgyzstan Joint UN Women/ FAO/ IFAD/ WFP. Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women. Accessible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000134204/download/>

FAO. (2016). THE CONCEPT OF FAMILY AND GENDER POLICY IN KAZAKHSTAN UNTIL 2030. Accessible sur: <https://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC192054/>

FAO (2023, 14 mars). *Un nouveau rapport des Nations Unies axé sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Europe et en Asie centrale donne des pistes pour rendre l'alimentation plus abordable et plus durable*. Accessible sur : <https://www.fao.org/newsroom/detail/new-un-report-focuses-on-food-security-and-nutrition-in-europe-and-central-asia-points-wa>

Gender and disaster risk reduction in Europe and Central Asia Workshop Guide for Facilitators. (2018). UN Women & PNUD. Accessible sur: <https://eca.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ECA/Attachments/Publications/2018/Gender%20and%20disaster%20risk%20reduction%20in%20Europe%20and%20Central%20Asia%20%20Workshop%20guide%20English.pdf>

International Food Policy Research Institute. (2019). *Agriculture Development in the Central Asia Regional Economic Cooperation Program Member Countries*. ADB. Accessible sur: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/549916/agriculture-development-carec-countries.pdf>

Khitarishvili, T. (2016) *Gender inequalities in labour markets in Central Asia*. PNUD. Accessible sur: <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/eurasia/Gender-inequalities-in-labour-markets-in-Central-Asia.pdf>

Liamzon, C. Arevalo, A. Naungayan, M. *Women's Land Rights in Asia*. (2015). Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development. Accessible sur: https://hlrn.org.in/documents/Womens_Land_Rights_in_Asia_Land_Watch_Asia.pdf

Masson-Delomotte V et IPCC. (2021) Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Accessible sur : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Full_Report.pdf

Meyer K., Issakhojayev R., Kiktenko L., Kushanova A. (2019). *Regional institutional arrangements advancing water, energy and food security in Central Asia*. IUCN. Accessible sur : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2019-045-En.pdf>

Mukhitdinova, N. (2015) *Rapport de l'Unesco sur la science: Asie centrale*. UNESCO. Accessible sur: https://fr.unesco.org/sites/default/files/usr15_central_asia_fr.pdf

National Commission for Women's Affairs and Family and Demographic Policy. (2018). *THE COMPREHENSIVE REVIEW OF THE BEIJING DECLARATION AND PLATFORM FOR ACTION (1995) IMPLEMENTATION PROGRESS*. UN Women. Accessible sur: https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/64/National-reviews/Kazakhstan_en.pdf

National Review of the Republic of Tajikistan on the Implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action. (2020). UN Women. Accessible sur: https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/64/National-reviews/Tajikistan_English.pdf

OCDE (2019). *Chapter 2 : The development cost of discriminatory social institutions*. In : *Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for Eurasia* Home. Accessible sur : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f6dfa21d-en/1/2/2/index.html?itemId=/content/publication/f6dfa21d-en&_csp_=f990744037b57ab8751f9fe409f1dbf5&itemIGO=oecd&itemContentType=book

OCDE (2019). *Chapter 3 : Discrimination in the family*. In : *Social Institutions and Gender Index, SIGI 2019 Regional Report for Eurasia* Home. Accessible sur : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/60bb29a4-en/index.html?itemId=/content/component/60bb29a4-en>

Regional Report for Eurasia. (2019). the OECD Development Centre's Social Institutions and Gender Index. Accessible sur : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f6dfa21d-en/1/2/2/index.html?itemId=/content/publication/f6dfa21d-en&_csp_=f990744037b57ab8751f9fe409f1dbf5&itemGO=oecd&itemContentType=book

ReliefWeb (2023, 14 mars). *Europe and Central Asia Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022 [EN/RU]*. Accessible sur : <https://reliefweb.int/report/world/europe-and-central-asia-regional-overview-food-security-and-nutrition-2022-enru>

SIGI (2019). *SIGI 2019 Regional Report Eurasia - Highlights*. Accessible sur : https://www.oecd.org/development/gender-development/Brochure_SIGI_EURASIA_DEF.pdf

The Dialogue of Women of Central Asia : Empowering women in Central Asia | United Nations Development Programme. (2023). UNDP. Accessible sur: <https://www.undp.org/turkmenistan/publications/dialogue-women-central-asia-empowering-women-central-asia>

Tous Ensemble pour le Climat (2015, Septembre). *Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique*. Accessible sur : https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/plaidoyer_femmes_et_climat.pdf

Turkmenistan. (2023). Human Rights Watch. Accessible sur: <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/turkmenistan>

UNDP (2022). *The Dialogue of Women of Central Asia: Empowering women in Central Asia*. Accessible sur : <https://www.undp.org/turkmenistan/publications/dialogue-women-central-asia-empowering-women-central-asia>

UNECE (2017). *Building more inclusive, sustainable and prosperous societies in Europe and Central Asia*. Accessible sur : https://unece.org/sites/default/files/2020-12/ECA_Regional_Advocacy_Paper_2017_0.pdf

UNFPA (2014). *Child marriage in Eastern Europe and Central Asia: regional overview*. Accessible sur : https://eeca.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Child%20Marriage_27072015_web.pdf

World Health Organization (WHO) and the United Nations Children's Fund (UNICEF) (2021). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene, 2000-2020*. Accessible sur : <https://washdata.org/sites/default/files/2021-07/jmp-2021-wash-households.pdf>

Yerekeshva, L. (2021). Youth of Central Asia, challenges for peacebuilding: a comprehensive research review. Unesco. Accessible sur: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380326.locale=en>

Conventions

OHCHR. (s. d.). Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Accessible sur: <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women>

Articles journaux (internet)

Afp, C. A. (2023, 26 mai). Guerre en Ukraine : le Kazakhstan ne s'alliera pas avec la Russie, a assuré son gouvernement. Capital.fr. Accessible sur: <https://www.capital.fr/economie-politique/guerre-en-ukraine-le-kazakhstan-ne-salliera-pas-avec-la-russie-a-assure-son-gouvernement-1469525>

- Agence France Presse. (2022). Le Kazakhstan veut exporter son pétrole en contournant la Russie. La Presse. Accessible sur: <https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/2022-07-07/le-kazakhstan-veut-exporter-son-petrole-en-contournant-la-russie.php>
- Alexei, V., Wystup, C., & Jerome, E. (2023). *Kirghizstan : l'inégalité hommes-femmes en question*. Novastan Français. Accessible sur : <https://novastan.org/fr/kirghizstan/kirghizstan-linegalite-hommes-femmes-en-question/>
- Amanov, M. (2022, 21 juillet). Turkmenistan Under Serdar : Has Anything Changed ? The Diplomat. Accessible sur: <https://thediplomat.com/2022/07/turkmenistan-under-serdar-has-anything-changed/>
- Amiranoff, J., Gérard, G., & Ripart, J. (2023). Au Kazakhstan et au Kirghizstan, l'épineux combat des militants LGBT+. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/kazakhstan/au-kazakhstan-et-au-kirghizstan-lepineux-combat-des-militants-lgbt/>
- Asiaplus, Delrieu, A. B., & Durot, L. (2021). Pourquoi les femmes d'Asie centrale commencent à se dévêtir. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/societe-et-culture/pourquoi-les-femmes-dasie-centrale-commencent-a-se-devetir/>
- Darmency, D. (2016, août 30). Etre jeune et féministe au Kirghizstan. TV5MONDE - Informations. Accessible sur: <https://information.tv5monde.com/terriennes/etre-jeune-et-feministe-au-kirghizstan-25262>
- Ecollet. (2023). In Tajikistan repression continues. Novastan English. Accessible sur: <https://novastan.org/en/tajikistan/in-tajikistan-repression-continues/>
- Idrisov, T. (2023). Changement climatique : l'incertitude croissante autour de l'eau en Asie centrale. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/environnement/changement-climatique-lincertitude-croissante-autour-de-leau-en-asie-centrale/>
- Imamova, N. (2023, 4 mai). New Uzbekistan Constitution : Genuine Reform or Authoritarian Makeover ? VOA. Accessible sur: <https://www.voanews.com/a/new-uzbekistan-constitution-genuine-reform-or-authoritarian-makeover/7077719.html>
- Lacroux, M. (2021, 4 septembre). *Conflit : Afghanistan : comment les talibans ont tiré parti du changement climatique*. Libération. Accessible sur : https://www.liberation.fr/environnement/climat/afghanistan-comment-les-talibans-ont-tire-parti-du-changement-climatique-20210905_JIOJ3E4IAVFG5MROX3G5E5O344/
- Levystone, M. (2022, 21 décembre). La Russie, hégémon indétrônable de l'Asie centrale ? Areion24.news. Accessible sur: <https://www.areion24.news/2022/12/21/la-russie-hegemon-indetronable-de-lasie-centrale/>
- Lmorvan. (2023). Les femmes dans le secteur financier du Tadjikistan : beaucoup de barrières, peu de moyens. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/tadjikistan/les-femmes-dans-le-secteur-financier-du-tadjikistan-beaucoup-de-barrieres-peu-de-moyens/>
- Lopoukhine, R. (2022, 8 novembre). Kyrgyzstan : New bill targeting NGOs could undermine the freedom of association. OMCT. Accessible sur: <https://www.omct.org/en/resources/statements/kyrgyzstan-new-bill-targeting-ngos-could-undermine-the-freedom-of-association>
- Lvanier, & Jerome, E. (2023). Le Kirghizstan pourrait-il restreindre les jeunes femmes dans leurs déplacements à l'étranger ? Novastan Français. Accessible sur:

<https://novastan.org/fr/kirghizstan/le-kirghizstan-pourrait-il-restreindre-les-jeunes-femmes-dans-leurs-deplacements-a-letranger/>

Nadirak. (2021). Uzbekistan : when women demand to have a voice. Novastan English. Accessible sur: <https://novastan.org/en/uzbekistan/uzbekistan-when-women-demand-a-voice/>

Rédaction de Novastan (2020). L'Ouzbékistan signe contre toute attente l'Accord de Paris sur le climat. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/ouzbekistan/louzbekistan-signe-contre-toute-attente-laccord-de-paris-sur-le-climat/>

Saida N, Dzardanova S. (2022, 16 juin). *Central Asia's Shadow Pandemic : Violence Against Women*. The Diplomat. Accessible sur : <https://thediplomat.com/2022/06/central-asias-shadow-pandemic-violence-against-women/>

Sauques, L. (2021). Le Tadjikistan prend des mesures pour lutter contre le changement climatique. Novastan Français. Accessible sur: <https://novastan.org/fr/environnement/le-tadjikistan-prend-des-mesures-pour-lutter-contre-le-changement-climatique/>

Sites internet

ACTED. (2023, June 5). *Ouzbékistan - ACTED*. Accessible sur : <https://www.acted.org/fr/pays/ouzbekistan/>

Agrilinks (2018, 18 juin). *What Does Male Out-Migration Mean for Women in Tajikistan's Agriculture ?* Accessible sur : <https://agrilinks.org/post/what-does-male-out-migration-mean-women-tajikistans-agriculture>

Amnesty International. (2023). Ouzbékistan. Le Parlement adopte enfin une loi pénalisant la violence domestique. Amnesty International. Accessible sur: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/uzbekistan-parliament-passes-long-overdue-legislation-criminalizing-domestic-violence/#:~:text=Le%206%20avril%2C%20le%20S%C3%A9nat,les%20femmes%20et%20les%20enfants>

Amnesty International. (s. d.-d). Ouzbékistan: la situation des droits humains. Accessible sur: <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/uzbekistan/report-uzbekistan/>

Anaïssanchez. (2023). Journée Internationale des Droits des Femmes 2023 : assurer la protection des femmes menacées ou survivantes de violences intrafamiliales en Asie centrale. ACTED. Accessible sur : <https://www.acted.org/fr/journee-internationale-des-droits-des-femmes-2023-assurer-la-protection-des-femmes-menacees-ou-survivantes-de-violences-intrafamiliales-en-asie-centrale/#anchor-1>

Bayou, C. (2019, 5 novembre). L'eau en Asie centrale : un dialogue difficile. REGARD SUR L'EST. Accessible sur: <https://regard-est.com/leau-en-asie-centrale-un-dialogue-difficile>

Bayou, C. (2022, 22 février). Féminisme en Asie centrale : de plus en plus de voix s'élèvent - REGARD SUR L'EST. Accessible sur: <https://regard-est.com/feminisme-en-asie-centrale-de-plus-en-plus-de-voix-selevent>

Bishkek Feminists Initiatives. (s.d.). *Women Platform*. Accessible sur : <https://womenplatform.net/organization/bishkek-feminists-initiatives/>

Blazhevskaya, V. (2022). *Amid challenges hope emerges in Central Asia*. United Nations Sustainable Development. Accessible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2022/07/amid-challenges-hope-emerges-in-central-asia/>

Bouhassira, E. (2023). COP27 and Its Outcomes for Kyrgyzstan. State of the Planet. Accessible sur : <https://news.climate.columbia.edu/2023/02/02/cop27-and-its-outcomes-for-kyrgyzstan/>

Cabar.Asia. (2022, 5 octobre). You can't talk about feminism in Tajikistan ? - CABAR.asia. Accessible sur : <https://cabar.asia/en/you-can-t-talk-about-feminism-in-tajikistan>

Carcanague, S. (2017) Présidentielle au Kirghizstan : des élections faussement anecdotiques ? IRIS. Accessible sur : <https://www.iris-france.org/101057-presidentielle-au-kirghizstan-des-elections-faussement-anecdotiques/>

CAREC (s.d.). *Central Asia Climate Change Conference (CACCC 2023)*. Accessible sur : <https://carececo.org/en/main/activity/mettings/cakik-2023/>

Carte de la FAO. (2019). Water Withdrawal per inhabitant (m3/year). Accessible sur : [PDF/MAPS/WithT.Cap_eng.pdf \(firebasestorage.googleapis.com\)](PDF/MAPS/WithT.Cap_eng.pdf (firebasestorage.googleapis.com))

CEDAW : LE COMITÉ DÉPLORE LE MANQUE DE DONNÉES PRÉCISES SUR LA SITUATION DES FEMMES AU TURKMÉNISTAN | UN Press. (s. d.). Accessible sur : <https://press.un.org/fr/2006/FEM1558.doc.htm#:~:text=La%20Constitution%20du%20Turkm%C3%A9nistan%20garantit,%C3%A0%20l'%C3%A9gard%20des%20femmes>

Classement des États du monde par indice de démocratie. (2021). Atlasocio.com. Accessible sur : <https://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-monde.php>

Committee on Environmental Protection presented outcomes of the first Tajikistan Pavilion, organized on the sidelines of the 27th Conference of the Parties to the UN Framework Convention on Climate Change | United Nations Development Programme. (2022). UNDP. Accessible sur : <https://www.undp.org/tajikistan/press-releases/committee-environmental-protection-presented-outcomes-first-tajikistan-pavilion-organized-sidelines-27th-conference-parties>

Concern Worldwide (2022). *5 reasons why water is a women's issue*. Accessible sur : <https://www.concern.net/news/water-is-a-womens-issue>

Cop 27 : Kazakhstan to adopt first low-carbon strategy. (2022, 8 novembre). Argus Media. Accessible sur : <https://www.argusmedia.com/en/news/2388738-cop-27-kazakhstan-to-adopt-first-lowcarbon-strategy>

Couturier, B. (2021, 28 mai). Cambodge, Erythée, Qatar, Rwanda, Turkménistan : ces régimes autocratiques dont on ne parle pas. France Culture. Accessible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/cambodge-erythree-qatar-rwanda-turkmenistan-ces-regimes-autocratiques-dont-on-ne-parle-pas-2292919>

Climate Policy Radar, (2019). DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'OUZBÉKISTAN SUR L'APPROBATION DE LA STRATÉGIE DE TRANSITION DE LA RÉPUBLIQUE D'OUZBÉKISTAN VERS UNE ÉCONOMIE « VERTE » POUR 2019-2030. Accessible sur : https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/UZB/2019/strategy-on-the-transition-of-the-republic-of-uzbekistan-to-a-green-economy-2019-2030_d5b1510b211c038847910fbcfb75e215.pdf

Dion, S. (2021, 25 mars). Gestion de l'eau en Asie centrale et dans le monde : Pas de solution sans les femmes. AMC. Accessible sur : https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2021-03-15-germany-allemande.aspx?lang=fra

Duchesneau, A. (2019). L'islamisme en Asie centrale : une véritable menace ? Revue L'Esprit libre. Accessible sur : <https://revuelespritlibre.org/lislamisme-en-asie-centrale-une-veritable-menace>

Elie, M. et Ferret, C. Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale. Études rurales, 2017, Verte, la steppe ? Agriculture et environnement en Asie centrale, 200, pp.64-79. Accessible sur: <https://hal.science/hal-01820553v1/document>

Fact Sheet : Women, Gender Equality and Climate Change. (2009) UN Women. Accessible sur https://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Fact_sheet.pdf

FAO (2021, November). *Europe and Central Asia Gender Newsletter*. Accessible sur : <https://www.fao.org/3/cb7872en/cb7872en.pdf>

Fielding, N. (2023). Turkmenistan could turn to be Cop 28's big methane win. Argus. Accessible sur: <https://www.argusmedia.com/en/news/2445837-turkmenistan-could-turn-to-be-cop-28s-big-methane-win>

First, F. (2018, décembre 3). Why Women are Key for Water Management in Tajikistan. First Farming. Accessible sur: <https://farmingfirst.org/2018/07/why-women-are-key-for-water-management-in-tajikistan/>

Flabat, E. (2022, août 4). *La santé et l'hygiène menstruelles encore inaccessibles pour de nombreuses personnes*. UNICEF. Accessible sur : <https://www.unicef.fr/article/la-sante-et-lhygiene-menstruelles-demeurent-encore-inaccessibles-pour-de-nombreuses/>

Flourens, M. (2023, 12 avril). La pauvreté dans le monde en 2023 : causes, conséquences et solutions. Oxfam France. accessible sur : <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvrete-dans-le-monde/>

Freedom House. (s. d.). Countries and Territories. Dans Freedom House. Accessible sur : <https://freedomhouse.org/countries/freedom-world/scores?sort=asc&order=Country>

Gaudiaut, T. (2021, 22 mars). *Le monde face au risque de pénurie d'eau*. Statista Infographies. Accessible sur : <https://fr.statista.com/infographie/24480/pays-risque-de-penurie-eau-niveau-de-stress-hydrique/>

Gaudiaut, T. (2022, 21 mars). *Pénurie d'eau : les pays qui seront les plus affectés à l'horizon 2040*. Statista Infographies. Accessible sur : <https://fr.statista.com/infographie/27079/penurie-eau-projections-niveau-de-stress-hydrique-par-pays-dans-le-monde/>

Géococonfluences ENS de Lyon. (2022, Janvier). *Sécurité alimentaire, insécurité et vulnérabilité alimentaire*. Accessible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/securete-alimentaire>

Guest Blogger for Women Around the World. (2021, 22 mars). *Women's Water Insecurity Is a Global Health Crisis*. Council on Foreign Relations. Accessible sur : <https://www.cfr.org/blog/womens-water-insecurity-global-health-crisis>

Hathaway, R. (2003) *The Islamization of Central Asia : Politics, Economics and Society*. Wilson Center. Accessible sur : <https://www.wilsoncenter.org/event/the-islamization-central-asia-politics-economics-and-society>

Hayward D. (s.d.). *Kazakhstan - Contexte et gouvernance foncière*. Land Portal. Accessible sur : <https://landportal.org/fr/book/narratives/2022/kazakhstan#:~:text=Droits%20fonciers%20des%20femmes&text=Les%20femmes%20occupent%20une%20position,que%20dans%20les%20zones%20rurales.>

Helf, G. (2021). *Border Clash Between Kyrgyzstan and Tajikistan Risks Spinning Out of Control*. United States Institute of Peace. Accessible sur: <https://www.usip.org/publications/2021/05/border-clash-between-kyrgyzstan-and-tajikistan-risks-spinning-out-control>

High-level Segment Statement COP 27. (2022) United Nations Climate Change. Accessible sur : <https://unfccc.int/documents/623912>

IFAD (s.d.). *Joint Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women*. Accessible sur : <https://beta.ifad.org/en/web/guest/jprwee>

International IDEA. (s.d.). *Gender Quotas Database*. Accessible sur : <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas/country-view/297/35>

Ismailbekova, A. (2022, 16 juin). *Women, Kinship, and Property in Central Asia - Voices On Central Asia*. Accessible sur : <https://voicesoncentralasia.org/women-kinship-and-property-in-central-asia/>

IUCN (2020). *Gender-based violence and the environment*. Accessible sur : <https://www.iucn.org/resources/issues-brief/gender-based-violence-and-environment>

Joint Statement of the C5+1 on Addressing the Climate Crisis - United States Department of State. (2021, 21 septembre). United States Department of State. Accessible sur : <https://www.state.gov/joint-statement-of-the-c51-on-addressing-the-climate-crisis/>

Joly, J. (2022). 1987, Gro Harlem Brundtland écrit la définition officielle du Développement Durable. Les Horizons, accessible sur <https://leshorizons.net/gro-harlem-brundtland-developpement-durable/>

Julienne, M. (2018). *La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d'influence russe - Stratégie*. Diploweb.com. Accessible sur : <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Asie-centrale-un-nouvel-acteur-de-securite-en-zone-d-influence-russe.html>

Jungbluth, F., & Zorya, S. (2023, 19 juin). *Ensuring food security in Europe and Central Asia, now and in the future*. World Bank Blogs. Accessible sur : <https://blogs.worldbank.org/europeandcentralasia/ensuring-food-security-europe-and-central-asia-now-and-in-the-future>

Kalykov, M. (2023). *Plusieurs organisations internationales ont demandé au Jogorku Kenesh de retirer le projet de loi « dangereux » sur les « agents étrangers »*. KLOOP.KG - Nouvelles du Kirghizstan. Accessible sur : <https://kloop.kg/blog/2023/06/12/ryad-mezhdunarodnyh-organizatsij-prizvali-zhogorku-kenesh-otozvat-opasnyj-zakonoproekt-ob-inoagentah/>

Kazakhstan : *Protect Women's Rights*. (2021, 10 décembre). Human Rights Watch. Accessible sur : <https://www.hrw.org/news/2021/12/10/kazakhstan-protect-womens-rights>

Kazakhstan - *Climate Change Laws of the World*. (s. d.). Accessible sur : <https://www.climate-laws.org/geographies/kazakhstan>

Kepderi, A. (2022, 9 mars). « *Be quiet, woman ! Your day is on March 8* » : How is International Women's Day celebrated in Turkmenistan ? Global Voices. Accessible sur : <https://globalvoices.org/2022/03/08/be-quiet-woman-your-day-is-on-march-8-how-is-international-womens-day-celebrated-in-turkmenistan/>

Khitakhunov, A. (2020) *Agricultural Potential of Central Asian Countries*. Eurasian Research Institute. Accessible sur : <https://www.eurasian-research.org/publication/agricultural-potential-of-central-asian-countries/>

Kruglov, A., & Kruglov, A. (2020). *Sinophobia simmers across Central Asia*. Asia Times. Accessible sur : <https://asiatimes.com/2019/11/sinophobia-simmers-across-central-asia/>

Lambrecht I., Mahrt K., (2022, 23 Décembre). *In Tajikistan, women contribute significantly to agriculture, but does agricultural work contribute significantly to women's agency?* IFPRI. Accessible sur :

<https://www.ifpri.org/blog/tajikistan-women-contribute-significantly-agriculture-does-agricultural-work-contribute>

Le Genissel, R. et Olle-Lapru, C. (2020) L'Asie Centrale et rivalités géopolitiques. Accessible sur: <https://storymaps.arcgis.com/stories/5afc1c616e8641b48476a2ea0042dbc6>

Lofstrom, M.(2020). Women's rights in a changing society. UNDP. Accessible sur: <https://www.undp.org/uzbekistan/blog/women%E2%80%99s-rights-changing-society>

Lopoukhine, R. (2022, 8 novembre). Kyrgyzstan : New bill targeting NGOs could undermine the freedom of association. OMCT. Accessible sur: <https://www.omct.org/en/resources/statements/kyrgyzstan-new-bill-targeting-ngos-could-undermine-the-freedom-of-association>

Macé, M. (2021). *Qu'est-ce que le stress hydrique ? Comment y répondre ?* Centre d'information sur l'eau. Accessible sur : <https://www.cieau.com/eau-transition-ecologique/enjeux/quest-ce-que-le-stress-hydrique-comment-y-repondre/>

Michaels, N. (2023, 23 février). Disparition de la mer d'Aral : un écocide orchestré par l'URSS en Asie centrale. Geo.fr. Accessible sur: <https://www.geo.fr/environnement/disparition-de-la-mer-daral-un-ecocide-orchestre-par-lurss-au-coeur-du-n-roman-daventure-maritime-213642>

NATIONAL CLIMATE CHANGE STRATEGY OF TURKMENISTAN. (2012). Climate Policy radar. Accessible sur: https://www.climate-laws.org/document/national-strategy-on-climate-change_ae1c?q=Turkm%C3%A9nistan

NATIONAL DEVELOPMENT STRATEGY OF THE KYRGYZ REPUBLIC for 2018-2040 (2018). Climate Policy Radar. Accessible sur: https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/KGZ/2021/national-development-strategy-of-the-kyrgyz-republic-for-2018-2040_396697fc7f530c667a87d96f7ae21cf4.pdf

National planning and budgeting. (s. d.). UN Women – Europe and Central Asia. Accessible sur: <https://eca.unwomen.org/en/where-we-are/kazakhstan/national-planning-and-budgeting>

OHCHR. (2022). A l'issue de l'examen du rapport du Kazakhstan, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale recommande au pays de reconnaître les tensions ethniques existantes. Accessible sur: <https://www.ohchr.org/fr/news/2022/04/experts-committee-elimination-racial-discrimination-commend-school-enrolment>

Olle-Laprune, C. et Le Genissel, R. (2020) L'Asie centrale et ses rivalités politiques. Storymaps. Accessible sur : <https://storymaps.arcgis.com/stories/5afc1c616e8641b48476a2ea0042dbc6>

ONU Femmes (2019, 4 mars). *Les femmes des zones rurales au Kirghizistan améliorent leur qualité de vie en disposant d'eau, de technologies et de meilleures infrastructures.* Accessible sur : <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2019/3/feature-story-women-in-rural-kyrgyzstan-bring-change-through-water-and-infrastructure>

ONU Femmes (2022, 11 mars). *Cinq jeunes femmes en première ligne de l'action climatique à travers l'Europe et en Asie centrale.* Accessible sur : <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/reportage/2022/03/cinq-jeunes-femmes-en-premiere-ligne-de-laction-climatique-a-travers-leurope-et-en-asie-centrale>

OSCE (2022). *Women in Water Management in Central Asia : Transboundary water resources.* ZOÏ Environment Network. Accessible sur : https://zoinet.org/wp-content/uploads/2018/01/OSCE-transbw-fs_EN.pdf

OSCE (s.d.). *Call for Applications: training course for young Central Asian women in renewable energy*. Accessible sur : <https://www.osce.org/secretariat/537128>

OSCE (s.d.). *Empowering Young Central Asian Women in the Energy Transition*. Accessible sur : <https://www.osce.org/oceea/524055>

OSCE (s.d.). *Women, water and security*. Accessible sur : <https://www.osce.org/secretariat/176671>

Ownership of land (%) – World Bank Gender Data Portal. (s. d.). World Bank Gender Data Portal. Accessible sur : <https://genderdata.worldbank.org/indicators/sg-own-ld/>

Pascal, P. (2022). *Les vertus de la neutralité*. *Entreprendre*. Accessible sur : <https://www.entreprendre.fr/les-vertus-de-la-neutralite/>

Peyrissac, D. Pianté, L. Long, B. Triboulet, P. (2023). *Sécurité alimentaire : Définition*. *Dictionnaire d'agroécologie*. Accessible sur : <https://doi.org/10.17180/q1nb-0540>

PNUD Mali (s.d.). *Femmes et gestion de conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur l'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles*. Accessible sur : <https://www.undp.org/fr/mali/projects/femmes-et-gestion-des-conflits-lies-aux-ressources-naturelles-approche-basee-sur-limplication-des-femmes-et-la-resilience-aux-effets>

President of Turkmenistan Serdar Berdimuhamedov delivered a keynote speech at the Dovlet Maslahaty. *News Central Asia* (2022). Accessible sur : <https://www.newscentralasia.net/2022/09/24/president-of-turkmenistan-serdar-berdimuhamedov-delivered-a-keynote-speech-at-the-dovlet-maslahaty/>

Press release. (2022). *COP27: European Union concludes a strategic partnership with Kazakhstan on raw materials, batteries and renewable hydrogen*. *European Commission*. Accessible sur : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_6585

Religious Composition by Country, 2010-2050 | Pew Research Center. (2023, 31 mai). *Pew Research Center's Religion & Public Life Project*. Accessible sur : <https://www.pewresearch.org/religion/interactives/religious-composition-by-country-2010-2050/>

Revert, A. (2022). *Au Tadjikistan, le Geres s'engage pour plus de résilience et de meilleures conditions de vie auprès des communautés rurales*. *Geres*. Accessible sur : <https://www.geres.eu/s-informer/l-actualite-des-projets/nouveau-projet-tadjikistan-populations-rurales-securite-alimentaire/>

Sadozai, M. (2022). *Asie centrale-Afghanistan : des frontières sous haute surveillance*. *The Conversation*. Accessible sur : <https://theconversation.com/asia-centrale-afghanistan-des-frontieres-sous-haute-surveillance-194186>

Sixth North and Central Asian Multistakeholder Forum on Implementation of the Sustainable Development Goals. (2022). *ESCAP*. Accessible sur : <https://www.unescap.org/events/2022/sixth-north-and-central-asian-multistakeholder-forum-implementation-sustainable>

Slim, A. (2020, 29 décembre). *Les défis des femmes ouzbèkes*. *Regard sur l'Est*. Accessible sur : <https://regard-est.com/les-defis-des-femmes-ouzbekes>

Stanley V., Lamb T., De Martino S. (2013, Janvier). *Property Rights for Women in the ECA Region Results from Recent World Bank Projects*. *The World Bank*. Accessible sur : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/844001468326186871/pdf/750280BRIOREPL00AES0Note0100PUBLIC0.pdf>

Suyarkulova, M. (2019) A view from the margins : alienation and accountability in Central Asian studies. openDemocracy. Accessible sur: <https://www.opendemocracy.net/en/odr/view-margins-alienation-and-accountability-central-asian-studies/>

Tajikistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/tajikistan>

Talant, B. (2022, 29 juillet). Central Asian Women Fight For Their Rights Through Social Media. RadioFreeEurope/RadioLiberty. Accessible sur: <https://www.rferl.org/a/central-asia-women-fighting-for-rights-through-social-media/31965097.html>

The World Bank, Employment in agriculture, female (% of female employment) (modeled ILO estimate). Accessible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.FE.ZS>

The World Bank (2021, 20 January). Promoting Women's Participation in Water Resource Management in Central Asia. Accessible sur : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2021/01/20/promoting-womens-participation-in-water-resource-management-in-central-asia>

Transcription du discours prononcé par le représentant de l'Ouzbékistan lors de la COP 27, 16 novembre 2022. Accessible sur: https://unfccc.int/sites/default/files/resource/UZBEKISTAN_cop27cmp17cma4_HLS_RU.pdf

Trivedi, A. (s. d.). *Women Are the Secret Weapon for Better Water Management*. World Resources Institute. Accessible sur : <https://www.wri.org/insights/women-are-secret-weapon-better-water-management>

Turakhanova D. (2021, 16 mai). *Low women's political participation in Tajikistan : Will the anti-discrimination law be a solution ?* The Foreign Policy Centre. Accessible sur : <https://fpc.org.uk/low-womens-political-participation-in-tajikistan-will-the-anti-discrimination-law-be-a-solution/>

Turkmenistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur: <https://www.climate-laws.org/geographies/turkmenistan>

Ulugova, L. (2020, 25 juin). *Feminism and Central Asia - What Went Wrong ? - Voices On Central Asia*. Accessible sur: <https://voicesoncentralasia.org/feminism-and-central-asia-what-went-wrong/>

UNDESA (s.d.) *Gender and water*. International Decade for Action « Water for Life » 2005-2015. Accessible sur : <https://www.un.org/waterforlifedecade/gender.shtml>

UNDP (2022, 29 Décembre) *Women in politics : where do we stand ?* Accessible sur : <https://www.undp.org/eurasia/publications/women-politics-where-do-we-stand>

UN DPPA (2022, November). *Weathering Two Storms : Gender and Climate in Peace and Security*. Accessible sur : <https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Weathering%20Two%20Storms%20-%20Gender%20and%20Climate%20in%20Peace%20and%20Security.pdf>

UN DPPA (2023). *Factsheet : Climate, Peace and Security*. Accessible sur : https://dppa.un.org/sites/default/files/climate_peace_and_security.pdf

UNDP Uzbekistan (2012, 10 novembre). *Central Asian girls build capacity for leadership and gender equality*. Accessible sur : <https://www.undp.org/uzbekistan/press-releases/central-asian-girls-build-capacity-leadership-and-gender-equality>

United Nations Environment Programme. (2020). Keeping Kazakhstan on the Path to a Green Economy. UNEP. Accessible sur : <https://www.unep.org/news-and-stories/story/keeping-kazakhstan-path-green-economy>

UN Women (2020, 14 octobre). *Uguloy Abdullaeva: Want water in Tajikistan? Let women lead!* Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/news/stories/2020/3/uguloy-abdullaeva-want-water-in-tajikistan-let-women-lead>

UN Women (2023, 19 mai). *Supporting women's entrepreneurship in Kazakhstan.* Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/stories/news/2023/05/supporting-womens-entrepreneurship-in-kazakhstan>

UN Women - Europe and Central Asia (2019, 4 mars). *Women in rural Kyrgyzstan bring change through water, technology and better infrastructure.* Accessible sur : <https://eca.unwomen.org/en/news/stories/2019/03/feature-story-women-in-rural-kyrgyzstan-bring-change-through-water-and-infrastructure>

USAID (s.d.). *Women's Empowerment and Gender Equality | Fact Sheet | Central Asia.* Accessible sur : <https://2017-2020.usaid.gov/central-asia-regional/fact-sheets/womens-empowerment-and-gender-equality>

Uzbekistan - Climate Change Laws of the World. (s. d.). Accessible sur : <https://www.climate-laws.org/geographies/uzbekistan>

Voegele, J. (2023, 7 juin). Des millions de personnes déplacées : l'incidence du changement climatique sur les migrations internes. Banque mondiale | Blogs. Accessible sur : <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/des-millions-de-personnes-deplacees-lincidence-du-changement-climatique-sur-les-migrations>

Water.org. (s.d.). *Women And Water - A Woman's Crisis* Accessible sur : <https://water.org/our-impact/water-crisis/womens-crisis/>

Women's Rights. (sd-a). NATIONAL CENTER FOR HUMAN RIGHTS OF THE REPUBLIC OF UZBEKISTAN. Accessible sur : <https://pravachloveka.uz/en/menu/prava-zhenschin#:~:text=Uzbekistan%20was%20one%20of%20the,Discrimination%20and%20other%20international%20instruments>

World Health Organization (WHO) (2022). *Drinking water.* Accessible sur : <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/drinking-water>

Рысбекова, Г. (2020, 1 juillet). Why Care About Feminism in Kyrgyzstan ? CABAR.asia. Accessible sur : <https://cabar.asia/en/why-care-about-feminism-in-kyrgyzstan>

Articles de revue

Aubin, A., & Thual, F. (2022). L'Asie centrale, 1991-2021 : De l'indépendance aux incertitudes. Accessible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/lasie_centrale_1991-2021_de_lindependance_aux_incertitudes.pdf

Articles universitaires

« Capacité à prendre soin d'autrui » selon la définition de Carol Gilligan en 1982 dans l'ouvrage *Une Voix différente. Pour une éthique du care.* Flammarion. Champs Essais. Accessible sur : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2010-12-page-631.htm#no6>

Akischeva, A. (2021). Women's Rights in the New Kyrgyz Constitution : Formalizing a 'tradition' of suppression. Verfassungsblog. Accessible sur : <https://doi.org/10.17176/20210416-221159-0>

- Balci, B., & Kasymova, E. (2011). Visions et perceptions du monde en Asie Centrale postsoviétique : éléments d'analyse. *Anatoli*, 2, 109-132. Accessible sur: <https://doi.org/10.4000/anatoli.530>
- Bekturganov, Z., Tussupova, K., Berndtsson, R., Sharapatova, N., Zhulasheva, M., & Zhanasova, M. (2016). *Water Related Health Problems in Central Asia - A Review*. MDPI. Accessible sur : <https://doi.org/10.3390/w8060219>
- Cariou, A. (2015). Chapitre 10 - Agriculture et campagnes en mutation. Dans : , A. Cariou, *L'Asie centrale: Territoires, société et environnement* (pp. 233-268). Paris: Armand Colin. Accessible sur: <https://doi.org/10.3917/arco.cario.2015.01.0233>
- Cleuziou, J., & McBrien, J. (2021). Marriage quandaries in Central Asia, *Oriente Moderno*, 100(2), 121-146. Accessible sur: <https://doi.org/10.1163/22138617-12340246>
- Dumont, G.-F. ASIE CENTRALE EX-SOVIÉTIQUE : LES ENSEIGNEMENTS DE LA GÉOPOLITIQUE DES POPULATIONS Ex-Soviet Central Asia: Lessons from the geopolitics of populations. *Géostratégiques*, 2010, 28, pp.15-34. Accessible sur: <https://shs.hal.science/halshs-00762871/document>
- Elie, M., & Ferret, C. (2017). Verte, la steppe ? *Etudes rurales*, 200, 64-79. Accessible sur: <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11665>
- Gupta, A. (2014). Central Asia: Five Key Issues. American Security Project. Accessible sur: <http://www.jstor.org/stable/resrep05967>
- Huet, T. (2007, 1 juin). Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution des tulipes » ou alternance violente ? Accessible sur: <https://journals.openedition.org/asiecentrale/109>
- Lambrecht I., Mahrt K., (2022, Décembre). *Gendered farm work, off-farm employment, and decision-making power: quantitative evidence from Tajikistan*. IFPRI. Accessible sur : <https://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/136488/filename/136698.pdf>
- Lecoutere, E., D'Exelle, B., & Van Campenhout, B. (2015). *Sharing Common Resources in Patriarchal and Status-Based Societies : Evidence from Tanzania*. *Feminist Economics*. Accessible sur : <https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1024274>
- Mihr, A. & Sorbello, P. & Weiffen, B. (2023) *Securitization and Democracy in Eurasia*. OSCE. Accessible sur: <https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/60171/978-3-031-16659-4.pdf?sequence=1#page=221>
- Onah, M. N. (2021). Women's empowerment and child nutrition in South-Central Asia; how important is socioeconomic status? *SSM-Population Health*, 13, 100718. Accessible sur : <https://dppa.un.org/fr/women-peace-and-security>
- Onyejekwe, C. (2005). *Les femmes, la guerre, la consolidation de la paix et la reconstruction*. *Revue internationale des sciences sociales*, 184, 301-307. Accessible sur : <https://doi-org.proxy.sciencespobordeaux.fr/10.3917/riss.184.0301>
- Pétric, B. (2008). Le Kirghizstan : soft power et inflation électorale. *Hérodote*, 129, 145-165. Accessible sur <https://doi.org/10.3917/her.129.0145>
- Roy, O. (1994). *Violences ethniques et conflits idéologiques en Asie centrale*. Licence OpenEdition Books. Accessible sur: <https://books.openedition.org/cedej/446?lang=fr>
- Schmitz, A. (2022). Central Asia's Muslims and the Taliban. *Stiftung Wissenschaft und Politik*. Accessible sur : <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2022C17/>
- Shakirova, S. (2008) *Women's Movement and Feminism in Central Asia: From a Not Comforting Forecast to Efficient Strategies. Worlds & Knowledges Otherwise* Accessible sur:

https://globalstudies.trinity.duke.edu/sites/globalstudies.trinity.duke.edu/files/file-attachments/v2d2_Svetlana.pdf

Standal, K., Daloz, A.S., Kim, E. (2023). *A Gendered Approach to Understanding Climate Change Impacts in Rural Kyrgyzstan*. SpringerBriefs in Climate Studies. Accessible sur : https://doi.org/10.1007/978-3-031-29831-8_10

Tabyshalieva, A. 2000. « Revival of Traditions in Post-Soviet Central Asia. » Making the transition work for women in Europe and Central Asia, edited by Marina Lazreg, 51–57. World Bank Discussion Paper No 411. Washington, DC. Accessible sur : https://books.google.co.uk/books?hl=en&lr=&id=mRv5cyuwqp8C&oi=fnd&pg=PP5&dq=Tabyshalieva,+A.+2000.+%E2%80%9CRevival+of+Traditions+in+Post-Soviet+Central+Asia.%E2%80%9D+Making+the+transition+work+for+women+in+Europe+and+Central+Asia,+edited+by+Marina+Lazreg,+51%E2%80%9357.+World+Bank+Discussion+Paper+No+411.+Washington,+DC.&ots=bT9ASsVEx3&sig=7qVwFF1jB6KFysXW0SU83O7cwzY&redir_esc=y#v=onepage&q=west&f=false

Tantoh HB, McKay TTJM, Donkor FE and Simatele MD (2021). *Gender Roles, Implications for Water, Land, and Food Security in a Changing Climate: A Systematic Review*. Front. Sustain. Accessible sur : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.707835/full>

Zinzani, A. (2015, December 22). *The Reconfiguration of Participatory Irrigation Management in Water Users Associations. Evidence from Uzbekistan & Kazakhstan*. Dans Cahiers d'Asie centrale. Accessible sur : <https://journals.openedition.org/asiacentrale/3142#tocto1n2>

Entretiens

Entretien mené le 26 mai 2023 avec Yevgeniy Zhovtis, fondateur du Bureau des droits des hommes du Kazakhstan.

Entretien mené le 31 mai 2023 avec Alain Cariou, maître de conférences en géographie de Sorbonne Université, spécialiste des dynamiques de développement régional en Asie centrale et au Moyen-Orient.

Entretien mené le 08 juin 2023 avec Cholpon Aitakhunova, coordinatrice régionale pour l'Asie centrale et l'Afghanistan du Central Asia Youth for Water (CAY4W) et chercheuse sur les problématiques d'eau, de climat et de sécurité en Asie centrale au Collective Leadership Institute.

Entretien mené le 13 juin 2023 avec Guljamal Nurmammedova, coordinatrice régionale de Global Water Partnership pour l'Asie centrale et le Caucase.

Entretien mené le 28 juin 2023 avec Aigerim Kussaiynkyzy, professeure de droit à l'université de Narxoz, militante féministe et écoféministe.

Entretien mené le 29 juin 2023 avec Leyla Zuleikha Makhmudova, fondatrice et directrice stratégique de l'association féministe FemAgora au Kazakhstan.

Entretien mené le 29 juin 2023 avec Tatiana Chernobil, avocate spécialisée dans les droits humains et consultante indépendante à Almaty, au Kazakhstan. Elle est membre experte de la Coalition des ONG du Kazakhstan contre la torture et mentore dans le cadre des cours de formation de la Fondation Soros-Kazakhstan pour les jeunes défenseur-es des droits humains.

Vidéos

CAN EECCA. (2022, 25 octobre). CAN EECCA Workshop on Ecofeminism [Vidéo]. YouTube. Accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=awMcuY182HQ>

Central Asia Knowledge Network. (2020, 1 septembre). *Gender and transboundary water governance in Central Asia* [Vidéo]. YouTube. Accessible sur : https://www.youtube.com/watch?v=-m1z_DG9NGY